

Université de Montréal

Immigration et identité face aux enjeux de la Guerre Froide : Une étude du débat sur la politique d'immigration dans la sphère publique américaine (1952-1965)

Par  
Louis Neamtan-Lapalme

Mémoire présenté à la Faculté des Études Supérieures  
en vue de l'obtention du grade de maître ès arts

Août 2009

Copyright, Louis Neamtan-Lapalme, 2009

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé :  
Immigration et identité face aux enjeux de la Guerre Froide : Une étude du débat sur la  
politique d'immigration dans la sphère publique américaine (1952-1965)

présenté par  
Louis Neamtan-Lapalme

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Michael Huberman  
président-rapporteur

Bruno Ramirez  
directeur de recherche

Jacques Rouillard  
membre du jury

## Résumé

Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, la nécessité de moderniser la politique d'immigration américaine fait l'unanimité, la principale loi régissant l'immigration datant de 1924. Cependant, la question des paramètres de la réforme fait naître un débat fortement polarisé. Les défenseurs du statu quo, qui souhaitent maintenir le système des quotas nationaux faisant de l'origine nationale le premier critère d'admission, auront initialement le dessus, comme en fait foi le passage du *McCarran-Walter Act* en 1952. D'autre part, les partisans d'une libéralisation affirment que cette loi restrictive et discriminatoire va à l'encontre des objectifs de la politique étrangère américaine, particulièrement dans un conflit aussi idéologiquement chargé que la Guerre Froide. Au courant des années cinquante et au début des années soixante, les réformateurs libéraux auront progressivement le dessus dans le débat, si bien qu'une nouvelle loi sera adoptée en 1965.

Ce mémoire propose d'aborder cette période de réforme sous l'angle de l'opinion publique. À partir, des sources permettant de prendre le pouls de la société américaine au sujet de la politique d'immigration, il a été possible d'observer une libéralisation progressive de l'opinion publique durant la période. Dans le cadre de ce mémoire, l'interprétation de cette évolution est centrée sur l'influence grandissante des enjeux de la Guerre Froide dans le débat entourant la réforme.

**MOTS CLÉS: ÉTATS-UNIS, POLITIQUE D'IMMIGRATION, RÉFORME, OPINION PUBLIQUE, GUERRE FROIDE, POLITIQUE ÉTRANGÈRE**

## Abstract

Following the Second World War, immigration policy became an important issue for the United States, as the main immigration law dated back to 1924. If the idea that immigration policy needed to be modernized was shared by most legislators, the debate over the adoption of a new law was fierce. Those who favoured a restrictive policy based on the reaffirmation of the national origins quota system, which made nationality the main criteria for admission, got their wish when the *McCarran-Walter Act* was enacted in 1952. On the other side of the debate, those who favoured liberalization saw the new law as discriminatory and harmful to American foreign policy objectives, particularly in the context of the ideologically charged Cold War. During the late fifties and early sixties, liberal reformers progressively gained the upper hand, and a new law was adopted in 1965.

This study analyses how American public opinion reacted to the immigration policy reform debate. The study of primary sources reflecting the attitudes of the American public on immigration policy revealed that public opinion underwent a progressive liberalization during the era of reform. The interpretation of this liberalization is centered on the growing influence Cold War dynamics in the immigration reform debate.

KEYWORDS: UNITED STATES, IMMIGRATION POLICY, REFORM, PUBLIC OPINION, COLD WAR, FOREIGN POLICY

## Table des matières

Résumé .....	i
Abstract.....	ii
Table des matières.....	iii
Liste des abréviations.....	v
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>Les États-Unis et l’immigration : entre mythe et réalité .....</b>	<b>1</b>
<b>L’immigration comme objet d’étude en histoire : une lente incursion .....</b>	<b>4</b>
<b>Problématique .....</b>	<b>5</b>
<b>État de la question et historiographie.....</b>	<b>6</b>
<b>Méthodologie et sources.....</b>	<b>9</b>
1. Sondages .....	11
2. Médias écrits .....	12
3. Whom We Shall Welcome: Rapport de la Commission Présidentielle sur l’Immigration et la Naturalisation.....	16
4. Groupes d’intérêt et société civile.....	17
<b>Hypothèses et objectifs.....</b>	<b>17</b>
<b>Structure du mémoire.....</b>	<b>19</b>
<b>CHAPITRE I. L’APRÈS-GUERRE ET LA RÉOUVERTURE DU DÉBAT SUR L’IMMIGRATION : VERS UNE VICTOIRE DU STATU QUO .....</b>	<b>20</b>
<b>Introduction : Émergence d’un système de contrôle de l’immigration .....</b>	<b>21</b>
<b>1. De l’isolation au leadership mondial : l’immigration comme enjeux dans le     contexte de l’après-guerre .....</b>	<b>24</b>
Politique d’immigration et politique étrangère : une relation étroite.....	24
Truman et les « displaced persons » : un premier défi.....	27
<b>2. Vers l’adoption d’une nouvelle loi générale sur l’immigration: nouveaux enjeux,     mêmes camps .....</b>	<b>28</b>
Libéraux : une question de principe et de politique étrangère .....	28
Restrictionnistes : la vieille garde conservatrice et l’argument de la sécurité nationale	29
<b>3. Le maccarthysme au secours de la vieille garde : la loi de 1952 et le maintien du     système des quotas nationaux .....</b>	<b>29</b>
Immigration and Nationality Act of 1952.....	30
<b>4. L’opinion publique en contexte d’immédiat après-guerre.....</b>	<b>32</b>
Sondages d’opinion : une phase de transition.....	32
Médias écrits : débat entamé.....	35
Analyse : déterminants du débat sur l’immigration dans l’après-guerre .....	37
<b>CHAPITRE II. DE LA POLÉMIQUE AUTOUR DU McCARRAN-WALTER ACT À L’ARRIVÉE EN FORCE DES RÉFUGIÉS DU COMMUNISME DANS LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE D’IMMIGRATION.....</b>	<b>41</b>
<b>Introduction : Veto présidentiel et controverse autour de la loi.....</b>	<b>42</b>
<b>1. Whom We Shall Welcome : symbole de la cause réformiste .....</b>	<b>42</b>
Le contenu du rapport .....	42
La commission et l’opinion publique : analyse critique .....	45
<b>2. Polarisation de l’opinion publique autour du McCarran-Walter Act .....</b>	<b>47</b>

Sondages : un intérêt discret, des résultats révélateurs .....	47
Les médias écrits comme indicateurs de la division entre restrictionnistes et libéraux.....	49
Société civile et groupes d'intérêt.....	56
Analyse : une division claire.....	57
<b>3. Le pouvoir de parole et les réfugiés du communisme : la Guerre Froide idéologique au cœur du débat sur l'immigration .....</b>	<b>59</b>
Réfugiés et politique étrangère dans l'historiographie.....	60
Réfugiés du communisme et « freedom fighters ».....	63
Les réfugiés dans les sondages d'opinion publique.....	65
Les réfugiés dans les médias écrits .....	66
Analyse : les réfugiés dans le débat sur l'immigration, une tendance spécifique?.....	69
 <b>CHAPITRE III. VERS UN CONSENSUS RÉFORMISTE : LES RÉFUGIÉS DU TIERS-MONDE ET LE PROGRAMME DE JOHN F. KENNEDY AU SECOURS DE LA CAUSE LIBÉRALE .....</b>	<b>71</b>
<b>Introduction : l'immigration dans une conjoncture internationale et nationale en     mutation .....</b>	<b>71</b>
<b>1. La décolonisation et la politique d'immigration : nouveaux enjeux .....</b>	<b>71</b>
Le Tiers-Monde et la politique étrangère américaine .....	72
Les réfugiés du Tiers-Monde .....	73
Le cas des réfugiés cubains.....	74
<b>2. De JFK à LBJ : l'immigration, une priorité du programme démocrate .....</b>	<b>75</b>
John F. Kennedy et l'immigration : alliance naturelle.....	76
Lyndon B. Johnson et la discrimination : droits civiques et immigration .....	77
<b>3. Vers l'adoption du <i>Hart-Celler Act</i> .....</b>	<b>78</b>
Changement de garde au Congrès.....	78
Immigration Act of 1965.....	79
<b>4. L'opinion publique et le débat sur la nouvelle loi : vers un consensus .....</b>	<b>80</b>
Sondages : apogée du libéralisme .....	81
Médias écrits : le consensus éditorial.....	85
Société civile et groupes d'intérêt.....	90
<b>5. Libéralisation de l'opinion publique entre 1952 et 1965 : comment l'interpréter?     .....</b>	<b>91</b>
Quels facteurs faut-il privilégier?.....	92
<b>6. La Guerre Froide et l'opinion publique : hypothèses confirmées? .....</b>	<b>98</b>
 <b>CONCLUSION.....</b>	<b>102</b>
L'opinion publique et le débat sur l'immigration : une évolution intrinsèquement liée au développement de la Guerre Froide .....	103
Les effets inattendus de la loi de 1965 et la poursuite du débat : vers un retour à la normalité .....	106
La politique d'immigration américaine et les relations diplomatiques : un argument fondé?.....	108
 <b>ANNEXE I : Immigration légale par région (1901-1990).....</b>	<b>110</b>
<b>ANNEXE II : Index des sources primaires.....</b>	<b>111</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>114</b>

## Liste des abréviations

AFL : *American Federation of Labour*

CIO : *Congress of Industrial Organisations*

DAR: *Daughters of the American Revolution*

INA : *Immigration and Nationality Act of 1952*

NAACP: *National Association for the Advancement of Colored People*

ONU : *Organisation des Nations Unies*

PCIN : *President's Commission on Immigration and Naturalisation*

## INTRODUCTION

### Les États-Unis et l'immigration : entre mythe et réalité

À travers l'histoire américaine, une mythologie s'est développée autour de l'idée que les États-Unis sont un exil pour les peuples opprimés, une terre d'accueil fondée sur l'opportunité économique et la liberté religieuse. En 1783, George Washington déclara que « The bosom of America is open to receive not only the opulent and respectable stranger, but the oppressed and persecuted of all nations and religions, whom we shall welcome to participate in all of our rights and privileges, if by decency and propriety of conduct they appear to merit the employment ». L'inscription qui orne le piédestal de la Statue de la Liberté a également contribué à cette mythologie : « Give me your tired, your poor, Your huddled masses yearning to breathe free, The wretched refuse of your teeming shore. Send these, the homeless, tempest-tossed to me, I lift my lamp beside the golden door! »<sup>1</sup>. En 1958, dans un ouvrage du même nom, John F. Kennedy parla des États-Unis comme une « *Nation of Immigrants* »<sup>2</sup>.

Avec le temps, les États-Unis ont vu une conception pluraliste et cosmopolite de l'américanité s'introduire dans l'imaginaire national. Parallèlement, l'immigration et l'ethnicité sont devenues des variables incontournables de l'histoire américaine. Cependant, cette incorporation est, dans un cas comme dans l'autre, relativement récente. Au-delà du mythe de la « porte d'or », on observe que l'évolution de la relation entre les États-Unis et l'immigration est imprégnée de débats, de conflits, d'ambiguïtés et de contradictions.

La période coloniale est marquée par une immigration relativement diversifiée en ce qui a trait aux origines nationales, quoiqu'elle soit principalement issue de l'Ouest et du Nord de l'Europe. Au lendemain de la Révolution américaine, le processus de construction nationale qui s'amorce tendra plutôt à atténuer le sentiment d'appartenance à la nation d'origine au profit de l'enracinement d'une nouvelle identité américaine, même si l'héritage culturel et institutionnel des États-Unis reste en grande partie anglo-saxon. L'immigration ne semble pas être la source d'inquiétudes au sein de la jeune République<sup>3</sup> : les Pères Fondateurs comprennent l'importance de l'immigration pour le développement du pays et, comme le souligne Roger Daniels, « except for the politically inspired anti-immigrant and

<sup>1</sup> Il s'agit d'un sonnet tiré de l'œuvre « The New Colossus » de la poète américaine Emma Lazarus,

<sup>2</sup> John F. Kennedy, *A Nation of Immigrants*, London, Hamish Hamilton, 1964, 111 pages

<sup>3</sup> Si les élites politiques perçoivent l'immigration de façon positive, il existe néanmoins au sein de la population des attitudes anti-immigration.

antiradical scare in the dying days of the Federalist Era, a pro-immigration consensus prevailed in the early decades of the republic »<sup>4</sup>. Il faut dire que la politique d'immigration restrictive du Roi George III faisait partie des critiques émises à l'endroit de l'Empire britannique dans la Déclaration d'Indépendance : « Il a résolument empêché l'accroissement de la population de nos États, faisant obstacle dans ce but aux lois sur la naturalisation des étrangers, refusant d'en adopter d'autres qui auraient encouragé l'immigration »<sup>5</sup>.

En dépit du fait qu'elle ne sera comptabilisée qu'à partir des années 1820, on peut affirmer que l'immigration demeure à un niveau relativement faible au cours de la fin du XVIIIe siècle et des premières décennies du XIXe siècle<sup>6</sup>, ce qui pourrait expliquer que l'immigration ne soit pas un objet de débat important sur la scène nationale durant cette période. Le flot de nouveaux arrivants ne commencera à s'accroître de façon significative que vers le milieu du siècle, les Irlandais et les Allemands étant les plus nombreux à s'installer en sol américain<sup>7</sup>. Face à l'arrivée de ces deux groupes, des mouvements d'opposition apparaissent, alimentés par la peur que le pays à majorité protestante ne soit submergé par cette vague d'immigrants catholiques. Jusque-là un enjeu relativement mineur sur la scène nationale, l'immigration devient pour la première fois une source de tension.

La période de l'industrialisation est marquée est par une immigration sans précédent<sup>8</sup>. Le débat sur l'homogénéité de la nation ne disparaît pas, mais la croyance profonde en la force du « *melting-pot* » tend à masquer dans l'imaginaire collectif le réel impact des nouveaux arrivants sur l'évolution de la nation américaine<sup>9</sup>. L'historien Frederick Jackson Turner, dans *The Significance of the Frontier in American History* (1893), contribua grandement à implanter cette idée en affirmant que la frontière avait agi comme un creuset où « the immigrants were Americanized, liberated, and fused into a

---

<sup>4</sup> Roger Daniels et Otis L. Graham, *Debating American Immigration : 1882-Present*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2001 p.12

<sup>5</sup> *Déclaration d'Indépendance*, extrait tiré de l'annexe de l'ouvrage de Jean-Michel Lacroix, *Histoire des États-Unis*, Paris, PUF, 2007, p.560

<sup>6</sup> Rares sont les auteurs font des estimations, et il est inutile de s'aventurer sur ce terrain ici.

<sup>7</sup> Entre 1850 et 1900, plus de quatre millions d'Allemands et plus de trois millions d'Irlandais obtinrent le statut de résident permanent. (U.S. Department of Homeland Security, *Yearbook of Immigration Statistics 2008*, Washington D.C., Office of Immigration Statistics, 2009, p.12)

<sup>8</sup> Voir les statistiques fournies en ANNEXE.

<sup>9</sup> La notion de « *melting-pot* », dont le terme est tiré du titre d'une pièce de théâtre d'Israel Zangwill, s'impose dans l'imaginaire national américain à partir de 1908.

mixed race, English in neither nationality nor characteristics »<sup>10</sup>. Même si certains intellectuels comme Randolph Bourne annoncent l'échec du melting-pot en prônant une vision plus cosmopolite de l'Amérique<sup>11</sup>, la croyance au pouvoir assimilateur de la société américaine règne.

Cependant, le portrait de l'immigration américaine à l'aube du vingtième siècle a changé. L'immigration de l'Europe du Sud, de l'Est, et de l'Asie remplace celle de l'Europe de l'Ouest et du Nord. À l'ère des théories raciales, nombreux sont ceux qui mettent de l'avant l'idée que la cohésion de la nation est menacée par cette nouvelle immigration, perçue comme étrangère à la culture et aux valeurs fondamentales de la société américaine. Apparus dans la seconde moitié du XIXe siècle, les mouvements nativistes prennent les devants dans le débat en mettant de l'avant des arguments anti-immigration qui résonneront bientôt aux quatre coins de l'Amérique. La Première Guerre Mondiale contribue à ébranler la croyance au *melting-pot* : la polarisation de l'opinion publique entre les différentes communautés nationales révèle que le sentiment national a survécu chez bien des immigrants. L'incertitude économique de l'après-guerre et le péril rouge provoqué par la Révolution bolchévique de 1917 vont catalyser les sentiments anti-immigration au sein de la population américaine.

La réalité a rattrapé le mythe. L'immigrant, qui avait symbolisé l'espoir, est devenu le bouc émissaire d'une société désormais caractérisée par le repli sur soi et la fermeture. Le melting-pot est délaissé, comme en témoigne la parution en 1926 de l'ouvrage *The Melting Pot Mistake* de Henry Pratt Fairchild<sup>12</sup>, au profit d'une vision plus exclusive de la nation.

Les années vingt, marquées par l'isolationnisme de l'après-guerre, vont concrétiser la redéfinition du rapport qu'entretiennent les États-Unis avec l'immigration. Apparues dans les années 1880, les mesures se multiplieront pour restreindre, voire éliminer, l'arrivée d'immigrants jugés inassimilables. L'*Immigration Act of 1924* est le point culminant de cette démarche : la sélection des immigrants se fera désormais suivant le critère de l'origine

---

<sup>10</sup> Frederick Jackson Turner, *The Significance of the Frontier in American History* (1893), [En ligne] <http://www.learner.org/workshops/primarysources/corporations/docs/turner.html> (page consulté le 13 mars 2009)

<sup>11</sup> Randolph Bourne, « Trans-national America », *Atlantic Monthly*, 118 (July 1916), 86-97

<sup>12</sup> Lacroix, *op. cit.*, p. 357

nationale<sup>13</sup>. Le débat sur l'immigration ne sera rouvert qu'au terme de la Seconde Guerre mondiale, période qui représente le point de départ de ce mémoire.

### **L'immigration comme objet d'étude en histoire : une lente incursion**

Si presque chaque période de l'histoire américaine donne lieu à un débat sur les conséquences sociales, culturelles, et économiques de l'arrivée de nouveaux immigrants, l'immigration est un objet d'étude qui a longtemps été ignoré par les historiens américains. Dans les milieux académiques, il sembla longtemps convenu qu'il revenait davantage aux démographes, économistes, sociologues et anthropologues de s'y attarder.

En 1921, c'est dans l'*American Journal of Sociology* et non l'*American Historical Review* que l'éminent historien Arthur Schlesinger Sr. publia son article pionnier « The Significance of Immigration in American History »<sup>14</sup>, fait qui illustre la marginalisation de l'immigration comme objet d'étude chez les historiens de l'époque<sup>15</sup>.

Faisant référence au début du XXe siècle, François Weil écrit que « le silence des historiens s'explique en partie par la sociologie du milieu et par l'état de la discipline. Issus des classes moyennes ou des élites sociales, d'origine anglo-saxonne, les historiens américains de l'époque n'ont guère de sympathie pour les immigrants et pour le problème de l'intégration »<sup>16</sup>. Persuadés du caractère exceptionnel de l'histoire américaine, les historiens de l'époque ont très peu d'intérêt pour l'immigration et ses conséquences. Dans un contexte idéologique où la foi en la force du *melting-pot* dominait encore, il paraissait futile de s'attarder à des recherches sur l'immigration puisque de toute façon les nouveaux arrivants semblaient destinés à se fondre dans la société américaine.

L'incursion de l'immigration dans l'historiographie américaine est entamée dans les années vingt, mais ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale qu'elle s'impose comme champ d'étude en histoire grâce, notamment, à des transformations idéologiques comme l'essor du pluralisme, à l'intérêt croissant d'une seconde génération d'immigrants, et à l'explosion des champs d'études dans les années cinquante.

---

<sup>13</sup> Il en sera question au début du premier chapitre.

<sup>14</sup> Dans cet article, Schlesinger explique l'aspect hétérogène des origines de la population américaine, tout en soulignant la contribution des immigrants depuis la période coloniale au niveau politique, économique, artistique et idéologique. Arthur M. Schlesinger, « The Significance of Immigration in American History ». *American Journal of Sociology*, Vol. 27, No. 1 (Juillet 1921), p.71-85.

<sup>15</sup> François Weil, « Migration, Migrants, et Ethnicité » dans Jean Heffer et François Weil, *Chantiers d'histoire américaine*, Paris, Belin, 1994, p. 410

<sup>16</sup> *Ibid*, p. 409

Parallèlement à l'écllosion de l'histoire de l'immigration durant cette période, la fin de la Seconde Guerre Mondiale introduit une nouvelle ère dans l'évolution de la politique d'immigration américaine. Des changements importants au niveau des paramètres des migrations internationales, d'une part, et la réorientation de la politique étrangère américaine, d'autre part, sont à l'origine de la réouverture du débat sur l'immigration. Si les vieux arguments ressurgissent dans le débat, notamment sur le plan de la cohésion nationale, la situation internationale et interne des États-Unis dans l'après-guerre amène une toute nouvelle série d'enjeux. Ce mémoire aborde cette période de réforme ayant donné lieu à l'adoption de deux lois majeures sur l'immigration, soit le *McCarran-Walter Act* de 1952, remplacé en 1965 par le *Hart-Celler Act*.

### **Problématique**

La problématique de recherche naît d'une volonté d'explorer l'influence de la Guerre Froide sur l'évolution idéologique et culturelle de la société américaine. Dans cette perspective, la politique d'immigration s'avérait un sujet stimulant et relativement peu exploité. Ce mémoire propose donc d'aborder l'influence des enjeux idéologiques et stratégiques de la Guerre Froide sur le débat entourant la politique d'immigration américaine, en étudiant cette relation sous l'angle de l'opinion publique américaine face à l'immigration.

La problématique de départ, soit l'énoncé du problème auquel le mémoire tentera de répondre, peut être formulée comme suit : *À la lumière de l'influence des considérations liées à la Guerre Froide sur le débat entourant la réforme de l'immigration, sans négliger les facteurs démographiques, économiques, culturels, et autres, comment expliquer l'évolution de l'opinion publique américaine au niveau national sur les enjeux liés à la politique d'immigration, du McCarran-Walter Act de 1952 au Hart-Celler Act de 1965?*<sup>17</sup>

À cette problématique peuvent être greffées une série de sous-questions qui orienteront la façon d'approcher ce questionnement initial et d'y répondre à travers ce mémoire. Dans quelle mesure la politique d'immigration américaine et l'opinion publique étaient-elles en accord durant la période à l'étude? Quels sont les facteurs et enjeux qui ont influencé l'opinion publique et les attitudes de la société américaine en général et, parallèlement, en quoi l'évolution de l'opinion publique se démarque-t-elle par rapport au

---

<sup>17</sup> Cette périodisation est due au fait que la loi de 1965 représente le point culminant d'une période de réforme s'étant amorcée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

débat dans le milieu politique? Quelle relation existe-t-il entre la dynamique de la Guerre Froide, au niveau international et interne, et l'évolution de l'opinion publique sur l'immigration?

Au-delà du débat sur la réforme de la politique d'immigration dans le milieu politique, objet d'étude qui possède une historiographie relativement riche, il s'agira donc de faire ressortir la spécificité de ce débat dans la sphère publique américaine à partir de sources qui permettent de rendre compte de l'évolution de l'opinion publique. Avant d'aborder les sources et la méthodologie, il convient de procéder à un examen des ouvrages s'étant penchés sur l'immigration sous l'angle de l'opinion publique<sup>18</sup>.

### État de la question et historiographie

Les historiens ne se sont que très récemment intéressés de façon empirique à l'étude de l'immigration sous l'angle de l'opinion publique<sup>19</sup> même si les firmes de sondage, elles, ont étudié les attitudes du public américain face à l'immigration dès la fin des années trente. Dans les milieux académiques, quelques études ont été publiées à partir de la fin des années quatre-vingt et dans le courant des années quatre-vingt-dix.

S'inscrivant dans la lignée d'une approche introduite en 1974 avec *Public Opinion in America*, et reprenant une étude publiée en 1987, Rita J. Simon et sa collaboratrice Susan H. Alexander publiaient en 1993 un ouvrage intitulé *The Ambivalent Welcome: Print Media, Public Opinion, and Immigration*<sup>20</sup>. Dans le cadre de cette étude, les auteures faisaient état de la couverture médiatique des enjeux liés à l'immigration aux États-Unis entre 1880 et 1990. Seize publications ont constitué la base de leur étude<sup>21</sup>. Plusieurs extraits d'articles étaient proposés pour illustrer comment la couverture médiatique a

---

<sup>18</sup> Notons que bien qu'il aurait été pertinent de proposer une revue de l'historiographie portant sur la politique d'immigration américaine, il semble plus approprié de traiter de l'opinion publique et de l'immigration dans l'optique de justifier le choix de la problématique. Cela dit, les références à l'historiographie de la politique d'immigration américaine feront partie intégrante de l'argumentation.

<sup>19</sup> *Strangers in the Land* de John Higham représente une exception de taille. Paru en 1955, cet ouvrage se penche sur l'opinion publique américaine face à l'immigration entre 1860 et 1925. Higham s'intéresse plus particulièrement au courant nativiste, définit comme « intense opposition to an internal minority on the ground of its foreign (i.e., “un-American”) connections ». John Higham. *Strangers in the Land : Patterns of American Nativism 1860-1925*, New Jersey, Rutgers University Press, 1955, p. 4

<sup>20</sup> Rita J. Simon and Susan H. Alexander, *The Ambivalent Welcome: Print Media, Public Opinion, and Immigration*, Westport, Praeger, 1993, 280 p.

<sup>21</sup> *North American Review, Saturday Evening Post, Literary Digest, Harper's, Scribner's, Atlantic Monthly, The Nation, Christian Century, Commentary, Commonweal, Reader's Digest, Time, Life, Newsweek, U.S. News and World Report, et New York Times.*

évolué entre des sentiments pro- et anti-immigration. L'ouvrage procédait également à un examen des sondages d'opinion publique.

Si l'approche était novatrice au niveau des sources utilisées pour traiter de l'immigration, force est de constater que l'ouvrage de Simon et Alexander reste très descriptif et laisse malheureusement peu de place à l'analyse et l'interprétation des faits rapportés. Par exemple, les auteurs dénotent de nombreuses variations dans la ligne éditoriale de certaines publications, mais jamais ne tentent-elles d'expliquer les causes de ces variations en se référant au contexte historique.

Dans le cadre d'une étude de moindre envergure, Edwin Harwood publiait en 1986 un article traitant de l'évolution de l'opinion publique sur l'immigration à travers les sondages nationaux, « *American Public Opinion and U.S. Immigration Policy* »<sup>22</sup>. L'article de Harwood retrace l'évolution de l'opinion publique américaine depuis la fin des années trente, mais l'analyse est centrée sur les années soixante-dix et quatre-vingt, période durant laquelle l'auteur constate l'émergence d'un « néorestrictionisme » qui succède à une période, les années cinquante et soixante, marquée par une libéralisation de l'opinion publique et de la politique d'immigration américaine.

Thomas Espenshade est un sociologue qui, à travers plusieurs collaborations, s'est intéressé à l'opinion publique américaine sur les enjeux liés à l'immigration<sup>23</sup>. Il a rédigé plusieurs articles et participé à des ouvrages collectifs sur le sujet. Dans « *Contemporary American Attitudes Toward U.S. Immigration* »<sup>24</sup>, publié en 1996 avec Katherine Hempstead, il analysait les résultats d'un sondage *CBS News/New York Times* réalisé en 1993. Une des conclusions proposées, et qui est particulièrement intéressante dans le cadre de ce projet de mémoire, est la relation étroite chez les répondants entre une attitude restrictionniste par rapport à l'immigration et une perspective isolationniste sur des enjeux internationaux.

Plus récemment, en 2000, Joel S. Fetzer publiait une étude comparative sur l'opinion publique et l'immigration : *Public Attitudes toward Immigration in the United States, France, and Germany*. Faisant état de la façon dont l'opinion publique a évolué

---

<sup>22</sup> Edwin Harwood. « American Public Opinion and U.S. Immigration Policy ». *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 487 (Septembre 1986), p. 201-212

<sup>23</sup> Espenshade a beaucoup travaillé sur les perceptions et réactions des Américains face à l'immigration mexicaine. Quoiqu'en tant que sociologue, Espenshade ait plutôt concentré ses recherches sur des périodes récentes, il demeure un auteur incontournable sur le plan méthodologique et théorique.

<sup>24</sup> Thomas .J. Espenshade and Katherine Hempstead, « Contemporary American attitudes toward U.S. immigration ». *International Migration Review*, Vol. 30, No 2 (Été 1996), pp. 535-570

dans son attitude face à l'immigration dans ces trois pays à différentes périodes du XXe siècle, Fetzer propose trois théories explicatives des attitudes de l'opinion publique face à l'immigration. La théorie de la « *cultural difference* » (ou « *cultural marginality* ») suggère que « *cultural and ethnic ties to immigrants promote pro-immigration and support for a more open immigration policy* »<sup>25</sup>. Autrement dit, une immigration plus « assimilable » entraînerait des réactions plus favorables. La théorie des « *economic conditions* » (ou « *economic self-interest* ») prévoit que l'opinion publique face à l'immigration sera plus hostile lors de périodes de difficultés économiques, particulièrement au bas de l'échelle socioéconomique. Finalement, la théorie du « *proportion of foreign-born* » (ou « *contact* ») explique que l'opinion publique sera plus favorable à l'immigration lorsque la proportion de résidents nés à l'extérieur du pays est faible.

La dimension théorique amenée par l'auteur est certes intéressante, mais l'analyse, elle, est très peu détaillée. Fetzer n'exploite que très superficiellement son cadre théorique, ce qui, en fin de compte, nous apprend peu de choses sur l'évolution de l'opinion publique dans les trois pays étudiés. De plus, les trois théories qu'il propose négligent beaucoup d'autres facteurs explicatifs de l'opinion publique liés au contexte historique. Dans le cas de la Guerre Froide, par exemple, l'idéologie et les considérations de politique extérieure semblent être des facteurs non négligeables, voire centraux.

À la lumière de cet état de la question, force est de constater que si l'opinion publique sur l'immigration a été étudiée dans les milieux académiques, peu d'historiens ont concentré leurs recherches sur une période donnée. Plus encore, il n'existe pas d'études centrées sur l'opinion publique et les attitudes de la société américaine face à l'immigration qui se rapportent spécifiquement à la Guerre Froide et à la période de réforme de la politique d'immigration américaine, d'où la pertinence et la nouveauté de la démarche proposée dans le cadre de ce mémoire. Il s'agira donc d'aller là où des auteurs comme Simon et Alexander ne se sont pas aventurés, c'est-à-dire d'interpréter les variations des attitudes du public américain sur des enjeux liés à l'immigration dans un contexte historique précis. À cet égard, la Guerre Froide représente un cas de figure extrêmement porteur et tout à fait particulier.

---

<sup>25</sup> Joel S. Fetzer. *Public Attitudes toward Immigration in the United States, France, and Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 3

## Méthodologie et sources

Les historiens qui ont étudié la politique d'immigration américaine ont en grande partie travaillé à partir de sources issues du milieu politique : textes de loi, archives du Congrès, discours, etc. La problématique de ce projet de mémoire s'inscrit dans une perspective visant à aller au-delà de ce corpus de sources déjà maintes fois analysées par les historiens, en utilisant des sources relevant de la sphère publique<sup>26</sup>. Si à l'instar des ouvrages tirés de l'historiographie, les sources politiques seront considérées et utilisées à travers le mémoire, une étude de l'évolution des attitudes du public américain face à l'immigration se doit d'être centrée sur un corpus de sources qui soient susceptibles de refléter l'opinion publique empiriquement<sup>27</sup>.

Cela dit, étudier l'opinion publique n'est pas chose aisée puisque, comme le soulignent Robert S. Erikson et Kent L. Tedin dans *American Public Opinion: Its Origins, Content, and Impact*, « public opinion is notoriously difficult to define »<sup>28</sup>. À l'instar d'autres concepts clés des sciences sociales, il n'y a pas de consensus sur la signification précise du terme « opinion publique ». Malgré tout, il s'agit d'un concept qui continue d'attirer l'attention de chercheurs associés à une grande diversité de disciplines et de champs d'étude. Soulignant le caractère interdisciplinaire du terme « opinion publique », Wolfgang Donsbach et Michael W. Traugott mentionnent que pour les historiens, l'opinion publique est un élément et un facteur dans la compréhension de changements sociaux, ou une manière d'interpréter la façon dont certains événements historiques se développent et évoluent<sup>29</sup>. Dans le cadre de ce mémoire, cette précision représente un bon point de départ dans l'établissement des paramètres d'utilisation de ce concept.

---

<sup>26</sup> Concept introduit dans le débat sur l'opinion publique par Jürgen Habermas dans *The Structural Transformation of the Public Sphere : An Inquiry into a Category of Bourgeois Society* (1962), la sphère publique est un concept qui a été vivement débattu. Dans le cadre de cette étude, le terme « sphère publique » a été utilisé pour délimiter le concept d'opinion publique et justifier les sources choisies davantage que comme concept-clé dans la démarche analytique. C'est pourquoi il inutile de trop s'avancer sur une définition. La sphère publique sera considérée ici comme un espace discursif où des groupes et des individus appartenant à une collectivité émettent des opinions sur des enjeux en lien avec la société et l'État, dynamique d'où émergent les opinions politiques. Autrement dit, il s'agit d'une sphère de la société où l'opinion publique se forme.

<sup>27</sup> Plusieurs historiens de la politique d'immigration se réfèrent à des sondages ou aux positions des médias écrits, mais l'utilisation de ces sources est souvent superficielle et accessoire. L'exploitation de ces sources ne se fait donc jamais de façon systématique ou sur une base empirique.

<sup>28</sup> Robert S. Erikson et Kent L. Tedin. *American Public Opinion: Its Origins, Content, and Impact*. 7e éd. New York, Pearson Education, Inc, 2005, p.5

<sup>29</sup> Wolfgang Donsbach et Michael W. Traugott, éd., *The Sage Handbook of Public Opinion Research*, London, Sage Publications, 2008. p.1

Pour ce qui est d'adopter une définition, il est nécessaire de reconnaître d'emblée que l'adoption d'une définition se fait, à un certain degré, arbitrairement. Comme il existe probablement autant de définitions de l'opinion publique que d'études sur le sujet, celle-ci ne fera pas exception. D'un autre côté, il semble impensable d'en arriver à une définition sans se référer à celles que d'autres auteurs ont proposées. C'est en s'entendant sur certains critères, et en en rejetant d'autres qu'il a été possible d'élaborer la définition qui sera proposée dans le cadre de ce mémoire.

Reconnaissant l'absence d'une définition universelle, Erikson et Tedlin optent pour une définition très simple de l'opinion publique, présentée comme « the preferences of the adult population on matters of relevance to government »<sup>30</sup>. L'idée que seuls des enjeux qui ont un lien avec l'État puissent faire l'objet d'une étude de l'opinion publique est partagée par plusieurs auteurs. De son côté, Bernard C. Hennessy suggèrent que l'opinion publique « is the complex of preferences expressed by a significant number of persons on an issue of general importance »<sup>31</sup>. La définition offerte par l'*Encyclopedia Britannica* est également digne de mention : « an aggregate of the individual views, attitudes, and beliefs about a particular topic, expressed by a significant proportion of a community »<sup>32</sup>.

Par rapport aux objectifs de cette étude, et à la lumière de ces différentes définitions, il convient d'adopter une conception relativement souple de l'opinion publique, dans la mesure où il ne semble pas y avoir d'indicateur (le sondage, par exemple) qui puisse à lui seul suffire à déterminer de façon rigoureuse l'évolution de l'opinion publique sur la politique d'immigration à l'échelle nationale durant la période à l'étude. L'opinion publique sera donc envisagée comme un *panorama (ou amalgame) des opinions émises sur des enjeux liés à la politique d'immigration par des personnes, groupes ou institutions appartenant à la sphère publique américaine*. Il faut préciser que la sphère publique fait référence à un *espace discursif où des membres d'une collectivité (groupes et individus) émettent des opinions sur des enjeux en lien avec la société et les activités de l'État, dynamique d'où émergent les opinions politiques et à partir de laquelle l'opinion publique peut être décelée*. Notons également que pour éviter de donner un caractère trop « élitiste » ou trop « populaire » à l'étude de l'opinion publique, trois types d'opinions sur la politique d'immigration seront considérés : l'opinion « éclairée », basée sur une bonne connaissance

<sup>30</sup> Erikson et Tedin, *op. cit.*, p.6

<sup>31</sup> Bernard C. Hennessy, *Public Opinion*, North Scituate Massachusetts, Duxbury Press, 1975, p.10

<sup>32</sup> Dans *Encyclopædia Britannica*, [En ligne], <http://www.britannica.com/EBchecked/topic/482436/public-opinion> (page consulté le 18 mai 2009)

du dossier; l'opinion « criée », soit celle qui est exprimée ouvertement et volontairement par des individus ou des groupes, sans égard pour le niveau de compréhension du dossier; l'opinion « sondée », associée aux résultats des sondages, sans égard pour l'intérêt porté par les individus sondés ou pour leur connaissance du dossier<sup>33</sup>.

Pour étudier l'évolution de l'opinion publique dans une perspective nationale, il s'agira donc de mettre en relief des changements dans l'orientation du débat sur la politique d'immigration dans la sphère publique, de faire ressortir des transformations dans les attitudes de certains groupes, personnes ou institutions par rapport à l'immigration, et d'étudier les variations dans la tendance générale de l'opinion publique américaine. Sur la base de ces définitions et clarifications, il semble approprié de considérer une diversité de sources complémentaires.

### **1. Sondages**

Tel que mentionné précédemment, l'immigration est un sujet qui fait partie intégrante des sondages nationaux depuis la fin des années trente. Durant la période qui sera étudiée, les questions ont surtout porté sur la réforme de la politique d'immigration et l'admission de réfugiés. L'essentiel des données proviennent des archives du *Roper Center for Public Opinion Research* de l'Université du Connecticut, dans lesquelles se retrouvent les résultats des sondages nationaux effectués au cours de la période à l'étude.

Le sondage d'opinion est probablement l'indicateur le plus accessible et le plus facilement exploitable pour ce qui est d'étudier l'évolution de l'opinion publique sur un enjeu précis. D'un autre côté, les sondages d'opinion ne révèlent pas l'intérêt porté pour le sujet qui fait l'objet du sondage puisque les répondants ne font qu'émettre une opinion sur un enjeu qui peut très bien ne leur être d'aucune importance. De plus, les variations dans les énoncés des questions portant sur l'immigration font en sorte qu'il est difficile de procéder de façon systématique à une analyse quantitative. Pour surmonter ces faiblesses du sondage comme indicateur de l'opinion publique, il convient de considérer d'autres sources complémentaires.

---

<sup>33</sup> Cette typologie est tirée de l'ouvrage de Judith Lazar, *L'opinion publique*. Paris, Dalloz, 1995, p.41

## 2. Médias écrits

Malgré le fait que l'immigration n'ait jamais été un sujet d'une grande priorité pour les éditeurs des publications à grand tirage, la plupart des quotidiens, hebdomadaires et mensuels en ont traité durant la période à l'étude. Il sera donc question de travailler à partir d'articles et d'éditoriaux qui ont couvert les enjeux liés à l'immigration<sup>34</sup>.

L'exploitation des sources tirées des médias écrits utilisera davantage l'approche qualitative, dans la mesure où il s'agit d'analyser les enjeux qui ont influencé l'évolution du débat dans la sphère publique. Cependant, il ne faut pas négliger l'approche quantitative. L'analyse de l'ampleur de la couverture médiatique contribue de façon non négligeable à répondre à la problématique, puisqu'elle est indicative de la façon dont l'intérêt du public pour la politique d'immigration a varié dans le temps, si l'on considère *a priori* que les médias écrits ont une influence sur la façon dont les Américains perçoivent ce dossier.

À l'instar des sondages, les sources tirées des médias écrits posent certains problèmes au niveau de leur rôle comme indicateur de l'opinion publique. Il serait erroné d'affirmer que les médias ont agi comme « fabricants d'opinions » dans le débat sur la réforme de l'immigration. Quoi qu'il en soit, les médias ont tout de même influencé la façon dont un « Américain moyen » a pu percevoir la politique d'immigration et ses enjeux. De plus, une étude de l'évolution de la couverture médiatique semble indispensable dans une démarche visant à rendre compte de l'évolution du débat sur la réforme de l'immigration dans la sphère publique américaine.

Quant au choix des publications étudiées, il semble judicieux de sélectionner un échantillon qui représente une diversité de points de vue, tout en s'assurant de choisir des publications à portée nationale. Il n'est pas exclu d'aborder, à partir des publications choisies, les différences socioéconomiques, régionales et culturelles dans les attitudes face à l'immigration, mais il convient de circonscrire l'analyse, tout chercheur devant assumer les conséquences de ses choix méthodologiques.

Pour rendre la démarche plus cohérente, sans toutefois vouloir donner un caractère monolithique aux publications choisies, les publications seront catégorisées entre celles à

---

<sup>34</sup> Notons que s'il existe une grande différence entre les éditoriaux et les articles à caractère informatif, chacun de ces deux types de sources peuvent à leur façon aider à répondre à la problématique. Si les éditoriaux nous renseignent sur l'opinion d'une publication sur un sujet précis, opinion qui est susceptible d'avoir un impact sur celle de ses lecteurs (qui peuvent appartenir à un ensemble plus large défini, par exemple, par des caractéristiques socioéconomiques ou idéologiques), les articles à caractère informatif nous renseignent sur l'ampleur de la couverture médiatique d'un sujet (et nous révèle donc l'importance de cet enjeu dans la sphère publique) ou sur les principaux thèmes et enjeux.

tendance libérale (*New York Times*, *Christian Science Monitor*) et celles à tendance conservatrice (*Saturday Evening Post*, *Reader's Digest*), tandis qu'une publication à tendance plus neutre a aussi été retenue (*Time*)<sup>35</sup>.

Pour étudier l'opinion publique américaine, la division conservateur-libéral est un outil analytique utile dans la mesure où, comme le soulignent Erikson et Tedin, « opinions are connected by logical consistency with core political values »<sup>36</sup>. Il est envisageable que l'immigration suive ce schéma, non seulement parce que le débat sur l'immigration dans le milieu politique est perçu comme se divisant entre restrictionnistes et libéraux, mais également parce qu'il s'agit d'un enjeu relativement mineur dans la sphère publique, donc plus susceptible d'être perçu en fonction de valeurs et croyances politiques fondamentales.

Au niveau de l'échantillon retenu, il est important de mentionner qu'un tri a été fait dans la sélection des articles qui en font partie. À partir du dépouillement des archives des publications choisies, il s'agissait de choisir des éditoriaux et des articles de fond traitant, préférentiellement, de la politique d'immigration directement. Notons que le processus de sélection des articles fut moins complexe dans le cas des mensuels et des hebdomadaires (*Time*, *Saturday Evening Post*, *Reader's Digest*) puisqu'un nombre relativement faible d'articles portant sur l'immigration ont été publiés durant la période à l'étude. Tous les articles traitant de politique d'immigration durant la période à l'étude ont donc été retenus pour ces trois publications. La tâche fut plus complexe dans le cas du *New York Times* et du *Christian Science Monitor*, en raison du fait que les résultats obtenus à partir du moteur de recherche des archives de ces publications démontrent qu'un très grand nombre d'articles ont comme sujet l'immigration. À partir des paramètres de sélection mentionnés plus haut, soit la volonté d'utiliser un échantillon composé d'articles de fond traitant directement du débat entourant la politique d'immigration, les articles qui correspondaient le mieux à ces critères ont été retenus.

---

<sup>35</sup> Notons que l'analyse des médias écrits sera centrée sur le point de vue de la publication et non celui de l'auteur, d'une part parce qu'il a été constaté que le point de vue de chacune des publications est constant d'un auteur à l'autre, et d'autre part parce que cela simplifie la démarche.

<sup>36</sup> Erikson et Tedin, *op. cit.*, p. 66

### ***New York Times***

Au niveau des quotidiens, la place qu'occupe le *New York Times* dans la sphère publique américaine est probablement sans égal, tout comme l'est son influence sur l'opinion publique. Publication à portée nationale et internationale, le *New York Times* est en quelque sorte le journal de référence de la gauche libérale américaine, d'où sa catégorisation ici. À la lumière des recherches effectuées dans les médias écrits, le *New York Times* est sans doute la publication qui a le plus couvert le débat sur la politique d'immigration durant la période à l'étude. L'échantillon est constitué de trente-quatre articles publiés entre 1951 et 1965, pour la plupart des éditoriaux.

### ***Christian Science Monitor***

Apparu en 1908 à l'initiative de la fondatrice du mouvement religieux *Christian Science* Mary Baker Eddy, le *Christian Science Monitor* n'a pas, malgré son nom, de vocation évangélistique. Conçu en réponse au journalisme à sensation en vogue à l'époque, qui s'attaquait régulièrement et avec acharnement à la nouvelle religion créée par Mary Baker Eddy, le *Christian Science Monitor* voulait offrir un contenu plus équilibré et avec la mission, dans les mots de sa fondatrice, « to injure no man, but to bless all mankind »<sup>37</sup>. Quotidien à portée nationale et internationale basé à Boston, le *Christian Science Monitor* a connu son plus haut tirage dans les décennies suivant la Deuxième Guerre mondiale, atteignant un sommet de 223 000 en 1970<sup>38</sup>. La catégorisation du journal comme publication à tendance libérale est due à la position du journal sur certains enjeux clés. Par exemple, le *Christian Science Monitor* s'est montré très critique à l'endroit de la croisade anticommuniste menée par le Sénateur Joseph McCarthy tout au long de la période du maccarthysme, à l'instar du *New York Times*<sup>39</sup>. Vingt-quatre articles et éditoriaux parus entre 1952 et 1965 ont été retenus.

---

<sup>37</sup> John Fine, « *The Christian Science Monitor to Become a Weekly* », *Business Week*, 28 Octobre 2008, [En ligne] [http://www.businessweek.com/bwdaily/dnflash/content/oct2008/db20081028\\_224442.htm](http://www.businessweek.com/bwdaily/dnflash/content/oct2008/db20081028_224442.htm) (page consulté le 3 juin 2009)

<sup>38</sup> *Ibid*

<sup>39</sup> Lawrence N. Strout. *Covering McCarthyism: How the Christian Science Monitor Handled Joseph R. McCarthy, 1950-1954*, Wesport, Connecticut: Greenwood Press, 1999, 171 p.

### ***Saturday Evening Post***

Le *Saturday Evening Post* (1821-1968), un hebdomadaire qui avait durant la période à l'étude un tirage dans les millions, offrait surtout du divertissement et de la fiction, mais proposait également des articles portant sur des enjeux sociaux tirés de l'actualité. La ligne éditoriale du *Saturday Evening Post* a historiquement été conservatrice et isolationniste, comme en témoigne l'opposition au New Deal et à l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale. Sur le sujet de l'immigration, Simon et Alexander soulignent la tendance restrictionniste du magazine dans les années vingt, alors que l'éditeur de l'époque George Horace Lorimer « had initiated the fight for restricting immigration in his editorial and continued it on the feature pages »<sup>40</sup>. L'échantillon prélevé pour la recherche est composé de dix éditoriaux, publiés entre 1947 et 1964.

### ***Reader's Digest***

Ce magazine populaire à très haut tirage est caractérisé par ses articles concis, faciles à lire, et portant sur une grande variété de sujets. Il peut être considéré comme l'un des principaux ambassadeurs de « l'*American Way of Life* ». Associée à l'histoire culturelle de la Guerre Froide, Joanne P. Sharp émet l'idée que, dans la période qui suit la Seconde Guerre mondiale, le *Reader's Digest* « would be characterized by a single-minded obsession with the threat that communism posed to the free-world »<sup>41</sup>. Plus généralement, le *Reader's Digest* en était venu à être considéré comme une sorte de « gardien des valeurs américaines », dans la mesure où il promouvait une vision positive de la société américaine. Dans cette optique, on peut caractériser cette publication comme affichant une tendance conservatrice (quoique dans une moindre mesure que le *Saturday Evening Post*), et on peut prévoir que le point de vue du *Reader's Digest's* soit très peu critique, mais plutôt en accord, avec la politique d'immigration. Il est cependant nécessaire de mentionner qu'il est difficile de considérer ce magazine comme ayant un point de vue homogène et constant sur les enjeux sociaux (par rapport aux autres publications choisies), puisqu'une proportion des articles sont repris d'autres journaux et magazines. L'échantillon retenu est composé de neuf articles, publiés entre 1947 et 1966.

---

<sup>40</sup> Simon and Alexander, *op. cit.*, p. 248

<sup>41</sup> Joanne P. Sharp, *Condensing the Cold War : Reader's Digest and American Identity*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2000 p. 83

### ***Time***

Ce magazine d'actualité hebdomadaire fondé en 1923 par Henry Luce est l'une des plus importantes publications à voir le jour aux États-Unis au vingtième siècle. Le point de vue du *Time* sur les enjeux d'actualité fut très influent dans la sphère publique américaine durant la Guerre Froide. Émettant généralement un point de vue sophistiqué et équilibré sur l'actualité, il est difficile de déterminer si sa ligne éditoriale est libérale ou conservatrice, d'où sa catégorisation comme publication à tendance neutre. La politique d'immigration est un sujet qui fut couvert de façon relativement importante dans les années 1950 et 1960. L'échantillon choisi pour cette publication comprend seize articles, publiés entre 1950 et 1966.

### ***3. Whom We Shall Welcome: Rapport de la Commission Présidentielle sur l'Immigration et la Naturalisation***

Suite à l'adoption du *McCarran-Walter Act* en 1952, le Président Truman mettait sur pied une commission présidentielle chargée de prendre le pouls de la société américaine sur des enjeux liés à l'immigration, de faire des recommandations et, en fin de compte, de produire un rapport final avant la fin du mandat de Truman. La commission a tenu trente séances d'audience publiques réparties dans onze villes de différentes régions du pays. Tous ceux qui désiraient se présenter aux audiences de la commission pour témoigner pouvaient le faire. Un rapport de 319 pages intitulé *Whom We Shall Welcome* fut publié en 1953.

Il est étonnant que cette source soit absente de la démarche proposée par Rita J. Simon et Susan Alexander. Pourtant, il semble évident que le rapport de la commission représente une source incontournable, puisqu'elle comprend des témoignages d'individus et groupes qui représentent une portion non négligeable de l'opinion publique américaine.

#### 4. Groupes d'intérêt et société civile

Quoiqu'il soit difficile de recueillir un corpus de sources assez complet pour en traiter de façon méthodique et rigoureuse, ce mémoire tentera de suivre l'évolution des positions de certains groupes issus de la société civile, à savoir les représentants des groupes religieux, des communautés ethniques et nationales, des syndicats, du milieu des affaires, des milieux académiques, des groupes de femmes, etc<sup>42</sup>.

Il s'agit d'une dimension essentielle de la démarche, non seulement en raison du fait que ces groupes représentent des franges importantes de l'opinion publique, mais également parce qu'ils sont susceptibles de se positionner sur des enjeux de société comme l'immigration. Des sources primaires comme les médias écrits et le rapport de la commission Truman devraient permettre d'obtenir un bon tableau des positions de plusieurs des groupes mentionnés, quoique des sources secondaires seront également utilisées.

#### Hypothèses et objectifs

Pour répondre à la problématique, il convient de proposer deux hypothèses complémentaires qui structureront l'argumentation développée dans ce mémoire. Au niveau de l'évolution de l'opinion publique, une première hypothèse est que dans un contexte où la société américaine est fortement divisée sur la question de l'immigration, notamment en ce qui concerne le *McCarran-Walter Act* de 1952, on assiste au développement d'un consensus national sur le besoin de réformer cette même loi à partir de la fin des années cinquante jusqu'à l'adoption de la loi de 1965, où le consensus atteint son apogée<sup>43</sup>. Ainsi, d'une situation de polarisation du débat entre restrictionnistes et réformateurs libéraux<sup>44</sup>, une libéralisation de l'opinion publique s'opère au cours des années cinquante et soixante. Conséquemment, les différentes sources faisant office d'indicateurs de l'opinion publique devraient refléter cette évolution.

---

<sup>42</sup> Quoiqu'ils soient considérés dans le chapitre I, les groupes d'intérêt feront l'objet d'une analyse plus systématique dans les chapitres II et III.

<sup>43</sup> Cette idée est avancée par plusieurs auteurs, dont Harwood et Espenshade.

<sup>44</sup> Le terme « restrictionniste » se réfère à une attitude de fermeture face à l'immigration tandis que le terme « réformateur » ou « libéral » fait référence à la volonté de rendre la politique d'immigration américaine plus ouverte. Dans le contexte de l'après-guerre, les restrictionnistes sont considérés comme étant en faveur du maintien, voire d'une diminution, du volume d'admissions existant, d'un accroissement des mesures de contrôle de l'immigration, et de la réaffirmation du système des quotas nationaux. Les libéraux, ou réformateurs, défendent l'opinion selon laquelle il faut admettre davantage d'immigrants (et de réfugiés), et éliminer l'origine nationale comme barrière à l'immigration.

Une deuxième hypothèse, qui revêt un caractère plus interprétatif, a trait à la relation entre la dynamique de la Guerre Froide, au niveau international et national, et l'évolution de l'opinion publique sur l'immigration à travers la période de réforme. À ce chapitre, il sera question de relever trois phases qui ont pu influencer l'opinion publique américaine. La première, qui correspond au début des années cinquante, est celle du maccarthysme, où l'immigration est principalement vue comme un enjeu lié à la sécurité nationale et où le conservatisme identitaire de la période isolationniste est encore ancré. La seconde période, qui couvre le milieu et la fin des années cinquante, correspond à un contexte marqué par l'admission de réfugiés en provenance de pays communistes, phénomène qui s'impose alors comme un enjeu central du débat sur l'immigration. Finalement, le début des années soixante coïncide avec la « tiers-mondisation » de la Guerre Froide, l'effervescence du mouvement des droits civiques et l'élection du parti Démocrate à la présidence, phénomènes qui contribuent à libéraliser l'opinion publique au sujet de l'immigration, et à introduire sur la scène nationale une nouvelle rhétorique identitaire.

Sur la base de ces deux hypothèses et à partir d'une étude empirique de l'opinion publique, il s'agira de mettre en relief les enjeux liés aux relations internationales qui ont contribué à transformer la façon de percevoir l'immigration et les enjeux identitaires y étant rattachés, et donc à progressivement libéraliser l'opinion publique au sujet de la politique d'immigration. Les sources utilisées devront permettre de constater cette évolution à travers la période.

Ces deux hypothèses s'inscrivent également dans une démarche visant à démontrer la spécificité du débat sur l'immigration dans la sphère publique, en intégrant à l'argumentation une réflexion critique sur l'historiographie de la politique d'immigration américaine.

## Structure du mémoire

La deuxième hypothèse qui a été avancée semble appropriée pour orienter la construction du mémoire, qui sera structuré dans une logique à la fois chronologique et thématique. Notons que la dimension analytique sera présente dans chacun des chapitres, qui incluront également, à des degrés divers, des éléments de mise en contexte.

Le premier chapitre procédera à une mise en contexte de la réouverture du débat sur l'immigration après la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à l'adoption du *McCarran-Walter Act* en 1952. À partir d'un survol historique de la politique d'immigration américaine, cette partie du travail visera à introduire les positions et enjeux qui émergent dans l'après-guerre, et à sonder l'état de l'opinion publique sur l'immigration avant l'adoption de la loi.

Dans un second chapitre, il sera question des réactions au *McCarran-Walter Act* et plus précisément de voir où se situe l'opinion publique dans le contexte de polarisation du débat politique entre restrictionnistes et libéraux. Il s'agira aussi d'évaluer l'impact sur l'opinion publique de l'évolution de la Guerre Froide au cours des années cinquante, et plus particulièrement de l'importance du phénomène de réfugiés du communisme.

Le troisième chapitre, point culminant de la démarche, analysera l'évolution du débat sur l'immigration et celle de l'opinion publique à partir de la fin des années cinquante jusqu'à l'adoption du Hart-Celler Act de 1965. Plus particulièrement, cette dernière partie du mémoire tentera de détecter une libéralisation de l'opinion publique durant cette période, et d'en expliquer les facteurs déterminants. Au terme de l'analyse de cette troisième sous-période, il sera question, à partir des hypothèses de recherche, de répondre à la problématique.

**I. L'APRÈS-GUERRE ET LA RÉOUVERTURE DU DÉBAT SUR  
L'IMMIGRATION : VERS UNE VICTOIRE DU STATU QUO**

## Introduction : Émergence d'un système de contrôle de l'immigration

Même si une loi sur l'immigration visant à bloquer l'entrée de criminels et prostituées est adoptée par le Congrès en 1875, le *Chinese Exclusion Act* (1882) est généralement considéré comme la première mesure de contrôle de l'immigration d'importance à voir le jour aux États-Unis<sup>45</sup>. L'importance symbolique qu'a acquise cette loi pour l'histoire de l'immigration aux États-Unis est attribuable d'une part à sa dimension raciale, et d'autre part au fait que le *Chinese Exclusion Act* ouvre une période de quatre décennies (1882-1924) où des mesures visant à limiter l'entrée au pays de certaines catégories d'immigrants seront successivement adoptées.

C'est également à partir de 1882 que le gouvernement fédéral s'impliqua dans la gestion de l'immigration, compétence traditionnellement associée aux états<sup>46</sup>. L'adoption d'une première loi générale sur l'immigration et l'implantation d'une bureaucratie fédérale pour l'immigration et la naturalisation (associé à l'origine au *National Treasury*), vont servir de base à l'émergence d'un système de contrôle de l'immigration. Cette incursion du gouvernement fédéral dans ce domaine lui conférait implicitement une responsabilité centrale dans l'évolution de l'État-nation, mais aussi, comme le réclamaient plusieurs<sup>47</sup>, un mandat de préservation de l'ordre ethnique, racial et religieux<sup>48</sup>.

De 1882 jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, plusieurs catégories d'immigrants allaient être touchées par la législation américaine : travailleurs à contrat, Asiatiques (excepté les Japonais et les Philippins), certains criminels, personnes jugées immorales, personnes atteintes de maladies ou handicaps, cancrs (définis comme « likely to become a public charge »), certains radicaux, et illettrés.

---

<sup>45</sup> Cette loi, souvent perçue à tort comme suspendant totalement l'immigration chinoise, visait essentiellement à rendre les travailleurs chinois inadmissibles à l'immigration et à limiter l'accès à la citoyenneté des chinois déjà établis en territoire américain. L'exclusion chinoise est instaurée dans un contexte marqué par l'insécurité économique des travailleurs blanc dans l'Ouest américain, et par des attitudes racistes à l'endroit des asiatiques qui sont partagées par une grande partie de la population américaine.

<sup>46</sup> La Cour Suprême déclara en 1875 que l'immigration était une responsabilité exclusivement nationale, et non étatique. Notons aussi que cette intervention s'inscrit dans une dynamique où l'industrialisation, avec les changements qu'elle amène au niveau économique et social, occasionne une transformation de l'État au profit d'un accroissement du rôle du gouvernement fédéral.

<sup>47</sup> Le débat sur l'immigration durant le Gilded Age, l'ère Progressiste, et les Roaring Twenties opposait essentiellement les restrictionnistes (activistes anti-immigration et nativistes, organisation ouvrières, groupes patriotiques), aux pros-immigration (industrialistes, groupes pour la défense des immigrants, cosmopolitanistes).

<sup>48</sup> Daniel Tichenor, *Dividing Lines. The Politics of Immigration Control in America*. Princeton, Princeton University Press, 2002, p.88

En 1907, le Congrès mettait sur pied la Commission Dillingham, première enquête gouvernementale d'envergure portant sur l'immigration. Un rapport en quarante et un volumes fut finalement publié en 1911<sup>49</sup>, mais au-delà des données recueillies, les conclusions proposées semblaient prédéterminées par le contexte politique de l'époque et l'humeur nationale : le pays accueillait trop d'immigrants et la provenance d'une grande proportion de cette immigration représentait un problème. Les recommandations de la commission tournaient autour de deux principes centraux : une restriction numérique globale était nécessaire, et l'immigration en provenance de l'Europe du Nord et de l'Ouest (Royaume-Uni, Allemagne, et Scandinavie) devait être privilégiée<sup>50</sup>. De toute évidence, ces postulats visaient les immigrants de l'Europe du Sud et de l'Est (principalement les Italiens, les Polonais et les Juifs d'Europe de l'Est). Les recommandations de la Commission Dillingham, à défaut d'être appliquées dès la publication du rapport, forgèrent le raisonnement de base derrière le système de quotas nationaux qui fut introduit avec les lois de 1921 et 1924.

La fin de la Grande Guerre catalysa les attitudes anti-immigration au sein d'une société désillusionnée par rapport aux objectifs d'entrée en guerre et l'internationalisme wilsonien, alarmée par la Révolution bolchévique de 1917, inquiète de la situation économique d'après-guerre, et appréhensive devant l'éventualité d'une immigration massive en provenance de l'Europe dévastée. Ce climat semblait propice à la radicalisation d'une politique d'immigration déjà fortement restrictive. Malgré l'absence de données sérieuses sur l'opinion publique pour cette période :

There is every reason to believe that a majority of Americans felt that their country was letting too many of the « wrong » kinds of people. It was not just the tiny minority of organized nativists who held this view. Organized labor had long supported immigration restriction, as had a whole variety of civic organizations and representatives of well-established immigrant groups.<sup>51</sup>

Si l'*Immigration Act of 1917* comportait déjà plusieurs mesures radicales, il n'avait pas eu l'effet désiré par les législateurs sur le flot d'immigrants<sup>52</sup>. En 1920, la Chambre des

---

<sup>49</sup> La commission, fidèle à la propension des élites politiques de l'ère Progressiste à vouloir élaborer des politiques basées sur « l'expertise scientifique », produisit un rapport contenant des données statistiques et des analyses en lien avec les occupations des immigrants, leurs conditions de vie, leur éducation, de même que des données sur les législations relatives à l'immigration (au niveau étatique et fédéral), les organisations sociales et culturelles, etc.

<sup>50</sup> Daniels et Graham, *op.cit.*, p.17

<sup>51</sup> *Ibid*, p.18

<sup>52</sup> Voté en dépit du veto de Wilson, le *Immigration Act of 1917* introduisit une série de catégories d'immigrants indésirables (« idiots », criminels, épileptiques, malades mentaux, alcooliques, mendiants,

Représentants adopta un projet de loi visant à suspendre toute immigration pour une période d'un an, mais le Sénat substitua cette proposition par une loi temporaire moins radicale en 1921<sup>53</sup>. Malgré son aspect temporaire, le *Immigration Act of 1921* (ou *Emergency Quota Act*) est significatif pour l'histoire de la politique d'immigration américaine puisqu'il introduisit pour la première fois un système de quotas. Celui-ci imposa une limite annuelle pour chaque nationalité européenne (déjà existante aux États-Unis) qui fut fixée à 3% de la population recensée en 1910. De plus, un nombre maximal d'immigrants admissibles fut instauré pour la première fois, limitant à environ 350 000 par année le nombre de nouveaux arrivants.

Le *Reed-Johnson Act of 1924*, qui sera en vigueur jusqu'au *McCarran-Walter Act* de 1952, fut le fruit d'un long débat puisqu'il s'agissait d'adopter une loi à caractère plus permanent. Cela dit, il ne s'agissait pas dans ce débat de décider s'il fallait restreindre l'immigration ou non, idée déjà acquise chez les extrémistes comme chez les modérés, mais plutôt de déterminer comment le faire.

Avec la loi de 1924, le système des quotas nationaux devint plus rigoureux, puisque la limite passa de 3% à 2%, et il fut entendu que ce serait désormais le recensement de 1890 qui servirait de référence pour déterminer les quotas, réduisant ainsi le nombre d'Européens du Sud et de l'Est admissibles. Suivant cette formule, il fut décidé que 84% des quotas iraient aux nationalités d'Europe du Nord et de l'Ouest, contre 16% pour l'Europe du Sud et de l'Est<sup>54</sup>. Aucune restriction numérique ne fut instaurée pour l'immigration provenant des Amériques, principalement en raison de l'insistance des législateurs du Sud et de l'Ouest sur la nécessité de la main-d'œuvre mexicaine pour le secteur agricole. Cependant, il fut établi que seuls les ressortissants de nations indépendantes (en plus du Canada et de la zone du Canal) seraient exemptés, et que les personnes nées dans les colonies européennes (principalement situées dans les Caraïbes, et donc des noirs) seraient soumises aux quotas de la mère-patrie<sup>55</sup>.

Tel qu'anticipé, le système des quotas nationaux eut pour effet de diminuer de façon drastique le flot d'immigrants dans les années trente et au début des années quarante,

---

handicapés mentaux et physiques, polygames, anarchistes). L'aspect le plus controversé de la loi fut l'introduction du « Asiatic Barred Zone », qui bloquait l'immigration en provenance de la majeure partie de l'Asie et des îles du Pacifique.

<sup>53</sup> Cette loi provisoire devait être en vigueur pendant un an, mais fut prolongée jusqu'en 1924 afin de permettre l'élaboration et l'adoption d'une loi permanente restreignant l'immigration.

<sup>54</sup> Tichenor, *op. cit.*, p.145

<sup>55</sup> Roger Daniels, *Guarding the Golden Door: American Immigration Policy and Immigrants Since 1882*, New York, Hill and Wang, 2004, p.52

phénomène accentué par la Grande Dépression et l'avènement de la Deuxième Guerre mondiale. Par exemple, le nombre de nouveaux arrivants passa de 4 107 209 dans les années vingt à 528 431 dans la décennie suivante<sup>56</sup>. Plus spécifiquement, des diminutions importantes furent enregistrées au niveau de l'immigration en provenance de l'Italie, de la Russie, et de l'Autriche-Hongrie<sup>57</sup>. Les mesures visant à contrer l'immigration asiatique produisirent également les effets escomptés. Alors que plus de 300 000 immigrants asiatiques étaient entrés aux États-Unis dans la première décennie du vingtième siècle, on assista à une diminution constante dans les années dix et vingt si bien que dans les années trente, ce nombre avait chuté à moins de 17 000<sup>58</sup>.

### **1. De l'isolation au leadership mondial : l'immigration comme enjeux dans le contexte de l'après-guerre**

Le débat sur la politique d'immigration restera essentiellement clos jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale où, soudainement, le rôle des États-Unis sur la scène internationale se voit complètement redéfini, phénomène qui aura une influence considérable sur la façon d'appréhender certains enjeux internes comme l'immigration. À cette étape du mémoire, et à la lumière de la problématique de recherche et des hypothèses proposées, il convient d'aborder la façon dont l'empreinte des enjeux internationaux dans le débat sur la politique d'immigration se manifeste au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

#### ***Politique d'immigration et politique étrangère : une relation étroite***

La relation entre la politique étrangère et la politique d'immigration possède une historiographie assez vaste. La plupart des études qui explorent cette relation sont centrées sur la période de la Guerre Froide, fait qui illustre la pertinence de la problématique proposée. Il convient d'aborder quelques-uns des auteurs qui ont contribué à l'avancement de ce champ d'étude.

Dans *Dividing Lines: The Politics of Immigration Control in America*, l'historien Daniel Tichenor explique que des transformations dans les relations internationales peuvent substantiellement altérer la perspective des acteurs étatiques, des groupes d'intérêts, et du

---

<sup>56</sup> Plus de détails dans le tableau inclus en ANNEXE.

<sup>57</sup> U.S. Department of Homeland Security, *Yearbook of Immigration Statistics 2008*, Washington D.C., Office of Immigration Statistics, 2009, p.12

<sup>58</sup> Plus de détails dans le tableau inclus en ANNEXE.

public quant à la relation qu'entretiennent les États-Unis avec le reste du monde, phénomène qui peut potentiellement avoir un impact crucial sur la façon d'envisager la politique d'immigration<sup>59</sup>. Suivant cette idée, une recrudescence de l'isolationnisme après 1945 aurait été susceptible de donner davantage de poids aux arguments anti-immigration comme ce fut le cas après la Première Guerre mondiale, où les restrictionnistes au Congrès profitèrent du *momentum* politique qu'offrit la résurgence de l'isolationnisme pour mettre en place des mesures draconiennes comme le système des quotas nationaux. À l'opposé, l'engagement international des États-Unis après 1945 a progressivement débouché sur un contexte plus favorable aux partisans d'une libéralisation.

Dans un ouvrage collectif intitulé *Immigration and US Foreign Policy*, Robert W. Tucker soutient pour sa part que si les États-Unis avaient traditionnellement géré les enjeux liés à l'immigration sur la base de considérations domestiques, « this, in part, has reflected the conviction that a foreign policy of isolation had no need to take the interest and sensibilities of other countries into serious consideration »<sup>60</sup>. Le rôle qu'assument les États-Unis dans la conjoncture internationale après 1945, avec la rhétorique qui s'y rattache, tendra à exposer les enjeux stratégiques de la politique d'immigration américaine, et à amplifier son impact sur les relations diplomatiques du pays.

Des études à caractère plus théorique ont également été proposées. Dans *The Face of the Nation. Immigration, the State, and the National Identity*, Keith Fitzgerald, un politologue intéressé aux mécanismes institutionnels et aux politiques publiques, travaille à partir d'une approche qu'il appelle « *improvisational institutionalism* » pour étudier l'histoire de la politique d'immigration américaine. Il base son approche sur trois théories des politiques publiques: « I begin by considering the limitations of realism, pluralism and class-conflict theory. Each identifies distinct causal patterns in which certain interests account for policy characteristics that analysts and critics decry. Yet each theory explains only some aspects of immigration policy »<sup>61</sup>. Fitzgerald soutient que la politique d'immigration américaine en contexte de Guerre Froide doit être analysée suivant la théorie

---

<sup>59</sup> Tichenor, *op. cit.*, p.43

<sup>60</sup> Robert B. Tucker, « Immigration and Foreign Policy: General Considerations », dans Robert B. Tucker, Charles B. Keely et Linda Wrigley, *Immigration and US Foreign Policy*. Boulder, Westview Press, 1990, p. 2

<sup>61</sup> Keith Fitzgerald, *The Face of the Nation. Immigration, the State, and the National Identity*, Stanford, Stanford University Press, 1996, p. 7

réaliste des relations internationales, qui met l'accent sur les intérêts de l'État en matière de politique étrangère<sup>62</sup>.

L'approche proposée par Fitzgerald présente des limites, puisqu'elle tend à prioriser les facteurs politiques et institutionnels pour expliquer la politique d'immigration américaine, au détriment des dimensions économiques et culturelles<sup>63</sup>. Cependant, il est l'un des rares auteurs ayant apporté une dimension théorique à l'historiographie de la politique d'immigration américaine. Par la souplesse de son cadre théorique, Fitzgerald permet d'aborder les différents déterminants de l'évolution de la politique d'immigration américaine, expliquant qu'ultimement, « students of policy must evaluate the explanatory value of each of these theories empirically »<sup>64</sup>.

Moins théorique dans son approche, Aristide Zolberg émet une perspective similaire mais plus équilibrée. Il affirme que des facteurs qui avaient traditionnellement influencé l'évolution de la politique d'immigration (i.e. la démographie, l'économie, la culture, la sociologie et l'idéologie) ont joué des rôles plus marginaux avec l'émergence de la Guerre Froide<sup>65</sup>. Ce raisonnement semble le plus adéquat pour aborder la période à l'étude, dans la mesure où il permet d'adopter une approche proposant à la fois des éléments de rupture et de continuité par rapport à l'étude d'autres périodes.

Quoi qu'il en soit, ce survol historiographique témoigne de l'existence d'un certain consensus autour de la question de la relation entre la politique étrangère et la politique d'immigration : cette relation n'est observable que de façon épisodique, et la Guerre Froide représente le cas le plus représentatif. Dans l'arène politique cependant, l'importance à accorder aux considérations liées à la politique étrangère dans l'élaboration de la politique d'immigration était davantage un sujet porteur de division qu'un objet de consensus au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale.

---

<sup>62</sup> Le réalisme est l'école théorique la plus importante du domaine des relations internationales. Elle repose sur un certain nombre de postulats : la nature anarchique du système international; l'intérêt national comme motivation principale des États souverains, qui sont les principaux acteurs du système international; l'équilibre des puissances comme régulateur du système international et mécanisme garant de sa stabilité, etc. Parmi les précurseurs de la pensée réaliste, on retrouve Thucydide, Machiavel, Hobbes et Clausewitz. Au XXe siècle, on peut penser à Hans Morgentau, Edward Carr, Raymond Aaron ou Henry Kissinger.

<sup>63</sup> Fitzgerald s'inscrit dans un courant qui vise à délaissier les courants dominants du champ d'étude des politiques publiques, basés sur les déterminants économiques et culturels, au profit d'une approche qui, suivant l'expression popularisée par Theda Skocpol, vise à « bring the State back in ».

<sup>64</sup> *Ibid*, p. 51

<sup>65</sup> Roger. *Guarding the Golden Door: American Immigration Policy and Immigrants Since 1882*. New York, Hill and Wang, 2004. 658 p.

### ***Truman et les « displaced persons » : un premier défi***

Franklin D. Roosevelt fut probablement le premier président à bien saisir les répercussions de la politique d'immigration américaine sur le plan des relations internationales. En raison de l'alliance avec la Chine suite à l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale, Roosevelt fit campagne auprès du Congrès afin que celui-ci abolisse la clause de l'exclusion chinoise. Même s'il s'agissait d'une mesure plutôt modeste, elle représentait un premier pas vers la reconnaissance des enjeux liés aux relations internationales dans la détermination de la politique d'immigration américaine.

C'est cependant le successeur de Roosevelt, Harry Truman, qui dut répondre à la nécessité d'accorder politique d'immigration et politique étrangère dans le nouveau contexte international qui caractérise l'après-guerre. En ce sens, le phénomène des *displaced persons* représenta le premier véritable défi propre à ce contexte. Loin de faire l'unanimité aux États-Unis, la question de l'admission des réfugiés de guerre contribua à relancer le débat sur la politique d'immigration dans son ensemble.

Le terme « *displaced persons* » fait référence aux plusieurs centaines de milliers de personnes déplacées par la guerre et qui, au terme du conflit, se retrouvèrent sans domicile. Plusieurs d'entre eux ne purent retourner dans leur pays d'origine, phénomène accentué par l'érection du rideau de fer.

Aux États-Unis, ces *displaced persons* firent vite l'objet d'un débat : devait-on accueillir des réfugiés et si oui, combien? Un des problèmes encourus est qu'il n'existait pas de statut particulier pour les réfugiés dans la législation américaine. On note par ailleurs qu'à la fin des années trente, de nombreux Européens (et plus spécifiquement les Juifs) fuyant la guerre qui s'annonçait n'avaient pu, en raison de l'absence de mesures spéciales et de la rigidité du système des quotas, trouver refuge aux États-Unis, avec les conséquences tragiques qui en découlèrent.

Dans la période d'après-guerre, alors que les États-Unis assumèrent un rôle dominant dans la gestion des affaires européennes et internationales, une politique de fermeture à l'égard des réfugiés européens semblait inconcevable. Pour compenser la disparité entre les impératifs de l'après-guerre et la politique d'immigration américaine, le *Displaced Persons Act* fut introduit par Truman en 1948. Cette loi permettait à 240 000 réfugiés européens de trouver asile aux États-Unis.

Dans un ouvrage consacré à la politique du gouvernement américain à l'égard des réfugiés, *Calculated Kindness : Refugees & America's Half-Open Door, 1945 to Present*,

Gil Loescher et John A. Scanlan avancent par ailleurs que « the Truman administration's lasting contribution to the politics of refugee admission was its recognition that refugees had become part of the political landscape overseas, and that they had to be dealt with if the United States was to forge an effective foreign policy in the post-war world »<sup>66</sup>.

## **2. Vers l'adoption d'une nouvelle loi générale sur l'immigration: nouveaux enjeux, mêmes camps**

Au-delà des *displaced persons*, l'après-guerre fit naître la nécessité de moderniser la politique d'immigration dans son ensemble. Si le besoin de réviser la politique d'immigration pour l'adapter à la nouvelle situation fit l'objet d'un consensus relativement répandu dans l'arène politique, la question des paramètres d'une réforme éventuelle donna lieu à un débat fortement divisé. L'émergence de la Guerre Froide ne fera qu'accentuer les divisions entre restrictionnistes et libéraux, isolationnistes et internationalistes, chaque camp percevant différemment les répercussions de ce conflit sur le dossier de l'immigration.

### ***Libéraux : une question de principe et de politique étrangère***

Ceux qui furent en faveur d'une libéralisation de la politique d'immigration américaine, dont l'élimination du système des quotas nationaux était l'enjeu central, avancèrent que les restrictions raciales et nationales à l'immigration minaient la crédibilité morale des États-Unis sur la scène internationale, particulièrement dans un conflit aussi idéologiquement chargé que celui opposant les États-Unis au bloc soviétique<sup>67</sup>. Au-delà des enjeux liés à la politique extérieure, le camp des libéraux (en matière d'immigration, il convient de le spécifier) affichait le désir que la politique d'immigration soit plus fidèle aux principes fondateurs de la nation américaine. Le point de vue des partisans d'une libéralisation peut donc être perçu comme une combinaison d'arguments idéologiques (en continuité avec l'universalisme affiché par plusieurs libéraux traditionnels), et d'arguments liés à la politique étrangère. Parmi eux, on retrouvait notamment l'administration Truman

---

<sup>66</sup> Gil Loescher et John A. Scanlan, *Calculated Kindness : Refugees & America's Half-Open Door, 1945 to Present*, New York, Free Press, 1986, p. 14

<sup>67</sup> Dans le débat sur la politique d'immigration, le terme « libéralisation » est utilisé assez librement, mais il fait généralement référence à l'étude à l'augmentation du volume d'immigrants admis, à l'universalisation des critères de sélection, et à la diminution des barrières à la naturalisation. Pour ce qui est de la période à l'étude, la libéralisation tourne d'abord et avant tout autour de la question de l'élimination du système des quotas nationaux. Notons que certains auteurs utilisent l'expression « expansionniste » pour décrire une attitude favorable à la libéralisation.

ainsi que les Démocrates du Nord parmi lesquels Emmanuel Celler (D-NY), Hubert Humphrey (D-MIN) et Herbert Lehman (D-NY) furent les plus actifs.

***Restrictionnistes : la vieille garde conservatrice et l'argument de la sécurité nationale***

À l'opposé, ceux qui redoutaient la réouverture du « *golden gate* » avancèrent que la Guerre Froide soulevait également des enjeux liés à la sécurité nationale, et que l'immigration devait faire l'objet d'un contrôle accru visant à empêcher des éléments subversifs de s'installer aux États-Unis. De plus, ils craignaient que l'arrivée en masse d'une immigration moins « assimilable » ne mette en danger les fondations du « *American Way of Life* » à un moment critique de l'histoire. Dans *A Nation By Design*, Zolberg soutient que les défenseurs du système des quotas nationaux, dans leur volonté de préserver « l'équilibre sociologique et culturel » du pays, étaient désormais moins inquiets à l'idée de recevoir une immigration catholique ou juive que dans le passé. Le véritable souci des restrictionnistes était donc la « préservation de la blancheur », selon l'expression utilisée par l'auteur, qui poursuit en avançant que le *McCarran-Walter Act* représenta « an updated barrier against what the conservative nation-builders viewed as the most threatening flows : Asians, West Indians, and postcolonial peoples of color more generally »<sup>68</sup>. Dans une moindre mesure, on redoutait l'impact d'une hausse de l'immigration sur l'économie, et plus particulièrement sur le marché de la main-d'œuvre. Parmi les restrictionnistes, on retrouvait les Républicains ainsi que les Démocrates du Sud, dont Pat McCarran (D-NEV), Francis Walter (D-PA) et James Eastland (D-MS).

**3. Le maccarthysme au secours de la vieille garde : la loi de 1952 et le maintien du système des quotas nationaux**

Dans un contexte où la modernisation de la politique d'immigration devenait inévitable, les restrictionnistes comme McCarran profitèrent de la nécessité de réviser la législation et d'un avantage politique au Congrès pour imposer le maintien du statu quo. Il ne faut pas non plus écarter le rôle du maccarthysme dans la conception de la loi. Les restrictionnistes trouvèrent dans l'association entre subversion communiste et immigration une justification à l'imposition de mesures de contrôle plus strictes.

Dans l'élaboration d'un projet de loi, le Sénateur McCarran (membre du Comité

---

<sup>68</sup> Zolberg, *op. cit.*, p.316

Judicaire Sénatorial) travailla conjointement avec le Représentant Francis Walter (chaire du *House Immigration Subcommittee*), qui partageait son enthousiasme pour l'isolationnisme américain et le restrictionisme en matière d'immigration. Suite à la procédure d'adoption du projet de loi au Congrès, Truman tenta en vain d'empêcher l'entrée en vigueur de la loi en y apposant son veto : celui-ci fut outrepassé par un vote de 278 à 113 à la Chambre des Représentants et 57 à 26 au Sénat<sup>69</sup>.

Au-delà de quelques concessions symboliques, le *Immigration and Nationality Act* fut une grande victoire pour la vieille garde restrictioniste. Comme le souligne Zolberg, le *Immigration and Nationality Act* peut rétrospectivement être perçu comme « an exercise of symbolic politics, the last hurrah of a political generation that was passing from the scene »<sup>70</sup>.

### ***Immigration and Nationality Act of 1952***

Le *Immigration and Nationality Act* (INA), voté le 7 juin 1952 en dépit du veto présidentiel<sup>71</sup>, constitua une révision majeure de la politique d'immigration américaine. L'objectif du INA était de réformer la politique d'immigration afin qu'en résulte un code de loi uniforme et cohérent. La loi, davantage connue sous l'appellation *McCarran-Walter Act*, réaffirma le statut du système des quotas nationaux comme principe de base de la politique d'immigration américaine, mais modifia la formule de manière à attribuer aux différents pays un quota annuel de un sixième de un pourcent du total de résidents provenant d'un pays donné suivant la population recensée en 1920. L'hémisphère ouest ne fut pas soumis au système des quotas, mais des normes de résidence plus strictes furent mises en place pour l'attribution de visas en dehors des quotas.

En se basant sur le recensement de 1920 (et non celui de 1950), le *McCarran-Walter Act* venait perpétuer le traitement préférentiel accordé aux Européens du Nord et de l'Ouest, qui selon la formule employée se voyaient accorder 85% des 154 277 visas alloués annuellement<sup>72</sup>. Dans les faits, la loi éliminait la race (et le genre) comme des barrières à l'immigration et la naturalisation, en abolissant formellement « l'exclusion asiatique »,

<sup>69</sup> Dans le système politique américain, le vote d'un projet de loi au Congrès suit la règle de la majorité. Le président peut ensuite apposer son veto, qui à son tour peut être annulé par une majorité de deux tiers à la Chambre des Représentants et au Sénat.

<sup>70</sup> Zolberg, *op. cit.*, p.317

<sup>71</sup> Le veto de Truman fut outrepassé par un vote de 278 à 113 en Chambre, et 57 à 26 au Sénat.

<sup>72</sup> U.S. Department of State, « The Immigration and Nationality Act of 1952 (The McCarran-Walter Act) » [En ligne] <http://www.state.gov/r/pa/ho/time/cwr/87719.htm> (page consultée le 18 octobre 2008)

mais les restrictions basées sur la nationalité continuaient à faire partie intégrante de la législation américaine. Dans le cadre de ce que les historiens baptisèrent le « *Token Policy* », un quota minimum de cent visas fut attribué à chaque nation indépendante, mais la loi établit aussi un maximum de deux mille visas pour la région désignée comme le « *Asia-Pacific Triangle* »<sup>73</sup>. Donc dans les faits, « low quota numbers and a uniquely racial construction for how to apply them ensured that total Asian immigration after 1952 would remain very limited »<sup>74</sup>.

D'autres modifications importantes furent incluses dans l'INA. Un système de préférence donnant priorité aux travailleurs spécialisés et à la réunification familiale fut introduit, ce système agissant à titre de deuxième filtre de sélection. La loi accorda aussi au président un « pouvoir de parole », soit un pouvoir discrétionnaire en matière d'admission de réfugiés en dehors des quotas, « for emergency situations or in the public interest »<sup>75</sup>.

Sur l'enjeu du communisme, l'INA emprunta des éléments du *Internal Security Act*<sup>76</sup>, les deux législations ayant été parrainées par le Sénateur Patrick McCarran (D-NEV), qui avait été un ardent maccarthyste avant sa mort en 1954<sup>77</sup>. S'inscrivant dans la logique de la lutte antissubversive menée au tournant des années cinquante, le *McCarran-Walter Act* autorisa la déportation d'immigrants ou de citoyens naturalisés ayant été impliqués dans des activités subversives, ainsi que l'exclusion des personnes perçues par les autorités fédérales comme politiquement subversives ou comme représentant une menace à la sécurité nationale. La loi inclut également des mesures permettant de bloquer l'entrée au pays de membres, ex-membres, et « fellow travelers » du parti communiste<sup>78</sup>. Trente-trois catégories de personnes qualifiées d'indésirables furent également établies, telles que les homosexuels, les « fous » et les « retardés mentaux », les personnes « likely to become a public charge », et les « communistes et autres radicaux ». Des mesures de sécurité touchant les visiteurs temporaires furent également implantées<sup>79</sup>.

---

<sup>73</sup> Voici quelques exemples (nombre de visas annuels entre parenthèses) : Chine (105), Inde (100), Japon (185), Espagne (250), Grèce (308), Suède (3 295), Suisse (1 698), Grande-Bretagne (65 361)

<sup>74</sup> *Ibid*

<sup>75</sup> Immigration and Nationality Act, Section 212(d) (5); United States Code, Title 8, Sec. 1182 (d) (5)

<sup>76</sup> Véritable icône de l'ère maccarthyste, le *Internal Security Act* of 1950 inclut plusieurs mesures visant à bloquer l'entrée au pays de personnes suspectées de subversion, à les déporter, ou à leur retirer leur passeport. La loi fut aussi conçue pour forcer les membres du Parti Communiste à s'enregistrer auprès du Procureur Général.

<sup>77</sup> Le *Internal Security Act* fut aussi l'objet d'une tentative infructueuse de veto par Truman.

<sup>78</sup> Les législateurs ne prirent pas en considération la possibilité que certains immigrants aient pu être forcés d'adhérer au parti communiste dans leur pays d'origine.

<sup>79</sup> Un des cas les plus célèbres est celui de Jean-Paul Sartre, à qui on refusa l'entrée en sol américain.

#### 4. L'opinion publique en contexte d'immédiat après-guerre

Au terme de cette longue mise en contexte, il convient d'introduire la dimension empirique de la démarche proposée dans le cadre de ce mémoire en prenant le pouls de l'opinion publique américaine au sujet de l'immigration avant le passage du *McCarran-Walter Act*, à partir des sources indicatrices de l'opinion publique présentées en introduction<sup>80</sup>. Cette première enquête permettra d'établir des repères et points de référence pour la période faisant plus spécifiquement l'objet de la problématique.

##### ***Sondages d'opinion : une phase de transition***

Les réfugiés du régime nazi furent l'objet de la première question liée à l'immigration à paraître dans les sondages nationaux. En mai 1938, un sondage commandé par le magazine *Fortune* posait la question suivante au public américain : « What's your attitude toward allowing German, Austrian, and other political refugees to come to the United States? ». Les résultats obtenus reflétèrent le contexte de l'époque, marqué par les effets encore ressentis de la Grande Dépression et par l'isolationnisme : 23% des répondants s'affirmèrent en faveur de l'accueil des réfugiés, mais seulement 5% des répondants conservaient cette opinion lorsque cela impliquait la nécessité d'augmenter les quotas actuels, contre 18% qui n'étaient favorables qu'à condition de ne pas modifier les limites prévues par la loi; 68% affirmèrent que dans le contexte actuel, ils s'opposaient à l'admission de réfugiés; 9% se rangèrent dans la catégorie « *don't know* »<sup>81</sup>. Une attitude de fermeture fut aussi observée en janvier 1939, où la proportion d'opposants à l'augmentation du nombre de réfugiés européens accueillis en sol américain fut de 83%, tandis que 71% des personnes interrogées dans ce même sondage s'opposèrent à l'arrivée d'exilés juifs d'Allemagne<sup>82</sup>.

En septembre 1944, les sondeurs nationaux s'attaquèrent plus spécifiquement à la question de l'origine nationale des immigrants :

Here is a list of different groups of people. Do you think we should let a certain number of each of these groups to come to the United States to live after the war, or do you think we should stop some of these groups from coming at all?<sup>83</sup>

---

<sup>80</sup> Quoique la problématique soit centrée sur la période 1952-1965, il semblait essentiel de dresser un portrait de l'opinion publique avant le passage de la loi de 1952 afin d'aborder son évolution au cours des années cinquante et soixante sur des bases plus solides.

<sup>81</sup> *Fortune* [May, 1936]

<sup>82</sup> Gallup [January, 1939]

<sup>83</sup> NORC [September, 1944]

	<i>Let in (%)</i>	<i>Stop (%)</i>	<i>Don't know (%)</i>
<i>Japanese</i>	20	75	5
<i>Germans</i>	36	59	5
<i>Jews</i>	46	46	8
<i>Mexicans</i>	48	42	10
<i>Chinese</i>	56	36	8
<i>Russians</i>	57	33	10
<i>Swedes</i>	62	27	11
<i>English</i>	68	25	7

Il faut voir ces résultats comme étant liés à la dynamique de la guerre, plutôt que comme le reflet des perceptions traditionnelles face à la composition ethnique de l'immigration, puisque les trois alliés des États-Unis (Angleterre, Russie, Chine) sont les nationalités faisant l'objet des attitudes les plus favorables, contrairement à l'Allemagne et au Japon, nations ennemies.

Un peu plus d'un an plus tard, en décembre 1945, le public américain fut interrogé sur la possibilité d'augmenter la limite annuelle d'Européens admissibles à l'immigration. Encore une fois, une forte proportion de l'opinion publique s'opposa à une hausse du nombre d'immigrants européens<sup>84</sup> :

*More : 5%    Same : 32%    Fewer: 37%    None at all: 14%*

Quant à la provenance des immigrants, le même sondage révéla la préférence encore ancrée chez les Américains pour les nationalités d'Europe du Nord et de l'Ouest par rapport à l'Europe du Sud et de l'Est :

Would you or would you not like to see people come in from the following countries?

	<i>Would (%)</i>	<i>Would not (%)</i>	<i>No opinion (%)</i>
<i>Holland</i>	57	28	15
<i>Belgium</i>	55	30	15
<i>England</i>	51	34	15
<i>France</i>	47	39	14
<i>Czechoslovakia</i>	41	40	19
<i>Poland</i>	39	45	16
<i>Greece</i>	36	50	14
<i>Russia</i>	33	56	11
<i>Germany</i>	27	62	11
<i>Spain</i>	26	58	16
<i>Italy</i>	25	60	15

On remarque donc que les attitudes du public américain au terme de la Seconde Guerre Mondiale sont en accord avec la politique d'immigration et, plus particulièrement,

<sup>84</sup> AIPO [December 1945]

avec le système des quotas nationaux visant à minimiser l'immigration d'Europe du Sud et de l'Est.

L'enjeu des *displaced persons* s'imposa dans le débat sur l'immigration à partir de 1946, mais une majorité d'Américains étaient encore réticents à assumer ne serait-ce qu'une partie du fardeau que représentaient ces réfugiés européens. Un sondage effectué en août 1946 révéla cette attitude :

At the present time, there are over 800,000 homeless people in Europe. Do you feel the United States should let **some** of these people come here now?

23% Yes                      71% No                      6% Don't know

À partir de 1948, les questions sur l'immigration qui furent intégrées aux sondages nationaux portèrent de plus en plus le sceau de la Guerre Froide, à commencer par le dossier des réfugiés du communisme. Le déclenchement des hostilités avec l'URSS, particulièrement sur le plan idéologique, sembla avoir une influence progressive sur la disposition du public américain à recevoir des *displaced persons*, si l'on se fie à un sondage réalisé en avril 1948, deux mois après le coup de Prague :

In Europe there are many displaced persons who are afraid to return to their old homes because the **Russians now control those countries**. Congress is now considering a plan to let some of them come into the United States. Do you approve or disapprove of letting 200,000 of these people come during the next two years to live in this country?

40% Approve              53% Disapprove              7% Don't know

Des taux d'approbation similaires furent enregistrés en juillet 1949 et novembre 1951 alors que 44% et 47% d'Américains, respectivement, s'affichèrent en faveur de l'admission de réfugiés issus de pays « Russian controled countries »<sup>85</sup>. En avril 1952, il fut pour la première fois question des personnes issues de « pays communistes » :

As you probably know, some of the people in **Communist countries** do not like their life there and have been escaping to our side. Do you think our government should encourage these people by helping those who have escaped, or should we stay out of such things?<sup>86</sup>

Cette fois, 55% des répondants affirmèrent que le gouvernement américain devrait « encourager et aider » ces personnes. On constate que les Américains sont devenus plus

<sup>85</sup> Gallup Poll (AIPO) [July, 1949] et [November, 1951]

<sup>86</sup> Foreign Affairs Survey [April, 1952]

accueillants et ouverts lorsque les réfugiés du communisme ont remplacé les *displaced persons* dans les sondages. Cette différence d'attitude entre ces deux catégories de réfugiés est d'autant plus perceptible lorsque l'on constate que dans le sondage d'avril 1952, un taux d'approbation de seulement 36% fut enregistré lorsque les Américains furent interrogés sur la possibilité de recevoir « an extra 300,000 Europeans to enter the United States and become citizens »<sup>87</sup>.

### **Médias écrits : débat entamé**

Au niveau des médias écrits, on observe que l'immigration s'impose déjà comme un sujet fortement débattu dans les années qui précèdent l'adoption du *McCarran-Walter Act* en 1952. S'il fut surtout question du problème des *displaced persons* et des mesures antisubversives, plusieurs articles traitèrent de la politique d'immigration comme telle, dont la révision fut présentée comme inévitable. On remarque aussi certains indicateurs de l'influence de la Guerre Froide dans le discours sur l'immigration.

En mars 1943 le *Reader's Digest* publia un article qui, à partir d'un survol de la politique d'immigration, traitait de « l'humeur nationale » au sujet d'une éventuelle révision de la législation américaine. Le clergé et les libéraux y furent décrits comme favorisant une immigration sans restriction, tandis que « l'opinion publique » et le Congrès furent catégorisés comme privilégiant une diminution du nombre d'immigrants admis. Arrivant à la conclusion que « l'humeur nationale » favorisait une restriction importante de l'immigration, le *Reader's Digest* se positionna du côté des restrictionnistes en avançant que l'immigration du début du vingtième siècle « clogged our economic, administrative, social and cultural system in scores of ways. The effect was intolerable on our language, on the schools, on housing, on crime, on disease, on congestion of urban centers, and on labour and employment »<sup>88</sup>.

En novembre 1944, le *Reader's Digest* proposa un débat sur le thème « Should We Keep All Foreigners Out? », opposant le Sénateur du Tennessee Tom Stewart (camp du *oui*) au Procureur Général Francis Biddle (camp du *non*). Malgré la formule adoptée pour l'article, le point de vue des deux intervenants s'avéra plutôt semblable, c'est-à-dire que l'admission des immigrants devait dépendre de la situation de l'économie et de l'emploi dans l'après-guerre. La seule différence entre les deux points de vue fut que Biddle rajouta

---

<sup>87</sup> *Ibid*

<sup>88</sup> "What to do about Postwar Immigration", *Reader's Digest*, March 1943

que permettre l'entrée d'un certain nombre d'immigrants aurait un effet bénéfique « on international public relations »<sup>89</sup>.

Au terme de la guerre, le *Reader's Digest* publia deux articles à caractère restrictionniste. Le premier, paru en août 1947, demanda aux Américains de laisser de côté la sympathie pour les réfugiés dans le débat sur la modernisation de la politique d'immigration, et affirma que les États-Unis devraient ainsi privilégier les intérêts économiques, ce qui impliquerait une approche restrictionniste<sup>90</sup>. Le second, paru en octobre 1948, constitua une mise en garde contre les dangers de l'immigration illégale en provenance des bateaux qui atteignaient les ports américains<sup>91</sup>.

Le *Saturday Evening Post* souligna lui aussi dès 1947 la nécessité de moderniser la politique d'immigration américaine. Dans un article de fond intitulé « Should we change our immigration laws? », le journal fit état des enjeux qui tendaient à encourager une réouverture du débat. Les *displaced persons* et l'impact de l'immigration sur l'économie furent les principaux enjeux soulevés. On dénote par ailleurs qu'il fut peu question du conflit avec l'URSS, tant dans le langage employé dans le texte que dans les enjeux soulevés, mis à part une référence aux populations se trouvant « on the darker side of the iron curtain ».

Expliquant qu'au Congrès, le débat n'était pas orienté en fonction de l'opposition entre les deux principaux partis, mais plutôt autour de la division entre les représentants issus des grandes villes (pro-immigration) et les élus représentant les régions rurales (restrictionnistes), l'article procéda également à un examen des positions de différents groupes issus de la société civile :

Some of the arguments the 80<sup>th</sup> Congress will hear for aired last spring over a bill that would have cut the quotas in half for the next five years. This bill [...] was defeated ten votes to eight in the House Committee on Immigration and Naturalization. It was opposed by labour unions, racial groups, and church organizations, Protestant, Catholic, and Jewish. Supporting it were the American Legion, the Veterans of Foreign Wars and the Daughters of the American Revolution.

À travers ces observations, l'objectif de l'article semblait être de souligner l'aspect controversé et antagoniste de l'immigration comme sujet de débat au sein de la société américaine: « As to what Congress ought to do about future immigration, a wandering American equipped with willing ears can readily gather from any 100 of his interested

<sup>89</sup> "Shall We Keep The Foreigners Out?", *Reader's Digest*, November 1944

<sup>90</sup> "Why We must Modernize Our Immigration Policy", *Reader's Digest*, August 1947

<sup>91</sup> "How Aliens Pour into the U. S. Illegally", *Reader's Digest*, October 1948

neighbors at least 99 suggestions. On only one aspect of the problem does nearly everyone seem in agreement, and that is that America should not return to the unrestricted wide open-door policy which prevailed from colonial times until 1921 »<sup>92</sup>.

Un éditorial du magazine *Time* paru en octobre 1950 révéla que les mesures antisubversives qui commençaient à être adoptées ne faisaient pas l'unanimité. En effet, le *Time* se montra très critique à l'égard du *McCarran Internal Security Act*, dont plusieurs mesures furent reprises dans la loi de 1952. En parlant des immigrants qui se retrouvaient bloqués à Ellis Island, l'éditorial présenta les ramifications diplomatiques des mesures antisubversives : « they were among the first victims of the new restrictions on immigration in the Communist-control bill passed by the Congress over Harry Truman's veto. Italy was outraged; Western Germany was hurt. Both sent protests to Secretary of State Dean Acheson ». Cette opposition au *Internal Security Act* ne fut pas limitée au *Time*, puisque le même article fit référence à la position du *New York Herald Tribune* au sujet de cette loi: « throwing in the sponge, the Republican New York Herald Tribune admitted sadly: "This newspaper sees no alternative save to grant the President his revenge and insist on amendment of the worst features of the law as soon as the extra session reconvenes"».

Les abus commis à l'endroit des immigrants dans la lutte antisubversive furent aussi décriés par le *New York Times* dans un article paru en février 1951. Soulignant les conséquences dommageables pour la sécurité des États-Unis du *McCarran Internal Security Act*, le quotidien new-yorkais puisa dans la rhétorique de la Guerre Froide pour attaquer les effets néfastes de la rigidité des mesures de sécurité qui étaient appliquées à la gestion de l'immigration : « by robbing our immigration authorities of all discretion, it tends to set up a little "iron curtain" of our own »<sup>93</sup>.

### **Analyse : déterminants du débat sur l'immigration dans l'après-guerre**

Au niveau législatif, trois principaux enjeux semblent dominer le débat sur la réforme de la politique d'immigration qui débouchera sur le *McCarran-Walter Act*: la sécurité, l'économie, et l'identité nationale. Ces enjeux sont mis de l'avant par les restrictionnistes, alors que les libéraux ont du mal à imposer la politique étrangère comme un enjeu central de la réforme. Or, dans quelle mesure cette situation correspondait-elle à celle qui prévalait dans la sphère publique, et comment ces différents enjeux étaient-ils perçus

<sup>92</sup> "Should we change our immigration laws?" *Saturday Evening Post*, 6 février 1947,

<sup>93</sup> "Little 'Iron Curtain'", *New York Times*, February 24th 1951

dans l'opinion publique? Les sources étudiées plus haut indiquent que le débat sur l'immigration dans la sphère publique se distingue du débat législatif, tant au niveau de la place qu'occupent les différents enjeux dans le débat que dans la façon de les percevoir et, ultimement, d'envisager la réforme de la politique d'immigration.

Alors que la sécurité est un élément central des tractations législatives, comme en témoignent les mesures liées à l'immigration contenues dans le *Internal Security Act* de 1950, on constate qu'elle assume un rôle plus discret dans la sphère publique. Par exemple, la peur de la subversion est très peu palpable dans la couverture médiatique, certaines publications allant même jusqu'à critiquer les mesures sécuritaires imposées aux procédures d'accueil des immigrants. Même les publications à tendance conservatrice mettent très peu d'emphasis sur la nécessité de mettre en place de telles mesures, alors que le maccarthysme envahit la vie politique du pays.

L'incertitude économique est un élément récurrent des périodes d'après-guerre, ce qui a évidemment une influence sur la façon de percevoir l'immigration. Au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale, il est donc naturel de voir les restrictionnistes proposer des arguments économiques pour soutenir leur point de vue. Toutefois, est-ce que l'incertitude économique est un enjeu prédominant dans la sphère publique américaine? Dans les médias écrits, certaines publications abordent les conséquences de l'immigration sur l'économie, et on peut considérer qu'il s'agit d'un enjeu d'une certaine envergure. Au niveau de la société civile, les positions de certains groupes révèlent que l'impact de l'immigration sur l'économie est perçu de différentes façons. Par exemple, la position des principales organisations syndicales indique que la peur des répercussions de l'immigration sur la situation de l'emploi n'est pas généralisée. L'*American Federation of Labour* (AFL) prend position du côté des restrictionnistes, craignant qu'une hausse de l'immigration européenne ne s'ajoute au problème de la main-d'œuvre mexicaine bon marché, tandis que le *Congress of Industrial Organisations* (CIO) favorise une libéralisation<sup>94</sup>.

Le troisième enjeu majeur présent dans le débat législatif est en lien avec l'identité nationale et la composition ethnique de l'immigration. Le conservatisme identitaire est encore très présent chez les législateurs américains à la fin des années quarante et au début des années cinquante, comme en fait foi la loi de 1952 maintenant le système des quotas nationaux, héritage du repli identitaire et du restrictionnisme de l'après-Première Guerre

---

<sup>94</sup> Tichenor, *op. cit.*, p. 176

Mondiale. Une tendance similaire est-elle observable au niveau l'opinion publique? Le bilan est mitigé. D'un côté, les sondages révèlent que beaucoup d'Américains ont une préférence pour les immigrants du Nord et de l'Ouest de l'Europe, historiquement jugés comme plus assimilables, tandis que les Européens du Sud et de l'Est et les Asiatiques sont perçus plus négativement. D'un autre côté, l'impact de l'immigration sur la culture et l'identité nationale est un enjeu presque entièrement absent de la couverture médiatique. Au niveau des groupes d'intérêts, seules les organisations à caractère patriotique comme l'*American Legion* et les *Daughters of the American Revolution* (DAR) semblent inquiètes, mais leur point de vue sur la question était quelque peu prévisible, dans la mesure où ces groupes se donnent un mandat de « préservation de la culture américaine » et où ils assument pleinement leur tendance conservatrice.

Après 1945, les *displaced persons* vont être au cœur d'une polémique où les considérations humanitaires et diplomatiques se confrontent aux enjeux qui, dans le processus législatif, vont avoir le dessus. L'avantage détenu par les restrictionnistes au Congrès leur permet de mettre à l'avant-plan les enjeux qu'ils considèrent prioritaires, ce qui tend à marginaliser les considérations liées à la politique étrangère. Néanmoins, on remarque que la situation est différente dans la sphère publique, où le contexte international semble influencer la façon dont le public américain perçoit la politique d'immigration. Au niveau de la problématique de recherche et des hypothèses émises, il est donc pertinent de se demander : *À quel point le contexte international influence-t-il l'opinion publique à ce stade-ci de la période étudiée?*

Le discours sur la Guerre Froide paraît n'avoir qu'une empreinte mineure sur le débat, mais certains éléments d'analyse nous permettent de croire que le conflit qui se développe entre les États-Unis et le bloc soviétique a déjà une influence observable à ce stade de la période à l'étude. Par exemple, on remarque une différence non négligeable au niveau des résultats des sondages entre ceux qui font référence aux réfugiés du communisme (ou des « Russian controled countries ») spécifiquement, et ceux qui abordent le cas des immigrants et réfugiés européens de façon plus générale. L'attitude plus ouverte du public américain à l'égard des réfugiés du communisme est révélatrice de l'influence que peut avoir la Guerre Froide sur le débat entourant l'immigration.

Dans les médias écrits, certains articles abordent les considérations liées à la politique étrangère, mais il s'agit d'un enjeu plutôt discret. L'effet potentiellement néfaste de la législation américaine sur les relations diplomatiques est soulevé par certaines

publications. Cependant, l'importance des enjeux liés à la politique d'immigration américaine dans la dynamique de la Guerre Froide n'est pas articulée explicitement par les médias écrits à ce stade de la période.

Cet aperçu des attitudes du public américain sur l'immigration au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale permet donc d'établir l'état de l'opinion publique américaine avant l'adoption de la loi sur l'immigration en décembre 1952. Il sera question des réactions au *McCarran-Walter Act* dans le chapitre suivant.

**II. DE LA POLÉMIQUE AUTOUR DU McCARRAN-WALTER ACT À  
L'ARRIVÉE EN FORCE DES RÉFUGIÉS DU COMMUNISME DANS  
LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE D'IMMIGRATION**

## **Introduction : Veto présidentiel et controverse autour de la loi**

Suite au cuisant échec de sa tentative de véto, le Président Truman ne perdit pas son enthousiasme pour la libéralisation de la politique d'immigration américaine. Dans les derniers mois de sa présidence, Truman s'activa à encourager la poursuite du débat, s'efforçant de discréditer le système des quotas nationaux et de présenter la libéralisation comme intrinsèquement liée aux objectifs de la politique étrangère américaine. Premier président à jouer un rôle actif dans le dossier de la politique d'immigration, il fut en quelque sorte responsable de la publicisation de la polémique autour du *McCarran-Walter Act*, notamment à travers la mise sur pied de la *President's Commission on Immigration and Naturalization* (PCIN).

### **1. *Whom We Shall Welcome* : symbole de la cause réformiste**

Chargée de produire un rapport final avant la fin du mandat de Truman, la PCIN tint trente sessions d'audiences publiques dans onze villes aux quatre coins du pays<sup>95</sup>. Toute personne intéressée pouvait y assister afin de donner son opinion, et la commission s'assura d'inviter un grand éventail de personnes, groupes et organismes qualifiés afin de fournir de l'information « relevant to economic, social and other implications of past, current and future immigration laws and policies of the nation »<sup>96</sup>. La PCIN organisa également des conférences avec des membres des instances fédérales, et s'assura de recueillir les déclarations écrites de ceux qui ne pouvaient pas assister aux audiences. Dans son rapport, la PCIN se dit heureuse de constater l'intérêt porté par les organisations civiques, religieuses et sociales (à portée locale, nationale et même internationale) pour la mission assignée à la commission.

#### ***Le contenu du rapport***

Dans son rapport, la PCIN affirma que la majorité de ceux qui avaient témoigné (en personne ou par écrit) s'étaient montrés critiques à l'endroit du *McCarran-Walter Act*, certains s'attaquant à certains aspects spécifiques, mais la plupart décriant les principes de base de la loi. Face à ce constat, la commission se dit surprise de constater « the widespread and rather determined opposition to the act of 1952 » en soulignant que « this is all the

<sup>95</sup> New York, Boston, Los Angeles, Détroit, Cleveland, Washington D.C., St-Paul, St-Louis, San Francisco, Chicago et Atlanta.

<sup>96</sup> *Whom We Shall Welcome: Report of the President's Commission on Immigration and Naturalization*, New York, Da Capo Press, 1971, p. 3

more amazing in light of its recent passage over the President's veto, and especially because it had not even taken effect at the time of the hearings ». Quant aux participants qui se rangèrent du côté de la loi, le rapport affirma que « it is fair to say that approval of the new law was voiced by comparatively few, and that in practically all such instances the favourable opinions were not supported by factual information »<sup>97</sup>.

Sur la base des opinions et commentaires recueillis lors des audiences, la commission affirma qu'un consensus général pourrait être formé autour de trois idées clés en lien avec la réforme de la politique d'immigration :

- (1) The national origins quota system should be abolished.
- (2) There should be an over-all maximum of annual quota immigration to this country. The determination of the total number of quota immigrants permitted to enter during any year should reflect the needs and capacity for absorption of the United States. That number, under present conditions, should be approximately 250,000.
- (3) The allocations within the annual quota should be designed to meet emergency situations of great hardship abroad, such as continued distress and suffering among refugees, expellees, escapees, displaced persons and other victims of communism and other forms of totalitarianism, overpopulation, and the special and general needs of the United States.<sup>98</sup>

À la lecture du rapport *Whom We Shall Welcome*, on constate que l'argumentaire contre le *McCarran-Walter Act* était essentiellement fondé sur les idées qui furent avancées à l'époque par le Président Truman et les observateurs politiques à tendance libérale: le système des quotas nationaux, construit autour de l'idée que certaines races sont supérieures à d'autres, est contraire à l'esprit de la Déclaration d'Indépendance, du *Bill of Rights*, et de la Constitution américaine; la loi de 1952 est néfaste pour les relations extérieures américaines, puisqu'elle est à la source de beaucoup d'hostilité et d'amertume à l'endroit des États-Unis, laissant le pays en proie à une propagande potentiellement dangereuse « by those who promote an ideology that would substitute a police state for individual freedoms »<sup>99</sup>.

Outre le bilan des points de vue émis par les citoyens américains dans le cadre des audiences, le rapport proposa également une analyse en profondeur des déterminants de la politique d'immigration. Dans une section intitulée « Immigration and the American Way of Life », la commission étudia les considérations liées à l'économie et à la politique étrangère. Au niveau des enjeux de politique étrangère, le rapport suggéra que « Our whole

---

<sup>97</sup> *Ibid*, p. 7

<sup>98</sup> *Ibid*, p. 13

<sup>99</sup> *Ibid*, p. 14

national history illustrates a point which has only recently come to be recognized in its own light: American immigration policy and law must be formulated in awareness of their international impact and must be designed to advance our foreign policy »<sup>100</sup>. Un des exemples cités était que malgré que l'attaque nippone de Pearl Harbour n'ait pas été le résultat direct du *Immigration Act of 1924*, la clause de l'exclusion japonaise avait certainement contribué à nourrir la croissance d'un mouvement nationaliste, militariste et antiaméricain au Japon<sup>101</sup>. Le rapport cita également le Secrétaire d'État Dean Acheson, qui avait témoigné devant la commission :

Immigration, like most important facts of our national life in these times, is closely linked with our foreign policy and objectives. Our immigration policy with respect to particular national or racial groups, will inevitably be taken as an indication of our general attitude toward them, especially as an indication of our appraisal of their standing in the world. It will, therefore, shape their attitude toward many of our policies<sup>102</sup>.

Dans ses recommandations concernant les implications pour les relations extérieures des États-Unis du système des quotas nationaux et de l'admission des réfugiés, la PCIN conclut que « dans le but de promouvoir l'intérêt national, de renforcer la sécurité du pays, et de contribuer au succès des objectifs de la politique étrangère américaine, la politique d'immigration devrait se libérer des mesures discriminatoires sur la base de la nationalité, de la race, de la croyance ou de la couleur, et être assez flexible pour permettre aux États-Unis de mettre en œuvre des mesures spéciales qui pourraient être importantes pour la sécurité du monde libre »<sup>103</sup>.

La section sur la politique étrangère fut par ailleurs très détaillée : elle se pencha sur les enjeux propres aux différentes régions du monde soumises au système des quotas (Europe, Asie, Afrique, Caraïbes), tout en mettant une emphase particulière sur la nécessité d'accueillir des réfugiés européens pour aider à contrer l'expansion du communisme en Europe. La surpopulation et le chômage furent présentés comme des terrains fertiles, l'Italie représentant un exemple éloquent dans la mesure où ces problèmes y étaient les plus sérieux et où le plus gros parti communiste en Europe occidentale y était basé. Cette section

---

<sup>100</sup> *Ibid*, p. 46

<sup>101</sup> Le rapport explique que « While the 1924 bill was still under consideration, the Japanese Ambassador pointed out that the exclusion clause would be a serious blow to Japanese self-esteem. His counsellor of embassy warned that it would undercut the pro-democratic forces in Japan and strengthen the militarists. » (*Ibid*, p. 45)

<sup>102</sup> *Ibid*, p. 47

<sup>103</sup> Traduction de l'auteur, *Ibid*, p. 71

du rapport inclut également des citations tirées des témoignages d'une grande diversité de participants affichant leurs inquiétudes au sujet des conséquences néfastes de la législation américaine sur les relations extérieures du pays.

Le rapport émit également des recommandations concernant d'autres sujets d'importance comme l'administration de la loi, les procédures d'admission, de déportation et de naturalisation, les mesures de sécurité, les principes d'attribution de la citoyenneté, etc.

En conclusion du rapport, la commission affirma que le *Immigration and Nationality Act* incarnait des politiques et des principes irraisonnables faisant injure à la nation dans la mesure où : la loi reposait sur une attitude d'hostilité et de méfiance à l'égard des étrangers; elle était discriminatoire sur le plan des origines nationales, de la race et des croyances; elle ignorait les besoins des États-Unis au niveau des affaires internes et de la politique étrangère; elle contenait des restrictions et pénalités déraisonnables et sans fondements à l'endroit des individus; elle était mal écrite, confuse, et à bien des égards impraticable. Bref, le rapport conclut que la loi devait être revue et révisée de A à Z<sup>104</sup>.

### ***La commission et l'opinion publique : analyse critique***

Même si le rapport affirma que la commission avait fait « a studied effort to obtain statements on all point of views » et que « those who took part in the discussions before the Commission, or who submitted written views, represented a large segment of public opinion »<sup>105</sup>, il est nécessaire de souligner les limites de cette source comme indicateur de l'opinion publique. En effet, la commission était *a priori* critique du *McCarran-Walter Act*. Ses recommandations, qui visaient une réforme radicale de cette loi, étaient somme toute prévisibles.

Est-ce que les citoyens et organismes qui participèrent à la commission reflétaient fidèlement les opinions et sentiments de la société américaine? La question demeure entière. Autrement dit, est-ce que l'opinion publique américaine était réellement en désaccord avec la législation en place ou est-ce que le « consensus général » en faveur d'une révision qui fut rapporté par la commission représentait davantage la tendance de cette dernière à prendre ses rêves pour la réalité?

D'un côté, on peut donc argumenter que l'éventail de participants était bel et bien

---

<sup>104</sup> *Ibid*, p.263

<sup>105</sup> *Ibid*, p.12

représentatif de la société américaine. À la liste de participants figuraient des hommes et femmes présentant une grande diversité de caractéristiques (socio-économiques, religieuses, ethniques, etc.) et issus de différents milieux (gouvernemental, corporatif, académique, humanitaire, privé, etc.). La liste des groupes et organismes était variée, d'un côté ou de l'autre de l'échiquier politique : A.F.L., C.I.O., *Daughters of the American Revolution*, N.A.A.C.P., *American Legion*, *Federation of American Scientists*, *American Farm Bureau Association*, *Veterans of Foreign Wars*, *American Bar Association*, *American Society of Composers, Authors and Publishers*, chambres de commerce régionales, partis politiques, universités, entreprises, etc.

D'un autre côté, l'inventaire des participants en annexe du rapport révèle la forte représentation d'organisations plus susceptibles de favoriser une libéralisation des lois sur l'immigration : organismes actifs auprès des réfugiés, groupes religieux, groupes de défense des droits de la personne, etc. C'est sans surprise qu'on dénote la faible participation de « gens ordinaires », quoique quelques noms n'appartenant à aucun groupe ou organisme apparaissent dans la liste de participants.

On peut également affirmer que la courte durée des travaux de la commission, soit environ un an, mine la crédibilité de ses méthodes d'enquête. Cependant, le rapport lui-même témoigne de la rigueur de la démarche entreprise par la commission, tout comme la liste d'experts qui donnèrent leur point de vue sur différentes questions (économie, démographie, sociologie, etc.).

Quoi qu'il en soit, la commission avait certainement plusieurs idées préconçues. Peut-être Truman voyait-il le rapport *Whom We Shall Welcome* comme un héritage à léguer aux futurs réformistes, craignant de ne pouvoir lui-même concrétiser sa vision d'une libéralisation de la législation américaine sur l'immigration. Le rapport fut loin de faire l'unanimité dans le milieu politique. Suite à sa parution, le Sénateur McCarran émit un communiqué de presse accusant la commission d'être tombée dans le piège des communistes et clamant que c'était « a tragic fact that the out-and-out Reds have ready colleagues [...] the “pinks”, the well-meaning but misguided “liberals” and the demagogues who would auction the rights of America for alleged minority-bloc votes »<sup>106</sup>. David Reimers souligne par ailleurs la façon dont « McCarran and others resorted to McCarthy-like tactics. The Nevada lawmaker insisted the main opposition to his cherished law was

---

<sup>106</sup> Cité par Roger Daniels, *op. cit.*, p. 122

Communist inspired and implied that those non-Communists opposed to the bill were either “soft on Communism” or duped »<sup>107</sup>.

Au-delà de la polémique sur les motivations de la commission, il faut reconnaître que le PCIN comprit l’impact potentiel, positif comme négatif, de la politique d’immigration sur les relations extérieures dès les premières années de la Guerre Froide. Le travail de la commission révéla aussi qu’une transformation importante s’était opérée dans les convictions intellectuelles des universitaires et experts impliqués dans le débat sur l’immigration, surtout par rapport à ceux qui avaient participé à la Commission Dillingham quelques décennies plus tôt. Les théories raciales qui avaient servi à justifier la mise en place du système des quotas nationaux étaient désormais décriées par les experts.

Avec le recul, on remarque que même si le Congrès demeurait dominé par les restrictionnistes, le rapport contribua à rendre la société américaine plus favorable à l’instauration de standards d’admission plus universels. Il aida aussi à restructurer le discours sur l’immigration dans la sphère publique autour d’arguments mettant en valeur les bénéfices d’une politique d’immigration plus ouverte. Avec le temps, le rapport *Whom We Shall Welcome* acquit en quelque sorte le statut de paradigme pour les libéraux. Plusieurs idées introduites par la commission se matérialisèrent par la suite, que ce soit via des lois sur les réfugiés ou à travers la loi de 1965.

## **2. Polarisation de l’opinion publique autour du *McCarran-Walter Act***

Sans mettre de côté la contribution du rapport de la commission comme indicateur de l’opinion publique, il convient maintenant d’étudier l’intérêt des sondages nationaux pour la politique d’immigration après le passage du *McCarran-Walter Act*, et d’observer la façon dont les médias écrits ont réagi à cette loi. Notons qu’en raison de sa spécificité, la question des réfugiés sera traitée séparément de la question de la politique d’immigration au sens large, et ce, à la fin du présent chapitre.

### ***Sondages : un intérêt discret, des résultats révélateurs***

En dépit de la controverse autour de son passage, ce n’est qu’en 1955 que les sondeurs nationaux se sont intéressés aux attitudes du public américain au sujet du *McCarran-Walter Act*. Les questions apparues après l’entrée en vigueur de la loi tournèrent

---

<sup>107</sup> David M. Reimers, *Unwelcome Strangers : American Identity and the Turn Against Immigration*, New York, Columbia University Press, 1998., p.64

davantage autour du problème des réfugiés que de la politique d'immigration à proprement parler.

En avril 1955, un sondage commandé par le magazine *Foreign Affairs* prenait le pouls de la société américaine au sujet du volume d'immigrants admis au pays. À la question « In general, do you think the United States is letting too many immigrants come into this country, or not enough? », 39% affirmèrent que leur pays en recevait « trop », 37% « assez » et 13% « pas assez » (11% répondirent ne pas savoir)<sup>108</sup>. D'emblée, il est nécessaire de souligner que quelle que soit la période durant laquelle ce type de question est posé, il est peu envisageable qu'une proportion importante des répondants affirme que le pays ne reçoit pas assez d'immigrants, et en ce sens 13% des répondants représente un pourcentage considérable. Dans cette perspective, les résultats obtenus en avril 1955 contribuent à alimenter l'idée que la population est très partagée sur la question de l'immigration, aucune majorité claire ne ressortant de ce sondage.

La première question portant expressément sur le *McCarran-Walter Act* qui fut posée s'avère révélatrice de l'intérêt du « citoyen moyen » pour la politique d'immigration. À l'énoncé « Have you heard anything about the McCarran Act? », seulement 26% des personnes interrogées répondirent par l'affirmative, contre 74% qui affirmèrent ne rien connaître du *McCarran-Walter Act*<sup>109</sup>. À bien des égards, ces résultats ne sont pas étonnants, dans la mesure où et la politique d'immigration ne représentait pas un enjeu susceptible de rejoindre une grande majorité d'Américains, et parce que le sondage a eu lieu trois ans après le passage de ladite loi. De plus, l'énoncé de la question n'expliquait pas la nature de la loi, contrairement à un scénario où les sondeurs auraient utilisé l'appellation « *Immigration and Nationality Act of 1952* » à la place de « *McCarran-Walter Act* ». Dans cette optique, 26% représente une proportion relativement élevée.

Ceux qui avaient répondu par l'affirmative furent ensuite interrogés sur l'éventualité d'une révision de la loi de 1952 :

From what you know, do you think there should or should not be changes made in the McCarran Act?

48% Should            13% Should not            39% No opinion

<sup>108</sup> Foreign Affairs Survey [April 1955]

<sup>109</sup> Gallup Poll (AIPO) [May, 1955]

Même si seuls les répondants qui purent identifier la loi donnèrent leur opinion, on remarque qu'une proportion considérable des personnes interrogées était déjà en accord avec l'idée de réviser la politique d'immigration dix ans avant la loi de 1965. Quant à la façon de réformer la loi *McCarran-Walter*, les personnes s'étant montrées favorables à des changements furent interrogées sur leur opinion à ce sujet :

Do you think this (McCarran) act should be made more strict or more liberal?

27% More strict      59% More liberal      14% No opinion

Même si l'échantillon de répondants pour cette dernière question ne représente qu'une petite partie de l'opinion publique, la proportion de personnes favorables à une libéralisation de la politique d'immigration est indicatrice de l'évolution des attitudes du public américain sur le sujet depuis 1945.

### ***Les médias écrits comme indicateurs de la division entre restrictionnistes et libéraux***

Par opposition à l'intérêt tardif des sondages pour le sujet, le débat entourant le *McCarran-Walter Act* fit l'objet d'une couverture médiatique assez rigoureuse. Cela dit, le point de vue des médias écrits fut loin d'être homogène, bien au contraire. En effet, l'échantillon d'articles étudiés permet de constater la division qui existait dans la sphère publique américaine suite au passage du *Immigration and Nationality Act of 1952*.

Avant même que le projet de loi ne soit adopté, certaines publications se montrèrent très critiques, particulièrement le *New York Times*. Ce dernier publia en février 1952 un éditorial soulignant les effets potentiellement néfastes de la future loi, tant au niveau international qu'interne : « We are worried about the attempt of Senator McCarran and his friends to create a *cordon sanitaire* about the United States, an attempt which has seriously damaged our reputation as a liberal democracy abroad and has encouraged forces of reaction, parochialism and xenophobia at home »<sup>110</sup>. Le *New York Times* fit également état de la controverse entourant le projet de loi, dont on considérait qu'il soulevait la consternation de plusieurs Américains qui étaient convaincus que le projet de loi représentait « an illiberal and harmful approach to a most important subject »<sup>111</sup>. Le

<sup>110</sup> «At America's Gateways», *New York Times*, February 6th 1952

<sup>111</sup> «The New Immigration Bill», *New York Times*, May 1st 1952

quotidien new-yorkais s'insurgea particulièrement contre la conception raciste de l'immigration derrière le système des quotas nationaux, décrit comme « inadéquat, anachronique, étroit d'esprit, anti-étrangers, basé sur la peur, et xénophobe »<sup>112</sup>.

Répondant au Sénateur McCarran, qui définissait son projet de loi comme étant essentiel à la préservation du mode de vie américain, un éditorial intitulé « The Anti-Immigration Bill » annonça que « we seriously doubt that most Americans believe that “our way of life” includes the racist, discriminatory, illiberal philosophy that the McCarran-Walter bills embody »<sup>113</sup>. C'est donc sans surprise que le *New York Times* souligna la nécessité d'un veto présidentiel au moment de l'adoption de la loi<sup>114</sup>, et félicita Truman lorsqu'il agit en ce sens : « The McCarran anti-immigration bill, full of hatreds, fears and prejudices that have no proper place in American legislation, richly deserves the veto that President Truman has courageously given it »<sup>115</sup>.

Plus nuancé dans sa critique du projet de loi, le magazine *Time* affirma dans un éditorial paru en juin 1952 que « Even if [Truman] vetoes the bill, basic immigration policy will not change. The U.S. will still be committed to the principle of national origins, which in many ways is as selfish and unjust as the liberals last week said it was. But in all the debate, nobody has appeared with a substitute principle that has much chance of acceptance by those already in the melting pot »<sup>116</sup>.

Le *New York Times* et le *Time* condamnèrent également les mesures liées à la sécurité contenues dans le projet de loi. Le *New York Times* y vit une attaque contre certains principes fondamentaux de la démocratie américaine: « the bill contains numerous clauses violative of the basic American concepts of fair play, right to hearing, judicial review and other bulwarks of our civil liberties »<sup>117</sup>. Dans un article intitulé « McCarran's Curtain », le *Time* fit pour sa part état des conséquences des mesures sécuritaires pour les scientifiques et intellectuels américains : « Although its aim is to exclude Communist spies and propagandists, the McCarran Act [...] is isolating U.S. science from vital European ideas and knowledge. It is also [...] antagonizing Europe's intellectuals and giving propaganda ammunition to Europe's Communists »<sup>118</sup>.

---

<sup>112</sup> Traduction de l'auteur, *Ibid*

<sup>113</sup> «The Anti-Immigration Bill», *New York Times*, May 14th 1952

<sup>114</sup> «A Veto Deserved», *New York Times*, May 24th 1952 et «Veto Wanted», *New York Times*, June 13th 1952

<sup>115</sup> «A Wise Veto», *New York Times*, June 26th 1952

<sup>116</sup> «Code for the Melting Pot», *Time*, June 2nd 1952

<sup>117</sup> «The Anti-Immigration Bill», *New York Times*, May 14th 1952

<sup>118</sup> «McCarran's Curtain», *Time*, Monday, October 27<sup>th</sup> 1952

De son côté, le *Christian Science Monitor* commença à s'intéresser au *McCarran-Walter Act* à l'occasion des audiences de la commission présidentielle qui débutèrent à Boston en octobre 1952. Au lendemain de la première séance de la commission, le journal fit état de l'étendue de la vague d'opposition à la nouvelle loi, et les personnes et groupes cités dans l'article étaient tous critiques du *McCarran-Walter Act* (Henry Cabot Lodge, John F. Kennedy, leaders religieux, un représentant du C.I.O.)<sup>119</sup>. Un long éditorial paru en décembre 1952 dans le *Christian Science Monitor* et intitulé « The Immigration Maze »<sup>120</sup> renforce l'idée d'une division au sein de la société américaine au sujet de l'immigration : « Rarely in American history has there been a piece of federal legislation as bitterly attacked or as extravagantly praised as the McCarran-Walter Immigration and Nationality Act »<sup>121</sup>. Il est aussi intéressant que ce même article mentionnât le rôle de l'opinion publique dans le débat suite à l'épisode du veto de Truman : « influenced, no doubt, by pressure of public opinion, congressional sentiment favoring reappraisal of the omnibus bill at the new session appears to be growing »<sup>122</sup>. De façon générale, le *Christian Science Monitor* émit une opinion plutôt critique de la loi de 1952 en mettant l'emphase sur les impératifs de la Guerre Froide, sur certaines injustices du système de quotas, et sur les aspects racistes de la loi.

Soulignant que la politique d'immigration était un sujet d'actualité sur la scène nationale pendant l'année 1952, le *Christian Science Monitor* et le *Time* traitèrent tous deux de la façon dont l'immigration devint un enjeu durant la campagne présidentielle opposant Truman à Eisenhower. Le *Christian Science Monitor* affirma que la politique d'immigration « became one of the most controversial issues to be taken before the voters »<sup>123</sup>. Le *Time* confirma cette idée en relatant la tentative de Truman de faire passer son adversaire comme un partisan du *McCarran-Walter Act* dans le but de s'assurer la fidélité des électeurs juifs et catholiques. « Harry Truman's attempt to swing Jewish and Catholic votes against Dwight Eisenhower may have gone too far, even for roughhouse U.S. politics [...] The reaction against Truman's attempted character-assassination was

---

<sup>119</sup> «Immigration Act Quotas Hit at Hearing», *Christian Science Monitor*, October 2<sup>nd</sup> 1952

<sup>120</sup> « Maze » signifie « labyrinthe » en anglais.

<sup>121</sup> «The Immigration Maze», *Christian Science Monitor*, December 29<sup>th</sup> 1952

<sup>122</sup> *Ibid*

<sup>123</sup> *Ibid*

widespread, but many Stevenson-lovers who express horror at Joe McCarthy were delighted by Truman's rabble-rousing »<sup>124</sup>.

Suite à la publication du rapport *Whom We Shall Welcome*, le *Christian Science Monitor* afficha un point de vue favorable à une réforme. Récapitulant les critiques émises à l'endroit de la loi *McCarran-Walter*, le journal écrit que « there is doubt that it can survive the waves of criticism now beating against it »<sup>125</sup>. Fait intéressant, cet article faisait référence aux répercussions de la loi sur le plan diplomatique en mentionnant que la loi avait été sujette à des plaintes officielles de la part de la Grande-Bretagne, la France, les Pays-Bas et l'Italie<sup>126</sup>. En mars 1953, l'opinion du *Christian Science Monitor* fut plus clairement énoncée. Dans un éditorial intitulé « Immigration and Law », le journal offrit un point de vue favorable à la réforme, mais de façon plus modérée que le *New York Times* :

This newspaper has taken issue with the doctrinaire liberal position that the aim of American immigration policy should be the immediate and total abolition of the system of national origin quotas. We have urged instead that a modification and rationalization of this system could serve to liberalize it without inducing further group tensions in the United States at a time when "anti-foreignism" is already riding high. But that there is need for revision of the McCarran Immigration Act is beyond dispute, as President Eisenhower has recognized. An analysis of present quota figures which has just come to our attention shows the illogic of the McCarran Act's virtual freezing of the 1924 quota levels.<sup>127</sup>

En avril, dans un article sur les réfugiés et les mesures de sécurité contenues dans la loi de 1952, le journal alla plus loin. La dimension symbolique et idéologique était cette fois-ci omniprésente dans l'argumentaire du *Christian Science Monitor*, qui condamna les absurdités de la loi : « Revision and not revolution is the aim. The security of the United States may be better served by upholding the standards of justice on which it was founded than by excluding a proved and ardent anti-Communist because, for three months in 1947, he belonged to the Czech Communist party in the misplaced hope that it would bring better times to his troubled land »<sup>128</sup>. L'article lança même un appel aux « citoyens ordinaires » en avançant que « This is where John Q. Citizen can make his voice heard. Injustice to "one of the least of these my brethren" is injustice to every free American, even though the points at issue may seem remote from the ordinary citizen's concern ». Il est aussi intéressant de noter que la politique d'immigration fut présentée comme symboliquement nuisible pour la

<sup>124</sup> "Pouring It Back", *Time*, Monday, October 27<sup>th</sup> 1952 et "Pouring It On", *Time*, Monday, October 27<sup>th</sup> 1952

<sup>125</sup> "Complete Rewriting of U.S. Immigration Act Proposed", *Christian Science Monitor*, January 2<sup>nd</sup> 1953

<sup>126</sup> *Ibid*

<sup>127</sup> "Immigration and Law", *Christian Science Monitor*, March 11<sup>th</sup> 1953

<sup>128</sup> "Refugees, Immigrants, and John Q. Citizen", *Christian Science Monitor*, April 30<sup>th</sup> 1953

propagande américaine à l'étranger, l'auteur allant même jusqu'à écrire que ces injustices avaient fait plus de tort à la réputation des États-Unis à l'étranger « than the Voice of America can undo with its most persuasive eloquence »<sup>129</sup>.

Entre 1953 et 1957, l'admission des réfugiés s'imposa comme le principal enjeu lié à l'immigration sur la scène nationale<sup>130</sup>. Cependant, le *New York Times*, le *Christian Science Monitor* et le *Time* continuèrent de publier des éditoriaux et des articles traitant du débat entourant la réforme au cours des années cinquante.

Il est intéressant de noter que le *Christian Science Monitor* insista particulièrement sur les enjeux de politique étrangère dans sa couverture du débat. Un article paru en novembre 1955 traitant des conséquences néfastes de la présente loi sur les relations extérieures des États-Unis souligna avec beaucoup de lucidité que « We are no longer able to think of our immigration policies as an isolated question of internal concern alone [...] What we do is watched by the world. It is still another arm of our foreign policy »<sup>131</sup>. Quelques mois plus tard, le *Christian Science Monitor* publia un article étudiant la question du transfert des quotas qui, selon le journal, pourrait aider à répondre aux objectifs de la politique étrangère américaine<sup>132</sup>.

Adoptant un ton plus idéologique, les éditoriaux du *New York Times* continuèrent d'attaquer le *McCarran-Walter Act* :

This is a great country, the wealthiest in the world, in many ways the freest in the world. We have reason for courage and for faith, even in the presence of quite a few thousands of qualified would-be immigrants from other countries [...] We have need of skills that these newcomers might bring, of the courage that many of them have shown in their escape from European tyranny and of their devotion to the principles upon which our Republic has been built<sup>133</sup>.

Cet article daté du 10 février 1956 mentionnait aussi que si l'époque d'une immigration sans limites était révolue, une rationalisation de la loi était cruciale, le système des quotas nationaux ayant émergé de la croyance que certaines races sont supérieures à d'autres et que « This is impossible to argue and hard to prove. The theory doesn't fit into a Federal law for a nation composed of races and mixtures of races gathered from ends of the

<sup>129</sup> « Voice of America » est le service de diffusion radiophonique international du gouvernement américain. Apparu dans les années quarante, VOA est devenu un outil important pour la politique étrangère américaine au début de la Guerre Froide, alors que les États-Unis lui donnèrent un rôle de contrepoids à la propagande soviétique.

<sup>130</sup> Il sera question de la couverture médiatique à ce sujet plus loin.

<sup>131</sup> «Case Favors Immigration Law Changes», *Christian Science Monitor*, November 21<sup>st</sup> 1955

<sup>132</sup> «Refugee Quota Shift Asked», *Christian Science Monitor*, January 14<sup>th</sup> 1956

<sup>133</sup> «The Lamp and the Door», *New York Times*, February 10th 1956

world »<sup>134</sup>. Le quotidien newyorkais réclama également qu'Eisenhower attaque le dossier de la réforme plus fermement, soulignant que « This newspaper has been critical of the Administration's extreme slowness in pushing for any revision of the basic immigration law »<sup>135</sup>.

Campé de l'autre côté du débat, le *Saturday Evening Post* s'opposa vivement à une révision de la politique d'immigration et aux conclusions de la commission Truman. En février 1953, dans un éditorial intitulé « Before attacking immigration law, why not read it », le *Saturday Evening Post* confirma sa préférence pour le statu quo en matière d'immigration en exprimant un point de vue selon lequel « the national-origins system seems to us to pretty well represent the views of the average American on how new arrivals should be distributed among the various emigrating nations »<sup>136</sup>. Notons que la page dédiée aux éditoriaux sur laquelle se retrouvait cet article comprenait une caricature à caractère antiinternationaliste, où un homme vêtu en médecin et représentant l'O.N.U s'adresse à un personnage avec une tête en forme de globe terrestre et un bandage sur lequel est écrit « The Harassed World ». Même s'il n'y avait pas de lien direct entre la caricature et l'article adjacent, il est difficile de ne pas associer le point de vue restrictionniste du *Saturday Evening Post* avec son antiinternationalisme, qui nous renvoie à la thèse de Espenshade et Hempstead selon laquelle il existe un lien entre une attitude restrictionniste par rapport à l'immigration et une perspective isolationniste sur des enjeux internationaux<sup>137</sup>.

Trois ans plus tard, dans un éditorial réagissant aux discussions entourant une révision du *McCarran-Walter Act* en cours au Congrès et intitulé « On Immigration, See G. Washington », le *Saturday Evening Post* réitéra une opinion restrictionniste en se basant cette fois-ci sur des citations de George Washington au sujet de la nécessité de contrôler l'immigration<sup>138</sup>. L'année suivante, le *Saturday Evening Post* publia un éditorial dont le titre exprimait directement son point de vue sur la politique d'immigration : « National origins should be kept in immigration law ». L'article s'inquiéta particulièrement du danger que représentait l'immigration pour l'héritage culturel américain, affirmant que « We must hold fast to our policy so that the cultural characteristics of our population will not be

---

<sup>134</sup> *Ibid*

<sup>135</sup> "Immigration Issue", *New York Times*, October 4th 1956

<sup>136</sup> 21 février 1953, *Saturday Evening Post*, "Before attacking immigration law, why not read it"

<sup>137</sup> Espenshade et Hempstead, *op. cit.*, p. 535-570

<sup>138</sup> "On immigration, see G. Washington", *Saturday Evening Post*, 25 février 1956

materially altered »<sup>139</sup>. Le journal afficha aussi son mépris pour le rapport de la PCIN: « The document was of tremendous propaganda value for the National Committee to Repeal the McCarran Act »<sup>140</sup>.

Deux autres éditoriaux supportant le système des quotas furent publiés à la fin des années cinquante. Le premier, intitulé « What's so "illiberal" and "inhuman" about our immigration requirements? », répondait aux arguments des réformistes en affirmant que l'admission des réfugiés en dehors des quotas représentait une libéralisation amplement suffisante de la politique d'immigration. Le système des quotas nationaux fut vivement défendu à travers l'article, qui en vint à la conclusion que « To open the floodgates of immigration could well depress our standard of living to a dangerous level without making more than a dent on the world problem of overpopulation. It is wrong for us to consider first the interest and welfare of the American people? »<sup>141</sup>. Le dernier article sur l'immigration à paraître dans le *Saturday Evening Post* avant la fin des années cinquante mit l'emphase sur la nécessité de mettre sur pied une « vraie » commission d'enquête pour étudier la possibilité de réformer le *McCarran-Walter Act*, attaquant implicitement la commission Truman<sup>142</sup>.

Le *Reader's Digest*, de son côté, semble se ranger du côté des restrictionnistes dans les années qui suivent l'adoption de la loi de 1952 et le veto de Truman. En mai 1953, le mensuel publia un article signé par le Représentant Francis Walter, coauteur de la loi. Ce choix éditorial peut être révélateur de la position du *Reader's Digest*. Quoi qu'il en soit, Walter y répondait aux critiques du *McCarran-Walter Act* en expliquant que ces attaques non fondées étaient l'œuvre de communistes américains et d'organisations de gauche<sup>143</sup>. Le *Reader's Digest* s'afficha également en faveur d'un contrôle plus strict de l'immigration, si l'on se fie à un article publié en décembre 1956. Cet article, intitulé « The mystery of multiplying sons »<sup>144</sup>, fit l'exposé d'un réseau illégal permettant à des Chinois d'être admis en tant qu'enfants de citoyens naturalisés sous de fausses prétentions.

---

<sup>139</sup> "National origins should be kept in immigration law", *Saturday Evening Post*, 20 avril 1957

<sup>140</sup> *Ibid*

<sup>141</sup> "What's so "illiberal" and "inhuman" about our immigration requirements?", *Saturday Evening Post*, 4 janvier 1958

<sup>142</sup> "Before we weaken the immigrations laws, let's study the facts", *Saturday Evening Post*, 10 octobre 1959

<sup>143</sup> "The Truth about the Immigration Act", *Reader's Digest*, May 1953

<sup>144</sup> "The mystery of multiplying sons", *Reader's Digest*, December 1956

### ***Société civile et groupes d'intérêt***

Historiquement, la politique d'immigration a fait l'objet d'un intérêt continu chez plusieurs groupes issus de la société civile américaine. Et pour cause, sa portée fait en sorte que plusieurs sphères de la société se sentent concernées par les enjeux qu'elle soulève. Des groupes représentant des intérêts et des milieux de toutes sortes ont participé au débat sur l'immigration depuis le tournant du siècle. La plupart des historiens qui ont travaillé sur la politique d'immigration ont intégré à leur trame narrative, à des degrés variables, les positions de différents groupes issus de la société civile. Tel que mentionné en introduction, il est difficile de réunir un corpus de sources permettant d'analyser avec rigueur les positions de ces groupes<sup>145</sup>. La méthodologie proposée dans ce mémoire, qui vise à considérer différentes manifestations de l'opinion publique américaine, serait cependant incomplète sans un examen des positions de certains groupes importants. Pour simplifier cette démarche, il s'agira de dresser un portrait des positions des groupes suivant l'adoption de la loi de 1952 en fonction de la division entre restrictionnistes et libéraux.

Parmi les partisans d'une politique d'immigration restrictive (donc en accord avec le *McCarran-Walter Act*), on retrouvait des groupes traditionnellement opposés à l'ouverture du « *golden gate* ». Par exemple, les groupes à vocation patriotique comme l'*American Legion* et les *Daughters of the American Revolution* (D.A.R.) ont activement défendu le système des quotas nationaux avant et après l'adoption de la loi. Illustrant une fois de plus l'idée qu'il existe une corrélation entre des opinions isolationnistes et restrictionnistes, un article du *Christian Science Monitor* faisant le bilan du congrès annuel du D.A.R. en 1952 rapporta que « *The Daughters of the American Revolution has made its policy clear on some of the major issues of international and domestic affairs, passing resolutions in opposition to world government, the genocide treaty, and calling for stricter control of immigration* »<sup>146</sup>. À la liste de groupes favorables au système des quotas nationaux figuraient aussi l'*American Federation of Labour*, l'*American Farm Bureau*, les agriculteurs du Sud et de l'Ouest, et les groupes de vétérans de guerre<sup>147</sup>.

L'*American Federation of Labour* est un cas de figure intéressant, dans la mesure où si l'organisation syndicale avait historiquement affiché son appui au système des quotas,

---

<sup>145</sup> Rappelons que pour examiner les positions des différents groupes durant la période, des ouvrages sur la politique d'immigration, le rapport *Whom We Shall Welcome*, ainsi que des sources tirées des médias écrits ont été utilisés.

<sup>146</sup> «DAR Hits World Government; Asks Stricter Alien Control», *Christian Science Monitor*, April 17<sup>th</sup> 1952

<sup>147</sup> Tichenor, *op. cit.*, p.194

sa position changea suite à sa fusion avec le C.I.O. en 1955. Comme le souligne Daniel Tichenor, « the AFL backed emergency refugee relief but parted with liberal reformers on the subject of permanent quota restrictions, choosing instead to support the postwar immigration agenda of conservative isolationists like McCarran. Yet even before its merger with the CIO, key factions within the AFL embraced a liberalization of the existing policy regime »<sup>148</sup>.

Malgré les critiques que l'on peut émettre à l'endroit de la commission Truman, force est de constater qu'il semblait effectivement y avoir une proportion importante de la société civile qui favorisait une libéralisation de la politique d'immigration américaine. Sans exception notable, les représentants de toutes les confessions religieuses se rangeaient dans cette catégorie (les juifs et les catholiques étant les plus actifs), tout comme la plupart des groupes d'appartenance nationale (les Italiens et les Européens de l'Est, entre autres). De ce côté du débat sur l'immigration, on retrouvait également le C.I.O. (AFL-CIO à partir de 1955), organisation qui avait historiquement compté beaucoup d'immigrants dans ses rangs, et les grands industriels employant une main-d'œuvre non spécialisée, en raison du potentiel en main-d'œuvre bon marché que représentait l'immigration. Notons que si les agriculteurs du Sud et de l'Ouest ont été mentionnés comme des partisans du système des quotas nationaux, Tichenor fait remarquer qu'ils étaient par contre favorables à une augmentation du nombre d'immigrants admis, notamment en raison de la question de la main d'œuvre mexicaine. Dans le camp des réformateurs libéraux, on retrouvait également les organisations de défense des droits de la personne et les groupes de lutte pour les droits civiques, dont le NAACP. Notons aussi l'opposition au *McCarran-Walter Act* d'une majorité de représentants des milieux académiques, et de l'*American Academy of Arts and Sciences*, qui critiquèrent activement les mesures sécuritaires incluses dans la loi<sup>149</sup>.

### **Analyse : une division claire**

À la lumière de cet aperçu des indicateurs de l'opinion publique, on remarque que quoi qu'en pense la commission présidentielle sur l'immigration et la naturalisation, il n'existe pas de « consensus populaire » autour de l'idée que la loi *McCarran-Walter* doit être remplacée dans les années qui suivent son adoption. Au contraire, la politique d'immigration est un sujet qui divise la société américaine. Sur ce point, les sondages

---

<sup>148</sup> *Ibid*, p.204

<sup>149</sup> "McCarran's Curtain", *Time*, Monday, October 27<sup>th</sup> 1952

d'opinion sont probants, et même s'ils révèlent aussi que seul un quart des Américains peuvent identifier le *McCarran-Walter* trois ans après son adoption, d'autres indicateurs nous laissent croire que la politique d'immigration est un enjeu qui soulève les intérêts et les passions dans la sphère publique américaine. La participation de la société civile au débat et l'intérêt des médias en font foi.

Au niveau des médias, la division est claire entre le point de vue des publications à tendance libérale et celui des publications à tendance conservatrice. Au-delà de la catégorisation entre « libéral » et « restrictionniste », la façon de présenter la politique d'immigration et ses enjeux varie d'un côté et de l'autre du débat. Les éditoriaux et articles qui attaquent la loi et qui se montrent favorables à une libéralisation mettent de l'avant des enjeux liés à la politique étrangère et à la Guerre Froide, tout en présentant la libéralisation de la politique d'immigration comme une question de respect des valeurs et principes américains. Ils entretiennent un discours fortement idéologisé, qui puise dans la rhétorique et la symbolique américaines. Ceux qui affichent une attitude restrictionniste et défendent le statu quo offrent une perspective bien différente dans leur couverture du débat sur la politique d'immigration. Aux arguments traditionnels, comme celui de la nécessité de préserver la cohésion nationale sur le plan culturel, s'ajoutent des arguments adaptés au contexte de l'époque, comme la sécurité face au danger de subversion que représente l'immigration. Ainsi, on constate que la couverture médiatique reflète bien la dynamique du débat dans le milieu politique, où des positions doctrinaires se confrontent.

En regard de la problématique, il est particulièrement intéressant de constater qu'il existe une corrélation directe entre la façon de percevoir le *McCarran-Walter Act* et la façon de considérer le rôle de la politique d'immigration dans le contexte de la Guerre Froide. Les restrictionnistes ont une perception plus axée sur les enjeux de politique interne tandis que les réformateurs sont plus enclins à envisager la politique d'immigration au niveau de ses implications sur le plan international. Est-ce que cette observation est représentative de la façon dont les libéraux et les conservateurs (au sens classique du terme) appréhendent la Guerre Froide de leur côté respectif? Il s'agit là d'une piste de réflexion intéressante.

À la lumière des indicateurs étudiés, il faut constater que le débat sur la politique d'immigration est un objet de division au sein de la société américaine au lendemain du passage du *McCarran-Walter Act*. La Guerre Froide a certainement un impact décisif dans

le débat sur la politique d'immigration, mais l'importance à accorder aux enjeux domestiques et internationaux qu'elle soulève est une question qui ne fait pas l'unanimité.

À partir du milieu des années cinquante, certains événements viendront influencer la façon dont la politique d'immigration est perçue par les décideurs politiques et par l'opinion publique. De nouveaux facteurs liés à l'évolution du contexte international, à commencer par l'importance grandissante des réfugiés dans la dynamique du conflit entre le bloc soviétique et les États-Unis, vont créer un *momentum* en faveur des réformistes libéraux, qui passeront à l'offensive dans le débat.

### **3. Le pouvoir de parole et les réfugiés du communisme : la Guerre Froide idéologique au cœur du débat sur l'immigration**

Si la prise de conscience fut graduelle, la loi de 1952 ayant très peu contribué à internationaliser la législation américaine, l'évolution de la dynamique de la Guerre Froide rendit de plus en plus de politiciens et membres du gouvernement conscients de l'impact de la politique d'immigration sur la diplomatie. Une politique de fermeture discriminatoire sur le plan ethnique pouvait ternir l'image des États-Unis à l'étranger, tandis qu'une politique généreuse universaliste pouvait devenir un outil de politique étrangère important sur le plan symbolique. Comme le souligne Zolberg, « in the wake of the assumption by the United States of responsibilities incumbent upon its leadership role in the incipient Cold War, state interests assumed unprecedented importance in the determination of immigration policy as Washington found it necessary to provide entries in order to carry out its foreign policy objectives »<sup>150</sup>. L'admission des réfugiés, et plus particulièrement des personnes fuyant les régimes du bloc soviétique, est l'exemple le plus représentatif de cette idée.

Il est nécessaire de souligner que les mesures à l'endroit des réfugiés qui furent adoptées dans les années cinquante et soixante ne s'expliquent pas uniquement par l'intérêt porté par le gouvernement américain pour la question. D'une part, les coalitions pro-réfugiés formées par des groupes d'intérêt nationaux, des organismes humanitaires et des lobbies politiques devinrent de plus en plus organisées et actives dans la promotion de mesures plus généreuses à l'endroit des réfugiés au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale<sup>151</sup>. D'autre part, une série de crises internationales contribuèrent à accélérer le flot de réfugiés, mais surtout à faire des réfugiés un enjeu symbolique et stratégique de

---

<sup>150</sup> Zolberg, *op. cit.*, p. 294

<sup>151</sup> Loescher et Scanlan, *op. cit.*, p. xvi

premier plan dans la dynamique de la Guerre Froide. Avant d'aborder la gestion du phénomène des réfugiés par le gouvernement américain, il convient de procéder à un survol historiographique des différentes interprétations de la relation entre réfugiés et politique étrangère.

### ***Réfugiés et politique étrangère dans l'historiographie***

La volonté de part et d'autre d'éviter une confrontation directe fit en sorte que la rivalité entre l'URSS et les États-Unis fut canalisée vers des sphères de compétition non militaires qui, comme l'explique l'historien Kenneth Osgood, « increasingly revolved around the symbolic dimensions of national power and progress »<sup>152</sup>. L'importance des réfugiés (et de la politique d'immigration américaine en général) dans la Guerre Froide s'explique donc par le caractère très idéologique du conflit, et par la place de la propagande dans la dynamique de la Guerre Froide.

Les contradictions entre la politique d'immigration américaine et les idéaux professés par les États-Unis représentaient une cible de choix pour la propagande soviétique. Un rapport du Département d'État émis en 1958 expliqua que

Racial discrimination in the United States on public opinion abroad is definitely adverse to our interests [...] It clearly results to some extent in the weakening of our moral position as the champion of freedom and democracy, and in the raising or reinforcing of doubts to the sincerity and strength of our professions of concern for the welfare of others, particularly in the non-white world. Moreover, it provides a solid target for anti-American propaganda.<sup>153</sup>

De plus en plus d'Américains devinrent conscients des implications internationales de la politique d'immigration, à l'instar du dossier des relations raciales. Dans le cadre de la crise de Little Rock en 1957<sup>154</sup>, un citoyen remarqua dans une lettre envoyée au Gouverneur de l'Arkansas que ce dossier « [was] furnishing the Communists with priceless propaganda

<sup>152</sup> Kenneth Osgood, *Total Cold War: Eisenhower's Secret Propaganda Battle at Home and Abroad*. Lawrence, Kansas, University Press of Kansas, 2006, p.33

<sup>153</sup> Cité par Michael L. Krenn, « Unfinished Business : Segregation and U.S. Diplomacy at the 1958 World's Fair », *Diplomatic History*, Vol. 20, No. 4 (Automne 1996), p. 591

<sup>154</sup> Événement marquant de l'histoire de la lutte pour les droits civiques, la crise de Little Rock en 1957 fait référence à la situation causée par le refus du Gouverneur de l'Arkansas Orval Faubus de laisser entrer un groupe de jeunes étudiants afro-américains inscrits au *Little Rock Central High School*, en dépit de l'arrêt *Brown vs Board of Education*. La crise nécessita l'intervention du Président Eisenhower et elle fut fortement médiatisée.

material and hurting our standing with Asian and African countries »<sup>155</sup>, observation qui aurait aussi pu s'appliquer au problème du système des quotas nationaux.

Face à cette situation, le flot de réfugiés du rideau de fer donnait l'occasion aux États-Unis de contre-attaquer sur le plan symbolique en ouvrant les bras à ces « victimes du communisme ». Comme l'explique Zolberg, « Providing asylum to the victims of one's enemies was consistent with the imperatives of *realpolitik* in that it demonstrated the antagonist's evil ways and undermined its legitimacy »<sup>156</sup>.

Il y a certainement une dimension humanitaire dans les mesures d'accueil et le traitement des réfugiés politiques, mais les critères de sélection des personnes qui ont pu trouver asile aux États-Unis n'ont pas été impartiaux. Durant la Guerre Froide, on peut argumenter que les politiques de réfugiés ont presque exclusivement été formulées autour de considérations stratégiques découlant des dynamiques du système politique international. À travers leur ouvrage, Loescher et Scanlan démontrent comment, au-delà de la rhétorique, les États-Unis ont établi un double standard dans le traitement des réfugiés, ignorant les réfugiés « stratégiquement insignifiants »<sup>157</sup>. Une clause du *Migration and Refugee Assistant Act* de 1962<sup>158</sup> illustre clairement cette idée : « le président désigne par classe, groupe, ou en fonction de leurs pays d'origine ou zone de résidence les personnes qui peuvent prétendre à cette aide, s'il considère qu'une telle aide peut contribuer à la défense, à la sécurité ou aux intérêts de politique étrangère de la nation »<sup>159</sup>.

Daniels propose de distinguer deux attitudes face au phénomène des réfugiés dans l'après-guerre. D'une part, il y a le phénomène de « *conscience immigration* », qui s'étend de 1945 à 1952, période durant laquelle Truman affirma la responsabilité morale des États-Unis vis-à-vis des réfugiés de la Deuxième Guerre Mondiale. Le *Displaced Persons Act* est une manifestation de cette attitude. À partir de 1952, et ce jusqu'en 1965, on assiste plutôt à la « *Cold War immigration* », qui se caractérise par une vision répondant davantage à des impératifs stratégiques.

Pour sa part, David W. Haines ne fait pas cette distinction. Il croit que les États-Unis ont été concernés par les *displaced persons* à partir du moment où les relations avec

<sup>155</sup> William Ross, cité par Mary L. Dudziak, *Cold War Civil Rights: Race and the Image of American Democracy*. Princeton, NJ / Chichester, Princeton University Press, 2002, p.121

<sup>156</sup> Zolberg, *op. cit.*, p.18

<sup>157</sup> L'exclusion des Haïtiens et des Salvadoriens est à leurs yeux particulièrement révélatrice de l'attitude des États-Unis face aux réfugiés « stratégiquement insignifiants ».

<sup>158</sup> Cette mesure visait essentiellement à venir en aide aux réfugiés cubains, dont il sera question dans le chapitre III.

<sup>159</sup> Mario Menéndez, *Cuba, Haïti, et l'interventionnisme américain*, Paris, CNRS Histoire, 2005, p. 99

l'URSS se sont envenimées. « The ideological reaction against communism that underlay assistance to DPs was to be the backbone of the U.S. refugee program for the next three decades »<sup>160</sup>.

Se référant à la théorie des relations internationales, Keith Fitzgerald croit que les mesures à l'endroit des réfugiés sont modelées par le réalisme.

The United States prefers those fleeing its stated enemies over equally deserving refugees from friendly regimes. Such a policy, and the centrality of refugee policy generally, fits the realist outlook on policy. Family reunification schemes may plausibly be interpreted in the same light. They may be at least partly explicable in terms of the state's view that adjusting refugees to the United States for symbolic and practical purposes is the appropriate course.<sup>161</sup>

En effet, la dimension idéologique de ces mesures et leur tendance à établir un double standard vis-à-vis des personnes persécutées illustrent la volonté de l'État d'utiliser les réfugiés politiques pour répondre aux objectifs de sa politique étrangère. L'admission de réfugiés politiques fait plus spécifiquement appel aux considérations stratégiques par rapport à la politique d'immigration au sens large à laquelle, selon Fitzgerald, d'autres approches peuvent s'appliquer.

De son côté, John Higham propose de nuancer la vision d'un apparent consensus entourant l'accueil des réfugiés chez les décideurs politiques : « After 1945, as the Cold War mounted, it revived the old wish to provide asylum for the oppressed; but it also quickened fears of disloyalty. The former predominated in the Displaces Persons Act; the latter culminated in the McCarran Acts »<sup>162</sup>. Ce point de vue fait ressortir l'idée que les politiques de réfugiés n'ont pas complètement ignoré les considérations domestiques au profit des intérêts stratégiques.

Zolberg, dans le chapitre d'un ouvrage collectif sur la relation entre immigration et politique étrangère, adopte une perspective historique plus large sur le phénomène des réfugiés aux États-Unis. Pour lui, la politisation des réfugiés, des débuts de la République à nos jours, n'est pas une coïncidence. « Across a span of two centuries, the issues involved share a family resemblance, stemming from a linkage between distinct orientations to domestic politics, foreign policy, and judgments concerning the nature of confrontations abroad and, thereby, of the merits of its antagonists »<sup>163</sup>. Ce point de vue fait ressortir les

<sup>160</sup> David W. Haines, « Refugees », dans Mary C. Walters et Reed Ueda (éd.), *The New Americans, A Guide to Immigration since 1965*, Cambridge, Harvard University Press, 2007, p. 56-57

<sup>161</sup> Fitzgerald, *op. cit.*, p. 51

<sup>162</sup> John Higham, *Send These to Me: Immigrants in Urban America*, Baltimore, Atheneum, 1984, p. 61

<sup>163</sup> Aristide R. Zolberg, « The Roots of U.S. Refugee Policy », dans Tucker, Keely et Wrigley, *op. cit.*, p.99

éléments de continuité dans la façon dont les États-Unis ont traité le phénomène des réfugiés politiques à travers leur histoire, au-delà des enjeux spécifiquement liés à la Guerre Froide.

### ***Réfugiés du communisme et « freedom fighters »***

Expliquant le rôle joué par Truman, Eisenhower, Kennedy et Johnson dans la réforme de l'immigration, Tichenor fait remarquer que chacune de ces administrations voyait d'un mauvais œil les limites que la législation plaçait sur la possibilité d'accueillir des réfugiés dans le but de répondre aux intérêts de politique étrangère. Les critiques du *McCarran-Walter Act* considéraient que la question des réfugiés était intrinsèquement liée à celle de la politique d'immigration dans son ensemble : « Especially galling to White House internationalists were the barriers that national origins quotas placed on providing haven to those escaping communist regimes behind the Iron Curtain »<sup>164</sup>.

Dans cette optique, la Guerre Froide va créer la nécessité d'augmenter le pouvoir décisionnel de l'exécutif en matière d'immigration pour mieux répondre aux impératifs stratégiques des États-Unis. Introduit dans le *McCarran-Walter Act*, le pouvoir discrétionnaire de l'exécutif lié à l'admission des réfugiés (ou « *parole power* ») sera graduellement institutionnalisé. Les dimensions externes et internes de l'évolution de la fonction de président durant la Guerre Froide sont, pour Tichenor, interactives : « The Cold War gave the U.S. presidency unprecedented clout over foreign policy *as well as* domestic initiatives framed as efforts to influence global affairs »<sup>165</sup>.

Durant la campagne présidentielle de 1952, Eisenhower s'était attaqué au *McCarran-Walter Act* et avait promis de réparer les injustices causées par la loi. Timide dans son effort pour accélérer la réforme, Eisenhower fut plus enclin à entreprendre des mesures pour admettre des réfugiés. En 1953, il fit pression sur le Congrès afin que celui-ci adopte le *Refugee Relief Act*, qui visait à émettre 214 000 visas supplémentaires (en dehors des quotas) pour des réfugiés, « *escapees* » et « *German expellees* ». La définition rattachée au terme « *escapee* » incluse dans la loi fut illustrative de l'empreinte de la Guerre Froide sur le dossier des réfugiés<sup>166</sup> :

---

<sup>164</sup> Tichenor, *op. cit.*, p. 178

<sup>165</sup> *Ibid*

<sup>166</sup> Notons que dans le cadre de ce mémoire, ces « *escapees* » sont plutôt désignés comme des « réfugiés du communisme ».

“Escapee” means any refugee who, because of persecution or fear of persecution on account of race, religion, or political opinion, fled from the Union of Soviet Socialist Republics or other Communist, Communist-dominated or Communist-occupied area of Europe including those parts of Germany under military occupation by the Union of Soviet Socialist Republics, and who cannot return thereto because of fear of persecution on account of race, religion or political opinion.<sup>167</sup>

Avec le *Displaced Person Act*, les États-Unis, qui dans l’entre-deux-guerres avaient refusé d’ouvrir leurs portes, ont évolué vers une attitude plus généreuse en raison de pressions internes et parce que l’admission des réfugiés était devenue un outil de la politique étrangère. Cependant, c’est davantage le *Refugee Relief Act* de 1953 qui apposa le sceau de la Guerre Froide sur la politique à l’endroit des réfugiés<sup>168</sup>. À partir de cette loi, les mesures d’admission des réfugiés furent presque exclusivement déterminées par les impératifs de la politique étrangère américaine, alors que de plus en plus de personnes commencèrent à fuir les régimes du bloc soviétique.

Il est important de noter que cette loi faisait en sorte que les réfugiés non européens étaient désormais éligibles<sup>169</sup>. Des visas furent émis pour 2000 Palestiniens, 3000 réfugiés « indigenous to the Far East », et 2000 réfugiés « of Chinese ethnic origin »<sup>170</sup>. Notons que dans le cadre des quotas prévus par la loi de 1952, les Palestiniens et les Chinois recevaient 100 et 105 visas respectivement.

La répression par l’armée soviétique de la révolte hongroise d’octobre 1956 sera la première crise internationale en lien avec la Guerre Froide à marquer l’évolution de la politique d’accueil des réfugiés des États-Unis. Le 4 novembre 1956, l’armée soviétique entra avec force en Hongrie pour renverser le gouvernement révolutionnaire et antistalinien d’Imre Nagy. Porté au pouvoir à peine une semaine plus tôt sous l’impulsion populaire, Nagy avait introduit le multipartisme et annoncé le retrait de la Hongrie du Pacte de Varsovie. Entre le 3 novembre 1956 et la mi-février 1957, environ 200 000 Hongrois quittèrent le pays, se réfugiant pour la plupart de l’autre côté des frontières autrichiennes et yougoslaves.

Cet épisode représenta une opportunité extraordinaire pour la propagande américaine. Non seulement les abus de l’URSS étaient-ils exposés au monde entier, mais

---

<sup>167</sup> « Refugee Relief Act of 1953, U.S. Statutes at Large, Public Law 203, Chp. 336, p. 400-407

<sup>168</sup> Zolberg, *op. cit.*, p. 106

<sup>169</sup> Il sera plus abondamment question des réfugiés du Tiers-Monde dans le troisième chapitre.

<sup>170</sup> Daniels, *op. cit.*, p. 125

l'admission des « *freedom fighters* »<sup>171</sup> s'imposa comme un moyen de démontrer la supériorité morale des États-Unis. L'administration Eisenhower comprit rapidement le potentiel symbolique de cet événement, et elle se pressa d'utiliser le « pouvoir de parole » pour admettre des réfugiés hongrois, étant donné le quota annuel de la Hongrie prévu par la loi de 1952 était de 865. Des 200 000 Hongrois qui fuirent le pays, les États-Unis en acceptèrent au bout du compte plus de 38 121, soit le plus haut total pour un seul pays (suivi de près par le Canada, avec environ 37 000)<sup>172</sup>.

### ***Les réfugiés dans les sondages d'opinion publique***

À partir de 1948, le déclenchement de la Guerre Froide entraîna une transformation dans la façon dont les sondeurs nationaux abordèrent la question des réfugiés. La référence aux réfugiés du communisme fut introduite, ce qui eut une influence tangible sur l'évolution de l'opinion publique, surtout après le passage du *McCarran-Walter Act*.

En novembre 1952, la différence d'opinion à l'égard des personnes issues de pays communistes par rapport aux Européens en général est, à l'instar du sondage d'avril 1952, clairement observable. Seulement 30% des répondants s'affichèrent en faveur de l'admission de 300 000 Européens dans les trois prochaines années (64% contre), tandis que 51% du même échantillon dirent approuver que « people who have escaped from the Communist countries in eastern Europe, in order to come over to our side » puissent s'installer aux États-Unis et devenir citoyens (42% contre)<sup>173</sup>. Le fait qu'il n'ait pas été question du nombre de réfugiés admis dans le second énoncé peut expliquer cette différence dans l'opinion publique, mais seulement partiellement. En effet, un sondage de mai 1953 proposant un nombre proche de celui qui fut avancé en novembre 1952 confirme que les Américains étaient plus favorables à accueillir des immigrants lorsqu'il s'agissait de personnes issues de pays sous contrôle communiste :

As you know, there are many people in Europe who have left their own homes because their countries were taken over by the communists. President Eisenhower has asked Congress for a special law, to admit 240,000 of these refugees into the United States over the next two years. Do you approve or disapprove of this idea?<sup>174</sup>

47% Approve

48% Disapprove

5% Don't know

<sup>171</sup> Terme désignant des personnes habitant des pays sous contrôle soviétique qui se rebellent contre le régime.

<sup>172</sup> Lescher et Scanlan, *op. cit.*, p.50-52

<sup>173</sup> Foreign Affairs Survey [November, 1952]

<sup>174</sup> Foreign Affairs Survey [May, 1953]

Au cours des années cinquante, alors que le flot de réfugiés du communisme prit de l'ampleur, les sondages nationaux continuèrent de révéler que l'opinion publique américaine était plutôt favorable à l'idée de recevoir cette catégorie d'immigrants. Un taux d'approbation (à l'admission de réfugiés du communisme) de 52% fut enregistré en avril 1955 (42% contre)<sup>175</sup>.

En novembre 1956, dans la foulée de la révolte hongroise d'octobre, il fut question des réfugiés hongrois :

Five thousand refugees from Hungary are being admitted to the United States. If you have room would you be willing to have one or more of the refugees from Hungary stay in your house for a few months or until such a time as this person could be on his or her own?<sup>176</sup>

La moitié des répondants se montrèrent ouverts à abriter un ou plusieurs réfugiés chez eux, 35% s'y opposant. Puis, en septembre 1957, on demanda aux Américains « Do you feel that the United States is letting in too many refugees from Hungary, about the right number, or not enough? »<sup>177</sup>. À l'instar du sondage de novembre 1956, les résultats à cette question révélèrent que les « *freedom fighters* » jouissaient d'une image plutôt positive dans l'opinion publique :

Not enough 11%                      About right 48%                      Too many 34%                      Don't know 7%

Dans l'ensemble, les résultats de ces sondages portant sur la question des réfugiés représentent un autre indicateur de la libéralisation progressive de l'opinion publique américaine vis-à-vis l'immigration, et de l'impact des enjeux de la Guerre Froide sur cette évolution.

### ***Les réfugiés dans les médias écrits***

Tel que mentionné précédemment, l'intérêt des médias écrits pour l'admission des réfugiés s'intensifia entre 1953 et 1957. Si le point de vue des différentes publications sur la question des réfugiés s'accordait souvent avec leurs opinions concernant la politique d'immigration au sens large, certaines exceptions indiquent la particularité de cet enjeu.

<sup>175</sup> Foreign Affairs Survey [April, 1955]

<sup>176</sup> NORC, Roper Center, November 1956

<sup>177</sup> Gallup Poll (AIPO) [September, 1957]

Il n'est pas surprenant de constater que le *New York Times*, le *Christian Science Monitor* et le *Time* appuyèrent les efforts du Président Eisenhower matière d'accueil des réfugiés. Le *Christian Science Monitor* affirma que le *Refugee Relief Act* de 1953 (qui autorisa l'admission de 240 000 réfugiés) « represents the administration's effort to honor the obligations it has assumed by its own propaganda policy. That policy has held out to the persecuted in Iron Curtain countries the picture of a free America cooperating with other free nations to make a world safe to live in »<sup>178</sup>. S'affichant en faveur de cette loi, le *Time* critiqua les restrictionnistes du Congrès pour leurs tentatives de compliquer les procédures d'admission des réfugiés dans un article paru en juillet 1955<sup>179</sup>. Le *New York Times* alla même jusqu'à critiquer Eisenhower pour ses mesures trop timides dans ce dossier. Le quotidien mit également en lumière les failles du *Refugee Relief Act*, perçu comme étant au mieux une mesure palliative<sup>180</sup>.

Suite à la révolte hongroise, les médias écrits s'intéressèrent activement au phénomène des réfugiés hongrois. Ils mirent en relief l'apport de ce nouvel enjeu dans l'évolution du débat sur l'immigration, ce qui contribue à démontrer l'influence des considérations liées à la Guerre Froide dans la sphère publique. Le *New York Times*, par exemple, souligna que sous l'impulsion de la révolte hongroise, l'administration Eisenhower avait démontré un intérêt renouvelé pour la question des réfugiés et de la politique d'immigration en général<sup>181</sup>. L'idée que cet événement créait un sentiment d'urgence en faveur de la réforme fut réitérée en février 1957 par le quotidien new-yorkais : « What that situation has done is to dramatize some essential weakness in our whole system of immigration control. What is at issue now is not merely what we are to do about Hungarians who are trying to escape Communist tyranny, but what we propose to do about making our immigration laws intelligible, humane, practicable and, most importantly, up to date »<sup>182</sup>.

Un article du *Christian Science Monitor* paru le même mois abonda en ce sens, affirmant d'emblée que le problème des réfugiés hongrois avait aidé à dramatiser la

---

<sup>178</sup> "Deserving Refugees", *Christian Science Monitor*, July 7th 1953

<sup>179</sup> "New Chance in Life", *Time*, July 25<sup>th</sup> 1955

<sup>180</sup> "Refugee Relief?", *New York Times*, January 2<sup>nd</sup> 1955, "Revising the M'Carran Act", *New York Times*, November 22<sup>nd</sup> 1955, "The Lamp and the Door", *New York Times*, February 10<sup>th</sup> 1956, "Immigration Issue", *New York Times*, October 4<sup>th</sup> 1956

<sup>181</sup> "Target: M'Carran Act", *New York Times*, January 3<sup>rd</sup> 1957

<sup>182</sup> "Immigration Law Revision", *New York Times*, February 2<sup>nd</sup> 1957

politique d'immigration américaine et la controverse autour de la loi<sup>183</sup>. L'article expliqua que l'enjeu implicite était de rendre la législation plus adaptable aux intérêts américains en matière de politique étrangère. Le *Christian Science Monitor* présenta également la révolte hongroise comme « an event of tremendous significance » dans l'évolution de la Guerre Froide.

Appuyant lui aussi les mesures d'accueil entreprises par l'administration vis-à-vis des réfugiés hongrois, le *Time* critiqua les manœuvres des restrictionnistes visant à obstruer ces démarches. Dans un éditorial d'août 1957, il avança l'idée selon laquelle l'admission des réfugiés hongrois était, à l'instar d'une libéralisation de la législation dans son ensemble, une question d'image pour les États-Unis :

In the warm afterglow of the Hungarian revolution, President Eisenhower laid U.S. prestige on the line by urging Congress to increase the annual number of immigrants to the U.S. from about 155,000 to about 190,000. He also laid U.S. good faith on the line—to the cheers of Congressmen and editorial writers—by admitting 24,600 Hungarian refugees to the U.S. “on parole,” with the tacit understanding that legislation to grant them permanent visas would come later.<sup>184</sup>

De son côté, le *Saturday Evening Post* réclama une approche prudente à l'égard des réfugiés. Critique des abus liés au « pouvoir de parole » présidentiel, le journal expliqua que « America welcomes today, as it always has, those who will make good citizens. But we fail to see any sense in weakening or disparaging the organization and machinery which alone keep the nation from being swamped by the unfit and the undesirable »<sup>185</sup>. L'argumentaire y était typiquement restrictionniste, mettant l'accent sur le danger de bouleversement de l'ordre social en général, et de la composition culturelle de la nation américaine en particulier.

Pour sa part, le *Reader's Digest* publia en janvier 1957 un article plutôt favorable aux réfugiés, ce qui allait à contre-courant de la tendance observée précédemment. Dans un article ayant pour titre « Our Newest Americans -- Fugitives from Nazi and Communist Oppression »<sup>186</sup>, le *Reader's Digest* rendit hommage aux personnes qui avaient fui le nazisme et le communisme pour s'installer aux États-Unis. L'héritage de cette immigration

---

<sup>183</sup> U.S. Immigration Policy, *Christian Science Monitor*, February 27<sup>th</sup> 1957

<sup>184</sup> “Let it Go Hang”, *Time*, Monday, August 26<sup>th</sup> 1957

<sup>185</sup> “Who said McCarran law bars refugees?”, *Saturday Evening Post*, 19 janvier 1957

<sup>186</sup> “Our Newest Americans -- Fugitives from Nazi and Communist Oppression”, *Reader's Digest*, January 1957

fut mis en valeur à travers l'article, qui proposa une liste d'artistes, de scientifiques et d'écrivains célèbres qui s'étaient installés au pays dans les années trente et quarante.

***Analyse : les réfugiés dans le débat sur l'immigration, une tendance spécifique?***

Pour aborder cette deuxième sous-période, il semblait approprié de traiter de l'opinion publique au sujet des réfugiés de façon isolée, et ce, pour deux raisons. D'une part, on observe une nette transition dans la manière dont l'immigration s'impose comme objet de débat dans la sphère publique américaine à partir du milieu des années cinquante, où la polémique autour du *McCarran-Walter Act* est remplacée à l'avant-scène par la question des réfugiés. Des événements internationaux agissant sur le flot de réfugiés, et s'inscrivant dans le contexte de la Guerre Froide, feront en sorte que les États-Unis devront ajuster leur politique aux objectifs de leur politique étrangère. D'autre part, la question des réfugiés est la plus apte à faire l'objet d'un consensus, puisqu'elle fait appel à d'autres facteurs que ceux qui prévalent dans le débat sur la politique d'immigration au sens large, notamment une plus grande sympathie à l'endroit des réfugiés par rapport aux autres types d'immigrants. Les résultats des sondages nationaux et la couverture médiatique permettent de constater la spécificité de la question des réfugiés dans la sphère publique.

Au niveau des sondages, on observe que l'admission des réfugiés est perçue beaucoup plus favorablement que celle des immigrants en général. Ce constat est encore plus concluant lorsqu'il est question des réfugiés du communisme, cette situation étant analogue à celle qui fut observée dans le premier chapitre. On note que la proportion d'Américains qui ont une perception positive des réfugiés est similaire à la sous-période précédente, oscillant entre 40% et 50%, quoiqu'une légère augmentation ait été observée.

D'un autre côté, l'influence des réfugiés du communisme dans l'évolution de la couverture médiatique est tranchante. En effet, plusieurs publications s'affichent en faveur de l'admission des réfugiés, certaines d'entre elles allant jusqu'à exiger que le gouvernement ait un rôle plus actif dans la gestion de ce dossier. La tendance pro-réfugiée des médias écrits est également observable via l'image très positive des réfugiés que plusieurs d'entre eux projettent. Sur ce point, le *Reader's Digest* est un exemple intéressant de la particularité de la question des réfugiés : la couverture du débat sur le *McCarran-Walter Act* favorise un point de vue restrictionniste, mais les réfugiés des régimes totalitaires sont perçus comme représentant une contribution importante à la société américaine. Dans *Calculated Kindness*, Loescher et Scanlan affirment d'ailleurs que les coalitions pro-

réfugiées dépendirent lourdement sur une couverture médiatique sympathique aux réfugiés<sup>187</sup>. Seul le *Saturday Evening Post* est sceptique à l'idée d'admettre des réfugiés, fidèle à la tendance des restrictionnistes à délaissier les considérations de politique étrangère au profit d'arguments « culturels ».

Au-delà de la sympathie à l'endroit des réfugiés, facteur qui n'est pas contextuel, il est nécessaire d'analyser cette attitude sous l'angle des enjeux de la Guerre Froide. Effectivement, beaucoup d'articles et d'éditoriaux mettent en relief l'importance symbolique et stratégique des réfugiés, particulièrement suite à la révolte hongroise d'octobre 1956. Il semble donc que la parution de l'article du *Reader's Digest* (sorte d'hommage à la contribution des réfugiés qui se sont installés aux États-Unis) en pleine crise des réfugiés hongrois ne soit pas le fruit du hasard. Il est intéressant de remarquer que certains médias s'étant opposés au *McCarran-Walter Act* ont souligné, dans leur couverture du dossier des réfugiés du communisme, que ces derniers ont contribué à mettre en relief, voire dramatiser, les implications internationales de la politique d'immigration, et à implanter un sentiment d'urgence autour de la réforme

Il faut aussi noter l'influence de la propagande du gouvernement américain, qui s'inscrit directement dans la dynamique de la Guerre Froide, sur la façon dont les réfugiés du communisme sont perçus dans la sphère publique. Pour s'assurer l'appui populaire, il était nécessaire de rendre les Américains conscients de l'importance des réfugiés dans le conflit. Ainsi, ce dossier s'inscrivait dans la logique de la propagande américaine, soit « any action taken to influence public opinion or to advance foreign policy interests by non military term »<sup>188</sup>. L'utilisation terme « *freedom fighter* » est un exemple révélateur de la place de l'idéologie dans le discours du gouvernement américain au sujet des réfugiés.

Il semble que l'attitude favorable du public américain à l'égard des réfugiés du communisme soit due à la fois à des considérations humanitaires et à une compréhension de leur importance dans la dynamique de la Guerre Froide. Quoi qu'il en soit, le discours fortement idéologisé soutenant l'admission de ces réfugiés contribue à créer un climat plus favorable à la révision du *McCarran-Walter Act*, dans le milieu politique comme dans la sphère publique. Au début des années soixante cependant, le débat sur l'immigration est marqué par l'émergence d'une série de nouveaux facteurs internationaux et internes. Ceux-ci seront explorés dans le prochain chapitre.

---

<sup>187</sup> Loescher et Scanlan, *op. cit.*

<sup>188</sup> Osgood, *op. cit.*, p.34

**III. VERS UN CONSENSUS RÉFORMISTE : LES RÉFUGIÉS DU  
TIERS-MONDE ET LE PROGRAMME DE JOHN F. KENNEDY AU  
SECOURS DE LA CAUSE LIBÉRALE**

## **Introduction : l'immigration dans une conjoncture internationale et nationale en mutation**

Au début des années soixante, il paraît évident que ce n'est qu'une question de temps avant que le *McCarran-Walter Act* ne soit révisé. En effet, plusieurs facteurs internationaux et domestiques se conjuguent pour créer un climat favorable à une réforme et, du même coup, à une libéralisation de l'opinion publique : l'élection de John F. Kennedy à la présidence, qui fait de la réforme de la politique d'immigration un élément central de son programme; l'amenuisement de la tendance restrictionniste au Congrès américain; l'émergence de nouveaux enjeux liés à la Guerre Froide, qui accentuent la nécessité de réformer la législation pour répondre aux objectifs de la politique étrangère américaine; les lois sur les droits civiques, qui établissent un lien entre la question raciale et l'immigration; l'émergence d'un nouveau symbolisme identitaire dans l'imaginaire national.

### **1. La décolonisation et la politique d'immigration : nouveaux enjeux**

À la fin de la décennie, la conjoncture internationale est en mutation. De nouveaux enjeux nés de phénomènes et événements internationaux réorientent la dynamique de la Guerre Froide. Conséquemment, ce nouveau contexte complexifie la relation entre politique étrangère et immigration. Il faut aussi dire que les caractéristiques du système migratoire international, et ses implications pour la législation américaine avaient énormément changé depuis que le *McCarran-Walter Act* était entré en vigueur. Alors que de moins en moins de ressortissants européens cognent à la porte des États-Unis, « the developing world made a dramatic entrance into American orbit thanks to the combination of decolonization, which lifted barriers against exit; a high population growth; the undermining of traditional economies without sufficient development to absorb the generations coming of age; and the spreading transportation revolution, which enabled extremely low-income masses to move over great land distances and across oceans »<sup>189</sup>.

---

<sup>189</sup> Zolberg, op. cit., p. 325

### ***Le Tiers-Monde et la politique étrangère américaine***

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale le démantèlement des empires coloniaux paraissait inévitable. Dans les années cinquante, le processus de décolonisation s'accéléra graduellement si bien qu'au début des années soixante, plusieurs anciennes colonies ont obtenu leur indépendance (en Asie et en Afrique principalement).

Alors que F.D. Roosevelt avait, tant dans la rhétorique que dans la pratique, appuyé la décolonisation, les présidents qui lui succédèrent durent faire face à ce phénomène dans un contexte de Guerre Froide. Plusieurs crises internationales liées à la décolonisation mirent progressivement en lumière l'importance du Tiers-Monde dans la dynamique de ce conflit : la Guerre de Corée, la situation politique en Iran, la crise du Canal de Suez, l'intervention militaire en Indochine, les tensions au Moyen-Orient, la crise du Congo, la Révolution castriste, etc. C'est sans compter la Conférence de Bandung en 1955, qui symbolisa l'entrée du Tiers-Monde sur la grande scène des relations internationales.

À partir de la fin des années cinquante, plusieurs luttes pour l'indépendance nationale deviendront (directement ou indirectement) le théâtre de la confrontation entre les deux superpuissances. « Revolutionary conflicts attract the attention of the superpowers because ideological solidarity is an instrument of international hegemony »<sup>190</sup>. À cette époque, les États-Unis durent constater que la dynamique de la Guerre Froide avait beaucoup évolué depuis la mort de Staline en 1953. Contrairement à son prédécesseur, Khrouchtchev devint très actif en dehors de l'Europe. Au-delà de la confrontation directe avec les États-Unis, il s'aventura dans des campagnes diplomatiques au Tiers-Monde, s'efforçant de gagner l'allégeance des leaders nationalistes en menant une propagande antiaméricaine. En plus d'adopter une rhétorique séduisante pour les leaders indépendantistes<sup>191</sup>, Khrouchtchev entreprit d'appuyer des régimes anticolonialistes, que ceux-ci se réclamassent du communisme ou non.

L'intérêt de Khrouchtchev pour le monde en décolonisation força donc les États-Unis à s'intéresser plus sérieusement au Tiers-Monde, ce qui fit en sorte que de nouvelles sphères d'influence s'ajoutèrent à la compétition entre le bloc soviétique et les États-Unis. Gagner l'allégeance (ou, dans le langage de l'époque, gagner « the battle for the hearts and minds ») des leaders politiques des nations nouvellement créées devint, pour les États-Unis,

<sup>190</sup> Zolberg, Suhrke et Aguayo cités par Peter H. Koehn, *Refugees from Revolution: U.S. Policy and Third World Migration*, Boulder, Westview Press, 1991, p. 58

<sup>191</sup> La déclaration faite par Khrouchtchev devant l'Assemblée Générale de l'ONU le 12 octobre 1960, qui prend la forme d'une dénonciation violente du colonialisme, en est une bonne illustration.

un enjeu central. Or, la politique discriminatoire des États-Unis face aux « immigrants de couleur » représentait un talon d'Achille pour la politique étrangère américaine à l'égard du Tiers-Monde, faiblesse que la propagande soviétique ne se gênerait pas d'exploiter. Les stratèges américains furent particulièrement inquiets du message que le système des quotas nationaux envoyait aux nations nouvellement indépendantes du Tiers-Monde. Sur le plan des relations diplomatiques avec l'Asie, la clause du « *Asia-Pacific Triangle* » était particulièrement nocive.

L'administration Eisenhower avait compris les enjeux de la décolonisation<sup>192</sup>, mais les relations avec le Tiers-Monde étaient devenues plus critiques au début des années soixante, en raison de l'intérêt croissant de l'URSS pour le Tiers-Monde. C'est une des raisons pour lesquelles John F. Kennedy se pressa d'engager un dialogue plus ouvert et concret avec les pays du Tiers-Monde, et de répondre à la propagande soviétique. Dans cette perspective, l'éradication de la discrimination raciale de la législation américaine représentait un dossier plus pressant que par le passé.

### ***Les réfugiés du Tiers-Monde***

Sous l'administration Eisenhower, ce sont surtout les personnes fuyant le « rideau de fer » qui avaient fait l'objet de mesures *ad hoc* visant l'admission de réfugiés. Le *Refugee Relief Act* de 1953 élargissait la définition du terme « réfugié » au monde non européen, mais la plupart des personnes admises à titre de réfugiés avant la fin des années cinquante provenaient du vieux continent.

À partir du début des années soixante, les crises liées à la décolonisation créeront une nouvelle vague de réfugiés ce qui, vu l'importance de certaines régions dans la dynamique de la Guerre Froide, aura pour effet de réorienter la politique américaine d'accueil des réfugiés vers les pays du Tiers-Monde. David Reimers suggère que « Beginning with Cuba in 1959, the destabilization and eventual collapse of particular pro-American Third World regimes abruptly changed American policy, often without much warning or planning »<sup>193</sup>. Les États-Unis capitaliseront sur la valeur symbolique de ces nouveaux réfugiés en faisant de certains d'entre eux, à l'instar des « *freedom fighters* », des outils de la propagande anticommuniste américaine. L'instrumentalisation des exilés de la

---

<sup>192</sup> Le Secrétaire d'État John Foster Dulles en particulier.

<sup>193</sup> Reimers, *op. cit.*, p.157

Révolution cubaine sera particulièrement importante, en vertu de la valeur stratégique de Cuba. Il s'agit sans contredit du cas ayant fait l'objet du plus grand nombre d'études.

Mis à part le cas des Cubains (dont il sera question un peu plus loin), l'admission des « boat people » vietnamiens à partir de la fin des années soixante est une autre manifestation de la « globalisation » de la politique américaine à l'endroit des réfugiés. L'implication militaire des États-Unis en Indochine entraîna un flot important de réfugiés (désignés comme « boat people »), qui furent admis aux États-Unis dans l'esprit de la guerre idéologique contre les régimes totalitaires de gauche. Les quelque 15 000 réfugiés Chinois en provenance de Hong Kong et de Macao qui furent admis en 1962 sont également dignes de mention.

### ***Le cas des réfugiés cubains***

Après la chute du gouvernement de Fulgencio Batista aux mains des forces révolutionnaires, les États-Unis ouvrirent les bras aux ressortissants cubains qui fuyaient l'île<sup>194</sup>. La Révolution castriste avait porté un dur coup à la politique étrangère américaine, mais les stratèges américains prirent vite conscience de la valeur symbolique et stratégique des ressortissants Cubains. L'émigration des Cubains attirait l'attention sur les failles et les abus du régime. Comme le souligne Jorge I. Domínguez, « Cubans were “voting with their feet” in favor of the political system in the United States over the one recently installed in their homeland. Immigration was a tool in the ideological cold war with Cuba »<sup>195</sup>.

Malgré la similarité entre le traitement des Cubains et celui des Hongrois, le cas cubain dépassait tout ce qui avait été mis en place auparavant, du fait de l'importance stratégique et symbolique de l'île de Cuba. L'attitude du gouvernement américain fut marquée par une extrême passivité. Les procédures d'accueil furent assouplies pour

---

<sup>194</sup> La première vague, composée en majorité par des membres de l'élite politique et économique sous le régime fraîchement renversé, fut originalement perçue comme temporaire par les administrations Eisenhower et Kennedy, une vision illustrée par l'utilisation du terme « exilé » pour désigner les premiers ressortissants cubains. À leurs yeux, les réfugiés pourraient réintégrer Cuba une fois le gouvernement castriste renversé. De plus, les stratèges américains croyaient que les exilés pourraient servir dans le cadre d'une opération visant à renverser le gouvernement révolutionnaire. Comme plusieurs auteurs l'ont souligné, Eisenhower donna son accord, en mars 1960, pour que la CIA organise une future invasion en armant et entraînant des réfugiés cubains dans des installations militaires américaines en Amérique centrale. Cette stratégie surviva à l'administration Eisenhower. Mise en œuvre le 17 avril 1961, l'opération de la Baie des Cochons s'avéra un échec total. Une fois la possibilité de renverser Castro abandonnée, ou du moins repoussée, le gouvernement américain dû se résoudre à ne plus percevoir l'immigration cubaine comme temporaire et, conséquemment, il entreprit de proposer des mesures appropriées.

<sup>195</sup> Jorge I. Domínguez « Immigration as Foreign Policy in U.S.-Latin American Relations » dans Robert B. Tucker, Charles B. Keely et Linda Wrigley, *op. cit.*, p. 153

permettre l'entrée des réfugiés cubains : attribution de visas de façon expéditive, passivité de la garde côtière américaine vis-à-vis des ressortissants cubains, abandon par le *Immigration and Naturalization Service* (INS) des procédures de déportation à l'endroit des immigrants entrés illégalement ou dont les visas étaient expirés, etc. Non seulement cette attitude contrastait-elle avec la législation en vigueur, mais la générosité avec laquelle les Cubains furent reçus dépassait tout ce qui avait été mis en place pour recevoir des réfugiés politiques dans le passé. Le nombre de ressortissants Cubains insatisfaits ou menacés par le nouveau régime augmenta graduellement. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 1959 et le 22 octobre 1962, entre 200 000 et 250 000 Cubains entrèrent aux États-Unis<sup>196</sup>.

Ceux qui se sont intéressés à la politique d'immigration américaine ont souvent, à juste titre, fait référence à la notion « d'exception cubaine » pour parler du traitement par les États-Unis des exilés et réfugiés de la Révolution castriste. Comme le fait remarquer Michel Forteaux, les partisans d'une approche plus souple face aux flux migratoires, aussi bien que les défenseurs d'une politique d'immigration plus restrictive ont utilisé l'exemple des réfugiés cubains pour défendre leurs points de vue. « Les premiers s'en inspirent pour que d'autres nationalités puissent bénéficier des mêmes avantages, tandis que les seconds n'en finissent pas de demander qu'il soit mis un terme à ce régime dérogatoire »<sup>197</sup>.

## 2. De JFK à LBJ : l'immigration, une priorité du programme démocrate

Plusieurs historiens ont souligné le rôle joué par l'ethnicité et la religion dans l'élection présidentielle de 1960. D'un côté, la bonne gestion par Kennedy de la polémique entourant son appartenance au catholicisme (et, dans une moindre mesure, ses origines irlandaises) lui permit d'éviter que cet enjeu ne lui nuise au point de causer sa défaite. D'un autre côté, il obtint un appui décisif chez certaines communautés nationales : « Because Kennedy won by only 118,000 votes of a total of 68.3 million cast, and because he carried

---

<sup>196</sup> Ce nombre varie d'un auteur à l'autre. Mario Menéndez parle d'environ 215 000 Cubains. (Mario Menéndez, « Réfugiés politiques, demandeur d'asile dans la législation américaine » dans Catherine Collomp et Mario Menéndez. *Exilés et réfugiés politiques aux États-Unis : 1789-2000*. Paris, CNRS Histoire, 2003. p. 177-197).

<sup>197</sup> Michel Forteaux, « Origines et devenir de la notion « d'exception cubaine » dans la politique migratoire des États-Unis » dans Catherine Collomp et Mario Menéndez. *Exilés et réfugiés politiques aux États-Unis : 1789-2000*. (Paris : 2003), CNRS Histoire, p. 215

several key states by razor-thin margins, virtually every Catholic group, of whatever ethnic origin, could claim some credit for his triumph »<sup>198</sup>.

Cette élection fut aussi marquée par la prise en charge par le Parti Démocrate de la cause pro-immigration. Depuis la fin des années cinquante, la convention nationale du parti avait commencé à développer une nouvelle perspective sur l'immigration. Promouvant la réforme du *McCarran-Walter Act* avant et pendant la campagne présidentielle, les démocrates adoptèrent une vision universaliste de la politique d'immigration, appuyée par une rhétorique orientée autour du thème de l'inclusion.

### ***John F. Kennedy et l'immigration : alliance naturelle***

Pendant ses deux mandats, Eisenhower s'intéressa surtout au dossier des réfugiés, ne s'avancant que timidement sur le terrain la réforme de la législation dans son ensemble. Cette préférence s'explique par le fait qu'il voyait l'immigration comme un instrument de politique étrangère davantage que comme un dossier de première importance sur le plan intérieur, et que l'admission des réfugiés lui semblait être le moyen le plus accessible de répondre aux impératifs de la Guerre Froide.

Son successeur, John F. Kennedy, était de son côté fortement identifié à l'immigration et la politique d'immigration, et ce, pour plusieurs raisons. Il avait été l'un des rares membres du Congrès à avoir voté en faveur du veto de Truman. En tant que sénateur, il avait été actif dans le dossier de l'immigration, proposant sans succès notable plusieurs mesures pour réviser le *McCarran-Walter Act*. Sur le plan symbolique, il devenait le premier président de confession catholique, sans compter ses origines irlandaises, ce qui ne manquait pas de contribuer à l'identifier au dossier de l'immigration. Plus important encore, il avait écrit (ou du moins signé) un texte hommage à la contribution historique des immigrants à la nation américaine, un ouvrage intitulé *A Nation of Immigrants*<sup>199</sup>. Kennedy

---

<sup>198</sup> Richard Polenberg, *One Nation Divisible: Class, Race and Ethnicity in the United States since 1938*. New York, Penguin Books, 1981p.168

<sup>199</sup> Originellement paru en 1958 comme un pamphlet produit pour l'*Anti-Defamation League of B'nai B'rith*, *A Nation of Immigrants* fut révisé puis réédité en 1964, version qui inclut une préface de Robert Kennedy. Le *New York Times* avait contribué à la diffusion de *A Nation of Immigrants* en publiant des extraits de l'édition de 1958 dans sa version magazine (*New York Times Magazine*) en août 1963. Otis L. Graham Jr. affirme que « The little book was initially ignored, but its arguments would dominate the emerging debate » (Otis L. Graham Jr., « A Vast Social Experiment. The Immigration Act of 1965 »). Il existe par ailleurs une polémique autour de la rédaction de cet ouvrage, nombreux étant ceux qui affirment que Kennedy avait fait appel à un « ghost writer », c'est-à-dire qu'il aurait été signé par Kennedy mais rédigé par un autre auteur. En vérité, il fut assisté par l'historien Arthur Mann (Daniels, *op. cit.*, p.325).

affirmait aussi vouloir apporter une nouvelle vision de la présidence américaine, plus énergique, déterminée, et apte à affronter les imposants défis de la Guerre Froide.

L'historien Otis L. Graham Jr. émet l'idée que Kennedy « cautiously stepped out on the issue in the 1950s, sensing that a liberalization stance would gather vital ethnic voting blocs for his long-planned run for the presidency »<sup>200</sup>. Quoi qu'il en soit, la réforme de la politique d'immigration fut intégrée à la plateforme électorale du ticket démocrate. Pour la première fois, la plateforme démocrate attaqua le système des quotas nationaux, qualifié de discrimination délibérée et de contradiction aux principes fondateurs de la nation<sup>201</sup>.

Les réformateurs du Congrès et autres activistes pro-immigration se réjouirent de l'élection de Kennedy, qui signifiait pour eux que le *McCarran-Walter Act* reposait désormais sur son lit de mort. Cependant, la tâche s'avéra plus ardue que prévu. En raison de la petite marge par laquelle il avait été élu, et parce que la résistance était encore forte au Congrès, Kennedy se montra lent à attaquer certains dossiers sensibles comme l'immigration<sup>202</sup>. Ce n'est qu'après la mort de l'ardent restrictionniste Francis Walter en 1963 que l'administration démontra l'intention d'agir en faveur de la réforme. En juillet 1963, Kennedy envoya un message spécial au Congrès, demandant l'abrogation d'une politique « that discriminates among applicants for admission into the U.S. on the basis of the accident of birth », et d'un système « without basis in either logic or reason »<sup>203</sup>. Parmi les mesures avancées, il proposa de faire progressivement disparaître le système des quotas sur une période de cinq ans, pour le remplacer par une formule basée sur trois critères : l'occupation de l'immigrant par rapport aux besoins du pays, la réunification familiale, la formule « premiers arrivés, premiers servis »<sup>204</sup>. L'abolition immédiate du « *Asian-Pacific Triangle* » fut également réclamée par Kennedy.

### ***Lyndon B. Johnson et la discrimination : droits civiques et immigration***

Lyndon B. Johnson hérita de cette initiative, à l'instar du reste du programme de la « *New Frontier* » de Kennedy, après l'assassinat de ce dernier en novembre 1963. L'année suivante, Johnson intégra la promesse d'une réforme dans son premier « State of the Union Address », où l'éradication de la discrimination s'imposa comme un thème central, et il

<sup>200</sup> Otis L. Graham Jr, *Unguarded Gates. A History of America's Immigration Crisis*. Lanham, Rowman and Littlefield, 2004, p. 88

<sup>201</sup> Daniels, *op. cit.*, p.129

<sup>202</sup> Graham, *op. cit.*, p.87

<sup>203</sup> Cité par Graham, « A Vast Social Experiment. The Immigration Act of 1965 », *op. cit.*

<sup>204</sup> Daniels, *op. cit.*, p.131

incorpora la réforme de la politique d'immigration dans son programme pour une « *Great Society* ».

Beaucoup moins identifié au dossier de l'immigration que Kennedy (il avait d'ailleurs voté en faveur du *McCarran-Walter Act*), Johnson avait tout de même un avantage décisif sur son prédécesseur : il était un politicien très habile capable de mobiliser des appuis au Congrès. En tant que sénateur, il n'avait jamais affiché d'intérêt pour l'immigration. Cependant, à l'instar d'autres dossiers, Johnson devint plus libéral en tant que président qu'il ne l'avait été à titre de Sénateur du Texas. Adhérant de dernière heure à la cause réformiste, Johnson travailla de près avec les démocrates et les républicains modérés du Congrès dans l'élaboration d'un nouveau projet de loi. Surfant sur la vague de l'adoption des lois sur les droits civiques, Johnson profita de ce *momentum* législatif pour concrétiser la réforme.

### **3. Vers l'adoption du *Hart-Celler Act***

Les audiences législatives débutèrent à la Chambre des Représentants à l'été 1964 dans un climat où la réforme était une idée acquise. Il restait à savoir à quel degré la législation existante serait modifiée. Les principaux thèmes discutés furent le système des quotas nationaux, le « *Asia-Pacific Triangle* », la limite à attribuer à l'hémisphère occidental, et le système de préférence. L'élaboration de la loi, qui vit le jour en 1965, fut un processus complexe, étant donné la volonté d'adopter une vision à long terme, contrairement à la loi de 1952.

#### ***Changement de garde au Congrès***

Avec l'émergence d'une nouvelle génération de politiciens démocrates, et la quasi-extinction de la vieille coalition restrictionniste (notamment avec la mort de Pat McCarran en 1954 et celle de Francis Walter en 1963), les défenseurs du système des quotas nationaux étaient désormais clairement sur la défensive. Le dernier fervent défenseur du statu quo fut le Sénateur Sam J. Ervin (D-NC), qui déclara que le *McCarran Walter Act* était comme un miroir « reflecting the United States, allowing the admission of immigrants according to national and uniform mathematical formula recognized by the obvious and natural fact that those immigrants can be best assimilated into our society who have

relatives, friends, or others of similar background already here »<sup>205</sup>. Peu de gens partageaient encore cet argument « culturel », et le miroir dont parlait Ervin reflétait une image des États-Unis correspondante aux années vingt et non aux années soixante.

Coïncidant avec la victoire de Johnson aux élections présidentielles de 1964, plusieurs républicains perdirent leurs sièges au Congrès au profit des démocrates, qui étaient plus susceptibles de soutenir le président dans la mise en œuvre de son programme. Au moment de l'adoption de la loi de 1965, les démocrates jouissaient d'une majorité de 295 contre 140 en Chambre et de 68 contre 32 au Sénat<sup>206</sup>. En plus de ce changement dans le rapport de force au Congrès, le contexte était plus favorable que jamais aux arguments des réformateurs : « In the context of the Cold War and the civil rights struggle, there seemed considerably more energy and pertinence in the reformers' arguments. The national origins system was on the defensive now, ironically joined at the hip with Jim Crow »<sup>207</sup>. Le projet de loi qui fut finalement adopté fut parrainé par le Représentant Emmanuel Celler (R-NY) et par le Sénateur du Michigan Philip Hart (D-MI). Le vote au Sénat se fit oralement, tandis que la Chambre des Représentants adopta le projet de loi par une majorité de 326 à 69.

### ***Immigration Act of 1965***

D'abord et avant tout, le *Immigration Act of 1965* (mieux connu comme le *Hart-Celler Act*) abolit le système des quotas nationaux et le « *Asia-Pacific Triangle* », sans toutefois mettre fin aux restrictions numériques, qui furent réorganisées autour de quotas hémisphériques<sup>208</sup>. Un quota annuel de 170 000 visas fut attribué à l'hémisphère Est, avec un maximum de 20 000 par pays. Un total annuel de 120 000 visas furent alloués aux pays de l'hémisphère Ouest (sans quota maximum par pays), qui pour la première fois se voyaient imposer une restriction numérique globale.

Le système de préférence fut quant à lui modifié, mais conserva cependant le principe de priorité à la réunification familiale et aux besoins du pays en terme de main-d'œuvre. L'emphase sur la réunification familiale fut particulièrement accrue, elle qui avait fait l'objet d'un consensus relativement répandu dans le débat législatif. Ce principe s'imposait ainsi comme la pierre angulaire de la politique d'immigration américaine. Le

<sup>205</sup> Cité par Zolberg, *op. cit.*, p.133

<sup>206</sup> Reimers, *op. cit.*, p.68

<sup>207</sup> Graham, *op. cit.*,

<sup>208</sup> Le système hémisphérique fut abandonné en 1976 au profit d'un quota global de 270 000 visas.

système de préférence fut hiérarchisé comme suit :

1. Unmarried adult sons and daughters of U.S. citizens. (20%)
2. Spouses and unmarried children of permanent resident aliens (20%)
3. Members of the professions and scientists and artists of exceptional ability (10%)
4. Married children of U.S. citizens. (10%)
5. Brothers and sisters of U.S. citizens over age twenty-one. (24%)
6. Skilled and unskilled workers in occupations for which labor is in short supply (10%)
7. Refugees from communist and communist-dominated countries or the Middle East. (6%)
8. Applicants not entitled to preceding preferences — i.e., everyone else. (any remaining visas)

On remarque que la loi imposa une limite à l'admission de réfugiés « from communist and communist-dominated countries or the Middle East », avec une proportion de 6% de la limite globale sur l'immigration leur étant accordée. En 1965, cela équivalait à 17 400 visas annuellement. Par contre, le « pouvoir de parole » du président demeurait intact, ce qui tend à amenuiser l'importance de cette clause.

#### 4. L'opinion publique et le débat sur la nouvelle loi : vers un consensus

Dans un contexte national marqué par le dossier des relations raciales et l'implication militaire des États-Unis en Asie du Sud-Est, on ne peut pas affirmer que la réforme de la politique d'immigration représentait un enjeu majeur dans la sphère publique américaine. Un lobbyiste de l'American Jewish Committee en poste à Washington remarqua que « there is no great public demand for immigration reform »<sup>210</sup>. Il faut dire que l'intensité du débat autour du *McCarran-Walter Act* s'était quelque peu estompée depuis 1952, en raison du fait que le dossier des réfugiés prenait toute la place mais également parce que la réforme gagnait de plus en plus d'appuis.

Pour analyser l'opinion publique avant le passage du *Hart-Celler Act*, il faut donc garder en tête que la réforme ne fit pas l'objet d'une grande mobilisation au début des années soixante. Toutefois, avec l'évolution des discussions sur la réforme dans le milieu politique, l'intérêt pour la politique d'immigration dans la sphère publique s'accrut à partir de 1964, comme en témoignent l'intensification de la couverture médiatique et l'augmentation de la fréquence des sondages portant sur l'immigration.

---

<sup>209</sup> The Immigration Act of 1965

<sup>210</sup> Cité par Graham, *op. cit.*

### ***Sondages : apogée du libéralisme***

L'immigration fut pratiquement ignorée par les sondeurs nationaux entre 1957 et 1964. Cependant, plusieurs questions firent leur apparition dans la foulée de l'adoption du *Hart-Celler Act* en 1965. L'analyse des résultats des sondages est révélatrice de la libéralisation de l'opinion publique qui s'était opérée, même s'il est essentiel de nuancer cette affirmation.

Il n'est pas surprenant de constater que le pourcentage d'Américains appuyant une augmentation du nombre d'immigrants admis au pays ait toujours été bas. Cependant, la proportion d'Américains croyant que ce nombre devrait être revu à la baisse déclina de façon significative dans les années cinquante et soixante. Les résultats des sondages effectués en 1965 permettent de constater à quel point l'opinion publique américaine avait évolué en ce sens. En mai 1965, la question suivante fut posée :

President (Lyndon) Johnson has proposed that the immigration laws of this country be changed to allow more people into the United States as immigrants. From what you know or have heard, do you favor or oppose letting more people come to the United States as immigrants?<sup>211</sup>

24% Favor            58% Oppose            18% Not sure

Les résultats d'un sondage ayant eu lieu en juin 1965 sont encore plus probants :

Should immigration be kept at its present level, increased or decreased?<sup>212</sup>

Increased 8 %      Present level 39 %      Decreased 33 %      Don't know 20 %

Au niveau des sondages effectués depuis les années trente au sujet du volume d'immigrants admis<sup>213</sup>, celui de juin 1965 représente probablement l'apogée historique du libéralisme dans l'opinion publique américaine. Jamais, dans le passé ou par la suite, l'opinion publique américaine n'a-t-elle été aussi favorable à une hausse de l'immigration et, inversement, jamais la proportion d'Américains favorable à une diminution n'a-t-elle été aussi basse.

Cependant, force est de constater qu'une majorité d'Américains demeurait réfractaire à l'idée d'augmenter le volume d'immigrants admis. Alors, comment les sondages reflètent-ils un consensus réformiste dans l'opinion publique? La libéralisation de

<sup>211</sup> Harris Survey [May, 1965]

<sup>212</sup> Gallup Poll (AIPO) [June, 1965]

<sup>213</sup> Il existe certaines différences entre les questions posées à ce sujet à travers le temps, mais ces différences sont mineures et il est donc tout même possible de constater l'évolution historique de l'opinion publique au sujet du nombre d'immigrants admis.

l'opinion publique, et le consensus autour de la réforme doivent être perçus davantage comme un appui à l'abolition du système des quotas nationaux que comme un appui à l'augmentation du total d'immigrants admis. En effet, d'autres sondages réalisés en 1965 démontrent que l'abolition de la nationalité comme critère d'admission via le *Hart-Celler Act* reflétait bien les attitudes du public américain. Voici trois sondages qui permettent d'effectuer ce constat (le premier datant de mai, les deux suivants de juin, et le troisième de décembre 1965) :

One of the proposed changes in the immigration laws is to base quotas on the skills of people to be admitted to the United States rather than on the basis of their country of origin. Would you be in favor of such a change in the immigration laws or do you think a country quota system is right?<sup>214</sup>

36% Base more on skills of individual  
 29% Base more on country quotas  
 15% Makes no difference  
 20% Not sure

The current immigration law restricts the number of persons coming from some countries more than others. This is called the "quota" system. Would you favour or oppose changing the law so that people would be admitted on the basis of their occupational skills rather than on the basis of the country they come from?<sup>215</sup>

51% Favor                      32% Oppose                      17% No opinion

How important do you think each of the following factors should be in determining whether or not a person from another country should be admitted to live in the United States - very important, or not very important? *The country in which he was born.*<sup>216</sup>

32% Very important                      56% Not very important                      11% No opinion

(Now I want to hand you a list of bills passed by this last Congress. For each, tell me if you approve or disapprove of that bill from what you know or have heard of it.). *Immigration based on individual skill rather than country quota.*<sup>217</sup>

70% Approve                      30% Disapprove

Les variations entre les résultats sont certainement dues à la formulation des questions. Cependant, il est clair dans les quatre cas qu'une majorité appréciable d'Américains approuvaient l'élimination du système des quotas nationaux.

---

<sup>214</sup> Harris Survey [May, 1965]

<sup>215</sup> Gallup Poll (AIPO) [June, 1965]

<sup>216</sup> *Ibid*

<sup>217</sup> Harris Survey [December, 1965]

Un autre sondage réalisé en mai révéla que comparativement aux résultats obtenus vingt ans plus tôt<sup>218</sup>, la discrimination envers les immigrants d'Europe du Sud et de l'Est était de moins en moins perceptible dans les sondages d'opinion publique :

Which countries or places would you least like to see immigrants into the United States come from...Canada, England or Scotland, Scandinavia, Germany, Ireland, France, Italy, Poland, Mexico, Latin America, Eastern Europe, Middle East, Asia, or Russia?<sup>219</sup>

1%	Canada
2%	England or Scotland
1%	Scandinavia
6%	Germany
1%	Ireland
4%	France
6%	Italy
8%	Poland
11%	Mexico
9%	Latin America
7%	Eastern Europe
14%	Middle East
15%	Asia
26%	Russia
30%	Makes no difference (vol.)
15%	Not sure

À la lumière de ces résultats, on constate que le fait que 30% des répondants aient affirmé que la provenance des immigrants ne faisait aucune différence est révélateur de l'évolution de l'opinion publique, cette donnée s'inscrivant dans la tendance observée plus haut.

Cependant, il serait faux d'affirmer que la tendance des Américains à prioriser une immigration plus « traditionnelle » et « assimilable » s'était estompée, les pays d'Europe du Nord et de l'Ouest obtenant les pourcentages les plus bas. D'un autre côté, aucune catégorie d'immigrants ne fit l'objet d'une discrimination très significative mis à part la Russie (26%). Après celle-ci, l'Asie, le Moyen-Orient et le Mexique obtinrent les pourcentages les plus élevés, mais ces pourcentages (15%, 14% et 11% respectivement) ne sont pas assez substantiels pour que l'on puisse parler de ces groupes comme étant indésirables, comparativement à la situation qui prévalait dans la première moitié du vingtième siècle en ce qui a trait aux Européens du Sud, de l'Est et aux Asiatiques.

Même si force est de constater que les pourcentages les plus élevés appartenaient aux catégories d'immigrants « non blancs », le fait que la Russie soit de loin la catégorie la

<sup>218</sup> Le sondage de décembre 1945 sur les préférences des Américains au sujet de la provenance des immigrants indiquaient que les Européens du Sud et de l'Est étaient les moins favorisés (voir le chapitre I).

<sup>219</sup> Harris Survey [May, 1965]

plus « indésirable » semble confirmer l'influence de l'idéologie de la Guerre Froide sur l'opinion publique au sujet de l'immigration. Ces données peuvent donc être interprétées comme allant dans le sens de l'hypothèse de recherche, c'est-à-dire que le contexte de la Guerre Froide joue un rôle décisif au niveau des perceptions du public américain au sujet de l'immigration, ce qui a pour effet d'atténuer l'importance d'autres facteurs. On peut même affirmer que dans ce sondage, la méfiance des Américains est davantage axée sur l'incompatibilité idéologique de l'immigrant que sur ses différences au niveau ethnique ou religieux.

Outre la provenance et l'occupation, les sondeurs se penchèrent également sur la réunification familiale comme critère d'admission :

How important do you think each of the following factors should be in determining whether or not a person from another country should be admitted to live in the United States - very important, or not very important? *That he has relatives, who are American citizens, with whom he can live.*<sup>220</sup>

À cette question, 55% des personnes interrogées répondirent « très important », contre 38% qui affirmèrent qu'il ne s'agissait pas d'un critère très important (11% n'eurent pas d'opinion).

Finalement, les sondeurs demandèrent aux Américains si la politique d'immigration américaine devrait avoir des mesures destinées à accueillir des personnes fuyant le communisme<sup>221</sup>. En accord avec les tendances observées dans le passé au niveau de l'opinion publique au sujet des réfugiés du communisme, 64% répondirent par l'affirmative, contre 23% (13% n'eurent pas d'opinion).

Dans l'ensemble, ces résultats reflétaient clairement le changement de cap qui avait commencé à s'opérer dans l'opinion publique une décennie plus tôt. Au-delà d'un constat de libéralisation, on remarque à travers les sondages réalisés en 1964 et 1965 qu'il existait un consensus sur les critères de sélection des immigrants, le public américain rejetant majoritairement la nationalité comme critère fondamental, et approuvant l'idée que le système des quotas nationaux laisse place à un système où la réunification familiale et les besoins en main-d'œuvre qualifiée seraient prioritaires.

---

<sup>220</sup> Gallup Poll (AIPO) [June, 1965]

<sup>221</sup> *Ibid*

### **Médias écrits : le consensus éditorial**

À l’instar des sondages, la politique d’immigration occupe une place plutôt discrète dans les médias écrits au début des années soixante. Les réfugiés continuèrent de défrayer l’actualité, surtout suite à la révolution castriste à Cuba, mais seuls le *New York Times* et le magazine *Time* semblèrent s’intéresser directement au débat sur la réforme. C’est surtout la perspective des élections présidentielles de 1960 qui fit en sorte que le sujet refit surface.

L’intérêt du *New York Times* et du *Time* fut surtout porté sur les propositions des démocrates, quoique ces dernières aient été jugées différemment par les deux publications. Alors que la course à l’investiture démocrate se pointait à l’horizon, le *New York Times* se pencha sur la proposition de John F. Kennedy en matière d’immigration, la qualifiant de « pas dans la bonne direction ». La libéralisation de mesures jugées trop restrictives fut perçue positivement par le journal, mais l’éditorial souligna que la proposition de Kennedy était, à l’instar de la présente loi, trop stricte pour être en accord avec « l’esprit de la nation ». Il fut expliqué que le principal inconvénient d’une législation de ce genre était qu’elle plaçait les États-Unis sous un mauvais jour dans plusieurs régions du monde « precisely at a time when we aspire to leadership and need prestige »<sup>222</sup>.

De son côté, le *Time* proposa en juillet 1960 un article faisant l’apologie de la plateforme démocrate, dont le document s’intitulait « The Rights of Man » et dans lequel la libéralisation de la politique d’immigration était une partie intégrante. Selon l’article, la plateforme des démocrates se distinguait des plateformes traditionnelles, qualifiées « d’assortiments hasardeux d’idées émises par des comités guidés par la prudence et le compromis »<sup>223</sup>. La plateforme du ticket Kennedy-Johnson fut décrite comme « straightforward, clear, brief and—as platforms go—probably the most coherent blueprint for Utopia ever to come out of a convention ». Le *Time* mit une emphase particulière sur la façon dont une éventuelle administration démocrate comptait aborder la Guerre Froide, suggérant qu’aux leaders du monde communiste, « the platform addresses a bracing declaration: We confidently accept your challenge to competition in every field of human effort »<sup>224</sup>.

<sup>222</sup> “Mr. Kennedy on Immigration”, *New York Times*, February 21st 1959

<sup>223</sup> Traduction de l’auteur.

<sup>224</sup> “Rights of Man – 1960 Style”, *Time*, Monday, July 25<sup>th</sup> 1960

Ce n'est qu'à partir de 1964, alors que Johnson avait remplacé Kennedy et que les discussions sur la réforme s'intensifiaient au Congrès, que le sujet de la politique d'immigration s'imposa à nouveau dans la couverture médiatique. Les articles se multiplièrent. On observe alors qu'un consensus éditorial autour de la nécessité de réformer le *McCarran-Walter Act* et d'éliminer le système des quotas nationaux s'était formé.

C'est sans surprise que le *New York Times* continua de défendre une libéralisation de la législation américaine. La dimension humanitaire et les considérations liées à la politique étrangère furent particulièrement mises de l'avant, tandis que le symbolisme déployé dans l'argumentaire du journal fut plus puissant que jamais. Par exemple, le quotidien new-yorkais souligna l'absurdité sur le plan symbolique de la discrimination à l'endroit des Grecs et des Italiens sous la présente loi :

Thus it is that the United States stands self-condemned before the world for imposing severe restraints on immigration by men and women from Athens to Rome, two of the chief sources of glory and greatness in that Western civilization Americans share and defend today. The people who produced Plato, Aristotle and Demosthenes are limited to 308 quota numbers a year. The people of Dante and Michelangelo are limited to 5,666. In this fashion the United States solemnly counts and calibrates the potential worth of all mankind. Is there not something terribly arrogant - and also absurd - in this self-righteous national posture?<sup>225</sup>

À propos du système des quotas nationaux, le *New York Times* ajouta qu'il était un embarras pour les États-Unis à l'échelle internationale et que les autres nations, plus spécifiquement celles qui étaient discriminées par la législation américaine, « reject and resent the implication that they belong to lesser breeds »<sup>226</sup>. Alors que les détails du projet de loi se précisaient au Congrès, le *New York Times* aborda la question d'une limite pour l'immigration provenant de l'hémisphère ouest, le journal s'affichant en faveur dans la mesure où « It would be better to place all the nations of the world on exactly the same footing »<sup>227</sup>.

Si le discours tenu par le *New York Times* n'était pas nouveau, un autre élément s'ajoutait à l'argumentaire du journal : la question raciale. À l'instar de l'administration Johnson, la politique d'immigration et les droits civiques furent associés symboliquement dans la couverture du journal. Deux éditoriaux traitant de la procédure de réforme permettent d'illustrer cette idée. Le premier expliqua que la « politique d'immigration du pays, basé sur un système de quotas nationaux discriminatoire sur le plan racial, est un

<sup>225</sup> "I Lift My Lamp", *New York Times*, January 4<sup>th</sup> 1965

<sup>226</sup> "A New Immigration Policy", *New York Times*, August 11<sup>th</sup> 1964

<sup>227</sup> "Progress on Immigration", *New York Times*, July 17<sup>th</sup> 1965

étrange contrepois aux lois progressistes contre la discrimination au niveau domestique »<sup>228</sup>, et qu'à une époque où le pays « is attempting to wipe away ancient wrongs against Negro citizens its conscience will not permit a sign at all ports of entry reading: Only whites from Northwestern Europe are welcome »<sup>229</sup>. Le deuxième éditorial expliqua que le projet de réforme, qui venait de recevoir son approbation initiale, était indicatif d'un « esprit national plus mature », et que « As with the passage of the right-to-vote bill for Southern Negroes, the United States is striving to live up to its ideals »<sup>230</sup>.

Dans sa couverture du débat sur la réforme, le *Christian Science Monitor* se distingua quelque peu du *New York Times*. Plus prudent dans son appui à la réforme, le journal mit surtout l'accent sur les considérations de politique étrangère et les facteurs économiques. Le 14 janvier 1965, un article en première page analysant sur un ton approuvateur la proposition du Président Johnson affirma que « Relationships with a number of countries, and hence the success of our foreign policy, is needlessly impeded by this proposition »<sup>231</sup>. L'article mentionna également que des opposants à la réforme se questionnaient sur les conséquences économiques de l'immigration : « Will more families from underdeveloped countries mean more unemployment? [...] Will American skill workers be displaced? ».

Le lendemain, le *Christian Science Monitor* publia un éditorial où l'auteur se questionnait sur l'importance à accorder aux considérations humanitaires, par rapport aux enjeux économiques, dans l'élaboration de la politique d'immigration : « If in this matter, one shows a humanitarian face to the world, is one showing a heartless face to unfortunates at home? Is an improvement in America's worldwide "image" worth the price of possibly compounding already existent economic difficulties? Clearly, such choices require careful weighing »<sup>232</sup>. L'éditorial dressa le bilan du débat sur l'immigration dans la sphère publique américaine :

---

<sup>228</sup> Traduction de l'auteur.

<sup>229</sup> «Immigration Impasse», *New York Times*, June 18th 1965

<sup>230</sup> «Farewell to Quotas», *New York Times*, August 5th 1965

<sup>231</sup> «Immigration: Johnson Slant», *Christian Science Monitor*, January 14<sup>th</sup> 1965

<sup>232</sup> «What immigration Law?», *Christian Science Monitor*, January 15<sup>th</sup> 1965

There has been for many years a sharp division within public thought on this question. On one side have stood those who believe that all nations have the right to preserve their traditional racial, religious, and cultural make-up against inflows which might seriously alter it. This group, hitherto dominant, points out that the United States, despite heavy immigration from many areas of the world, remains essentially Northern European and Protestant. Against this point of view are ranged those who claim that America's immigration laws are discriminatory, that the United States should not make nationality a test for immigration. These would have the famed "melting pot" melt still more furiously. They would consider would-be immigrants as individual human beings rather than members of nations or races.

Pour sa part, le magazine *Time* continua à émettre des critiques à l'endroit du *McCarran-Walter Act*, mais se montra plus modéré que le *New York Times*. Dans un article intitulé « Lifting the Quota », le magazine expliqua que :

Since the now-standing immigration law is an abomination, depending as it does on "a national origins" quota system created in 1924. It was designed to reflect the U.S. population makeup as of 1920 and heavily favored North European nations, while offering only the stingiest quotas to other parts of the world. Despite all the hysterical criticism that comes its way, the McCarran-Walter Act of 1952 actually liberalized the quota system, particularly for Orientals. Even so, the national origins policy remained an unworkable patchwork of discrimination and special dispensations<sup>233</sup>.

En janvier 1965, le *Time* analysa le projet de loi débattu au Congrès, expliquant que les mesures proposées dans le cadre de cette libéralisation de la législation américaine s'inscrivaient dans une perspective qui, citant le Président Johnson, « both serves the national interest and continues our traditional ideals »<sup>234</sup>.

Sur un ton plus idéologique, un article intitulé « Historic Homage » publié en octobre 1965 aborda la question du rôle de l'immigration dans l'évolution de la nation américaine. Se référant aux idées avancées par Kennedy dans *A Nation of Immigrants*, l'article donna notamment des exemples de la contribution des immigrants à travers l'histoire<sup>235</sup>.

Un an après le passage du *Hart-Celler Act*, le *Time* adopta un discours similaire. Un article intitulé « The New Melting Pot » publié en décembre 1966 est en quelque sorte un essai sur la relation entre la société américaine et l'immigration à travers l'histoire. Citant le sociologue Daniel Moynihan (à l'époque directeur du *Harvard-M.I.T. Joint Center for Urban Studies*), le *Time* conclut que « We are the only nation in the world that has seriously undertaken to establish a biracial democracy. We have shown a fantastic capacity to absorb

---

<sup>233</sup> "Lifting the Quota", *Time*, Friday, Aug. 13, 1965

<sup>234</sup> "The Foreign Aid & Immigration Bills", *Time*, January 22<sup>nd</sup> 1965

<sup>235</sup> "Historic Homage", *Time*, Friday, Oct. 01, 1965

an incredible range of ethnic groups. If this looked easy, the world is beginning to learn it is damn hard. America has something to teach here »<sup>236</sup>.

À bien des égards, les positions du *New York Times*, du *Christian Science Monitor* et du *Time* dans le débat sur la nouvelle loi étaient prévisibles. Effectivement, elles s'inscrivent en continuité avec les tendances observées dans l'ensemble de la période. D'un autre côté, on remarque qu'à partir de 1964, le *Saturday Evening Post* et le *Reader's Digest* émirent des points de vue qui représentaient une rupture importante par rapport aux tendances observées précédemment. C'est donc davantage l'évolution de la couverture des publications à tendance conservatrice qui permet d'avancer l'idée d'un consensus éditorial autour de la réforme.

Du côté du *Saturday Evening Post*, deux éditoriaux parus en 1964 permettent de prendre conscience de ce changement de cap. Le titre du premier éditorial en est l'illustration parfaite : « The hypocrisy of our immigration laws ». Le *Saturday Evening Post* s'y annonça en faveur de la réforme avec une insistance surprenante, l'éditorial mettant l'emphase sur l'idée que l'immigration faisait partie intégrante de l'héritage culturel américain. Concrètement, le *Saturday Evening Post* avança que « Congress should act to bring about two basic changes in the law: It should take close relatives of U.S. citizens out of the quota system; it should work out a new formula for the quota system based on need, rather than on prejudices in favour of northern European nations. These steps would eliminate much that is wrong with our immigration laws »<sup>237</sup>.

Utilisant une rhétorique similaire, le second éditorial est en quelque sorte une ode à l'immigration. Proposant d'emblée une citation de Franklin D. Roosevelt mettant de l'avant que l'idée que « We are all immigrants », l'éditorial expliqua la portée symbolique de cette notion : « That truth is a source of national strength, for in the crossbreeding of a score of strains the phenomenon known as "hybrid vigour" has made the typical American larger than the sum of his parts »<sup>238</sup>. Fait particulièrement intéressant, l'apport rhétorique de John F. Kennedy fut très présent dans le discours du *Saturday Evening Post*. L'éditorial alla même jusqu'à associer cette nouvelle prise de conscience à la parution de *A Nation of Immigrants* (qui à l'époque venait d'être réédité) : « We are put in mind of all this by the article on page 21 taken from third-generation-immigrant John F. Kennedy's posthumous

<sup>236</sup> "The New Melting Pot", *Time*, December 2<sup>nd</sup> 1966

<sup>237</sup> "The hypocrisy of our immigration laws", *Saturday Evening Post*, 15 février 1964

<sup>238</sup> "Our immigrant heritage", *Saturday Evening Post*, 3 octobre 1964

book, *A Nation of Immigrants*. It is an eloquent argument for adjusting the inequities of the present quota system »<sup>239</sup>.

Quoique moins actif dans sa couverture du dossier, le *Reader's Digest* confirma également sa réorientation éditoriale en choisissant de publier, en août 1966, un article de l'historien Oscar Handlin intitulé « At Last a Fair Deal for Immigrants »<sup>240</sup>. Résumant les nouvelles mesures incluses dans la loi, Handlin faisait l'éloge de la nouvelle loi, notamment en raison du fait qu'elle abolissait le système des quotas nationaux.

À la lumière de cet aperçu de la couverture médiatique de la réforme, on constate que la révision du *McCarran-Walter Act* faisait l'unanimité dans les médias à portée nationale. La position du *Saturday Evening Post* est particulièrement illustrative de l'aspect consensuel de la réforme, compte tenu du point de vue traditionnellement restrictionniste de cette publication. Plus encore, le discours du *Saturday Evening Post* et les choix éditoriaux du *Reader's Digest* changèrent dramatiquement. L'influence du contexte idéologique de l'époque est frappante.

### ***Société civile et groupes d'intérêt***

Malgré le consensus grandissant entourant la réforme au début des années soixante dans la sphère publique américaine, on ne peut pas affirmer que le tableau des positions des différents groupes issus de la société civile proposé dans le second chapitre a été complètement bouleversé. Cependant, certaines idées émergeant des discussions sur la réforme législative, notamment celles qui concernaient les critères d'admission, firent en sorte que des groupes traditionnellement restrictionnistes modérèrent leur point de vue.

L'historienne Debra L. DeLaet illustre cette idée, expliquant que l'emphase dans le débat législatif sur la réunification familiale comme critère d'admission permit aux réformateurs de gagner des appuis chez certains de ces groupes :

Interestingly, several groups that initially opposed the abolition of the national origins system, including the Daughters of the American Revolution and the American Legion, also came to support the emphasis on family reunification in the 1965 legislation because they anticipated that this emphasis would ensure that the ethnic composition of immigration flows to the United States would not change dramatically [...] interest groups that traditionally opposed liberal immigration policies accepted the 1965 legislation's emphasis on family reunification because they viewed this change primarily as a symbolic measure that would not significantly alter the status quo.<sup>241</sup>

---

<sup>239</sup> *Ibid*

<sup>240</sup> « At last a Fair Deal for Immigrants », *Reader's Digest*, August 1966

<sup>241</sup> Debra L. DeLaet, *U.S. Immigration Policy in an Age of Rights*. Westport, Praeger, 2000, p.80

Au-delà de la moins grande réticence des groupes traditionnellement restrictionnistes à l'idée de réformer le *McCarran-Walter Act*, le tableau des positions des différents groupes appartenant à la société civile est sensiblement le même que celui qui a été dressé dans le second chapitre. Cependant, certains groupes furent plus actifs que jamais à tenter de bâtir un consensus autour de la réforme. Dans la même logique que le dossier des droits civiques, plusieurs institutions incluant les organisations syndicales, les groupes civiques, et le milieu des affaires contribuèrent, comme le souligne Richard Polenber, « to the building of that consensus »<sup>242</sup>.

## 5. Libéralisation de l'opinion publique entre 1952 et 1965 : comment l'interpréter?

Au terme de cette étude de l'évolution de l'opinion publique américaine au sujet de la politique d'immigration, plusieurs conclusions s'imposent. D'emblée, on constate qu'une libéralisation de l'opinion publique s'est opérée à partir du début des années cinquante jusqu'au milieu des années soixante, alors que ce phénomène atteint son apogée dans la foulée du passage du *Hart-Celler Act*. L'étude des sources indicatrices de l'opinion publique confirme cette hypothèse de façon limpide. Les médias écrits, peu importe leur tendance (libérale ou conservatrice), sont unanimes sur la question de la réforme au milieu des années soixante. Une large proportion des groupes issus de la société civile qui émettent des opinions sur la question favorisent une libéralisation. Les sondages nationaux font également foi d'une libéralisation de l'opinion publique, quoique dans une moindre mesure, pour des raisons soulevées précédemment. Une majorité d'historiens appuient par ailleurs l'idée d'un consensus autour de la loi<sup>243</sup>, même si certains historiens comme Otis L. Graham Jr. et Betty Koed ont nuancé cette affirmation, cette dernière soulignant que la nouvelle loi est loin de faire l'unanimité en dehors des grands centres urbains<sup>244</sup>.

Maintenant, comment interpréter cette libéralisation de l'opinion publique? La tâche s'avère plus complexe. Les sous-questions formulées en introduction représentent un bon

---

<sup>242</sup> Polenber, *op. cit.*, p.184

<sup>243</sup> Simon et Alexander, Hardwood, Daniels et Tichenor, entre autres.

<sup>244</sup> Dans *The Politics of Immigration Reform*, Koed affirme dans son étude de la loi de 1965 que des éditoriaux publiés « in smaller cities and towns » révèle une condamnation généralisée de la nouvelle loi et de l'idée de libéraliser la politique d'immigration (Koed, Betty Kay. *The Politics of Immigration Reform: Policymakers and the Immigration Act of 1965*. Thèse de Ph.D. (Histoire), University of California, 1995. 308 pages.)

outil pour répondre à cette question. Il semble donc approprié de les énumérer à nouveau : *Quels sont les facteurs et enjeux qui ont influencé l'opinion publique et les attitudes de la société américaine en général? En quoi l'évolution de l'opinion publique se démarque-t-elle par rapport au débat dans le milieu politique? Dans quelle mesure la politique d'immigration américaine et l'opinion publique étaient-elles en accord durant la période à l'étude? Quelle relation existe-t-il entre la dynamique de la Guerre Froide, au niveau international et domestique, et l'évolution de l'opinion publique sur l'immigration?*

### ***Quels facteurs faut-il privilégier?***

En dépit de la présence d'une forte majorité de représentants restrictionnistes au Congrès, et même si les sondages semblent révéler que les Américains restent en majorité défavorables à l'idée de libéraliser la politique d'immigration pour accueillir des réfugiés européens, les positions de différents groupes d'intérêts et la couverture médiatique suggèrent que la société américaine est déjà divisée sur la question au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale.

Outre la récurrente dimension identitaire, la division du débat sur l'immigration s'oriente autour d'enjeux conflictuels, mais tous deux liés à la Guerre Froide : la sécurité face à la subversion dans le cadre de la dynamique du maccarthysme, et l'importance des réfugiés dans la guerre idéologique contre l'URSS. Déjà, on observe que le discours et la rhétorique de la Guerre Froide tendent à influencer les attitudes du public américain au niveau des sondages, et à imprégner la couverture médiatique. D'un autre côté, la peur de l'immigration comme agent de subversion ne semble pas avoir un impact significatif dans la sphère publique américaine, ce qui met en relief un écart entre l'opinion publique et l'esprit derrière les mesures sécuritaires qui sont adoptées au Congrès.

Suite au passage du *McCarran-Walter Act*, une polémique naît autour du fait que la loi laisse intact un système de quotas nationaux perçu comme anachronique et nuisible pour l'image des États-Unis, particulièrement dans un monde où ces derniers assument un leadership grandissant sur les plans moral, politique, économique et militaire. Cette critique ne fait pas l'unanimité au sein de la société américaine, contrairement à ce que conclue la commission présidentielle mise sur pied en réaction au passage controversé de la loi. Bien que d'autres indicateurs de l'opinion publique démontrent que le public américain est divisé sur la question, le rapport de la commission a néanmoins aidé à formuler « a pro-

immigration narrative for attentive publics that further eroded the early-twentieth-century “policy paradigm” legitimating quotas »<sup>245</sup>.

L'évolution de la Guerre Froide va donner du poids aux arguments en faveur d'une libéralisation, particulièrement ceux qui sont liés à la politique étrangère. Le flot de réfugiés des régimes communistes et l'influence de la révolte hongroise dans ce dossier vont contribuer à lier la politique d'immigration aux enjeux de la Guerre Froide dans le débat sur l'immigration et dans l'imaginaire national. À l'instar de l'admission des réfugiés, l'abolition du *McCarran-Walter Act* est perçue comme répondant aux impératifs de la politique étrangère américaine. Dans la sphère publique, le discours sur l'immigration devient de plus en plus centré sur les enjeux symboliques et stratégiques liés au contexte international.

Au début des années 1960, plusieurs éléments internationaux et nationaux convergent pour réorienter le débat, libéralisant du même coup les attitudes de la société américaine face à l'immigration. Pour expliquer la libéralisation de l'opinion publique au milieu des années soixante, il est nécessaire de considérer une pluralité de facteurs.

#### **a) Évolution du contexte international et de la dynamique de la Guerre Froide**

La vague d'indépendances nationales engendrée par la décolonisation du Tiers-Monde complexifie la dynamique de la Guerre Froide en faisant des peuples « de couleur » (et leurs leaders) une nouvelle sphère d'influence à conquérir pour les deux superpuissances. Au tournant des années soixante, les relations avec l'Asie sont déterminantes pour la position des États-Unis dans le conflit de la Guerre Froide, tandis que des liens commencent à être tissés avec les pays africains nouvellement créés. Dans ce contexte, la politique d'immigration (le système des quotas nationaux en particulier) et le dossier des relations raciales font mauvaise réputation aux États-Unis sur la scène internationale. De plus en plus visibles, ces contradictions face aux valeurs et principes à la base de la rhétorique américaine ont un potentiel dévastateur au niveau des relations extérieures du pays, d'autant plus que l'URSS s'active à promouvoir un discours antiaméricain dans les pays du Tiers-Monde. Dans un conflit aussi idéologiquement chargé que la Guerre Froide, rien ne doit être laissé au hasard.

En plus de donner un rôle accru aux « autres » régions du monde dans la dynamique des relations internationales, la décolonisation du Tiers-Monde va entraîner un flux

---

<sup>245</sup> Tichenor, *op. cit.*, p. 205

considérable de réfugiés fuyant les révolutions et les crises liées à ce phénomène. Ces nouveaux réfugiés contribueront à amplifier le poids des enjeux symboliques dans le débat sur la politique d'immigration américaine. S'inscrivant dans cette perspective, l'impact de la Révolution castriste sur la dynamique de la Guerre Froide donnera une valeur stratégique et symbolique déterminante à l'admission des Cubains. L'importance des réfugiés dans la Guerre Froide est alors plus importante que jamais, alors que la propagande américaine vise à faire de l'admission des exilés cubains un moyen de ternir l'image du régime de Fidel Castro et du communisme en général.

À l'instar des bouleversements de l'après-guerre et du début de la Guerre Froide, ces transformations dans la conjoncture internationale ont contribué à aiguïser la « conscience internationale » des Américains. On peut argumenter que cette conscientisation a modifié la façon dont le public américain a perçu le dossier de la réforme, en faisant en sorte que les enjeux liés aux relations internationales se sont rajoutés aux déterminants plus traditionnels de la politique d'immigration.

#### **b) Droits civiques et immigration : nouvelle rhétorique identitaire**

Les années soixante voient aussi l'émergence d'une nouvelle rhétorique identitaire incarnée par John F. Kennedy et portée par une élite politique renouvelée. Dans ce contexte, l'immigration est associée au dossier des droits civiques dans le cadre d'un examen de conscience national au travers duquel une conception plus pluraliste de l'identité américaine commence à s'imposer. Sans disparaître, la discrimination pour des motifs religieux et raciaux semble s'amenuiser au sein de la société américaine, du moins chez les citoyens les plus éduqués<sup>246</sup>. L'impact de *A Nation of Immigrant* sur la libéralisation de l'opinion publique est non négligeable, comme en fait foi la présence de la rhétorique de Kennedy dans la couverture médiatique de publications jusqu'alors opposées à la réforme comme le *Saturday Evening Post*.

Est-ce que ces transformations signifient un retour du *melting pot* dans l'imaginaire collectif? Certains observateurs comme le *Time* clament haut et fort la venue d'un « nouveau » *melting pot*, version moins monolithique du vieux mythe américain: « in the American melting pot, complete amalgamation is probably not possible and certainly not desirable. But the process of blending continues, and the mixture grows more subtle all the

---

<sup>246</sup> Hardwood, *op. cit.*

time »<sup>247</sup>. D'un autre côté, des transformations s'opèrent dans la composition ethnique de la population, phénomène intrinsèquement lié à l'immigration. Dans ce contexte, l'idée d'un *melting pot* semble obsolète, puisque la vision exclusiviste de l'américanité se dissipe au profit de l'essor du pluralisme. Comme le remarqua Hyman Bookbinder, membre de l'*American Jewish Committee*, au début de la décennie :

The melting pot of America is now more appropriately and accurately described as the "mosaic" of American culture. Assimilation and integration do not mean uniformity [...] Perhaps even more appropriately than the mosaic, the true image of America is the kaleidoscope. It is a mosaic of humane beings that is always changing but encased in a basic framework of freedom, of brotherhood, of tolerance, of creativity [...] The national origins quota system has no place in the American statute books.<sup>248</sup>

Avec le recul, on constate que l'adoption du *Hart-Celler Act* et celle des lois sur les droits civiques sont à la fois causes et conséquences de ce processus de redéfinition de l'américanité. Peu importe, la rhétorique identitaire pluraliste et inclusive qui se développe dans la sphère publique américaine et dans l'imaginaire national au début des années soixante est un élément explicatif important dans la compréhension de la libéralisation de l'opinion publique américaine au sujet de la politique d'immigration. Cette explication prend tout son poids lorsque l'on constate que le *McCarran-Walter Act*, de son côté, a été voté en pleine période de maccarthysme, phénomène en partie basé sur le conformisme et la peur de l'étranger.

### c) Des critères d'admission qui font l'unanimité

Le consensus autour de l'adoption en 1965 du *Hart-Celler Act* n'est pas le seul fruit du rejet du système des quotas nationaux. L'établissement de nouveaux critères d'admission, nés des tractations législatives, ont permis de gagner des appuis en faveur de la réforme, comme en témoignent les positions des groupes traditionnellement restrictionnistes. La réunification familiale et l'occupation comme critères d'admission sont aussi perçues de façon très positive dans les sondages d'opinion publique. Dans une perspective analogue, Zolberg souligne avec raison « The significance of the liberal's camp tacit endorsement of the restrictionists' overall objective of keeping immigration within very limited bounds »<sup>249</sup>.

<sup>247</sup> "The New Melting Pot", *Time*, December 2<sup>nd</sup> 1966

<sup>248</sup> Hyman Bookbinder, "The World's Refugees – A Challenge to America", March 30<sup>th</sup> 1960, cité par Tichenor, *op. cit.*, p. 208

<sup>249</sup> Zolberg, *op.cit.*, p.319

Plus généralement, le début des années soixante est marqué par ce qu'on pourrait désigner comme une « sophistication » du débat sur l'immigration. Les positions doctrinaires qui prévalaient de part et d'autre du débat suite au passage du *McCarran-Walter Act* ont laissé place à une attitude plus ouverte et davantage axée sur le compromis. À travers la reconnaissance d'enjeux émergents et d'éléments porteurs de consensus, une voie mitoyenne et plus modérée s'est développée dans le processus de réforme. Ce changement de ton dans le débat sur la réforme a certainement influencé les perceptions du public américain par rapport à ce dossier, dans la mesure où des politiques qui ne soulèvent pas de controverse dans le milieu politique sont moins susceptibles d'engendrer le mécontentement populaire.

#### **d) Une ère de politiques libérales**

La réforme de la politique d'immigration est également indissociable de l'arrivée de Démocrates à la présidence, et d'un nouveau rapport de force entre restrictionnistes et réformateurs au Congrès américain. Plus généralement, le *Hart-Celler Act* s'inscrit dans vague de politiques libérales (*Civil Rights Act*, *Voting Rights Act*, *Medicare/Medicaid*, lutte contre la pauvreté, etc.).

L'éminent historien américain Arthur M. Schlesinger Jr. explique, dans son ouvrage *Cycles In American History*, que l'histoire des États-Unis peut être analysée comme un cycle perpétuel modelé sur l'alternance entre conservatisme et libéralisme<sup>250</sup>. Dans quelle mesure ce modèle s'applique-t-il à l'immigration? Autrement dit, l'évolution de la législation américaine, comme celle des attitudes du public américain face à l'immigration, peut-elle être perçue en termes de l'alternance entre conservatisme et libéralisme? Un survol historique de la relation entre la politique d'immigration et le climat idéologique débouche sur un bilan mitigé. L'ère progressiste fut marquée par le passage de nombreuses mesures restrictives, ce qui tend à infirmer l'hypothèse d'une corrélation. D'un autre côté, les lois sur l'immigration des années vingt s'inscrivent dans un contexte fortement influencé par le conservatisme, à l'instar du *McCarran-Walter Act*.

Au-delà de cette interprétation plutôt généralisatrice, on peut avancer que le fait que la réforme de la politique d'immigration s'inscrit en continuité avec les politiques

---

<sup>250</sup> En 1959, dans un memorandum intitulé "The Shape of National Politics to Come", Schlesinger avait d'ailleurs prédit que suivant la présidence passive d'Eisenhower viendrait « a time of affirmation, progressivism, and forward movement ». (Polenberg, *op. cit.*, p.173)

progressistes introduites durant l'ère Kennedy-Johnson, et que celles-ci ont créé un climat favorable à une libéralisation de l'opinion publique en matière d'immigration. Tel que souligné en introduction, un enjeu comme l'immigration est susceptible d'être perçu en fonction de croyances politiques plus générales par le public américain, et on peut donc argumenter que le « climat progressiste » qui régnait au milieu des années soixante a contribué à créer de nouveaux adhérents à la cause réformiste.

#### **e) Une conjoncture économique favorable**

La prospérité économique est un facteur récurrent dans les études sur la réforme de l'immigration dans les années cinquante et soixante. Par exemple, Richard Polenberg fait de la croissance économique et de la baisse du chômage au début des années soixante des éléments centraux dans l'interprétation de la vague de réformes législatives progressistes sous Kennedy et Johnson<sup>251</sup>. Dans une étude comparative (États-Unis, France, Allemagne) sur l'opinion publique au sujet de l'immigration, Fetzer fait lui aussi de la situation économique une variable explicative centrale<sup>252</sup>.

Cependant, il est nécessaire de nuancer l'importance de la prospérité économique comme variable explicative. En effet, les considérations économiques font partie intégrante du débat sur la nouvelle loi, comme en témoignent la couverture médiatique de la réforme et les sondages portant sur l'occupation comme critère d'admission. Quoiqu'il soit pertinent de faire de la prospérité économique un élément d'analyse, elle ne doit donc pas être perçue comme un facteur qui écarte complètement les inquiétudes des Américains vis-à-vis des conséquences de l'immigration sur l'économie. Le débat entourant la réforme est imprégné d'arguments économiques, au niveau législatif comme dans la sphère publique<sup>253</sup>. La prospérité économique doit être vue comme contribuant à créer un climat favorable à la libéralisation dans la mesure où les Américains sont plus enclins à s'intéresser et à appuyer des changements politiques et législatifs lorsque les préoccupations liées à l'état de l'économie sont moins grandes.

---

<sup>251</sup> *Ibid*, p.173

<sup>252</sup> Fetzer, *op. cit.*

<sup>253</sup> Il est important de mentionner qu'à l'époque, les perceptions sur la relation entre l'immigration et l'économie sont influencées par l'évolution de la pensée économique. L'influence du concept de « capital humain » dans l'élaboration des nouveaux critères d'admission est une bonne illustration de cette idée.

## 6. La Guerre Froide et l'opinion publique : hypothèses confirmées?

L'objectif du mémoire était de proposer, à partir d'une étude empirique de l'opinion publique au sujet de la politique d'immigration, une nouvelle interprétation de la période de réforme centrée sur les enjeux de la Guerre Froide. Au terme de ce bilan analytique, une question demeure : comment ce mémoire se démarque-t-il des ouvrages qui ont fait l'objet de l'état de la question?

Dans un survol historique du rapport qu'entretient l'opinion publique américaine avec l'immigration, Espenshade et Hempstead avancent une série de facteurs pour expliquer la libéralisation des années cinquante et soixante : l'acceptation du nouveau rôle des États-Unis en tant que superpuissance, qui comportait la responsabilité d'accueillir davantage de réfugiés; une économie en expansion; un amenuisement des préjugés religieux et raciaux parmi les couches de population plus éduquées<sup>254</sup>. D'autres auteurs ont dressé un bilan similaire de la période, dont Edwin Hardwood, qui affirme que « Widespread public support for America's cold war commitments to defend the Free World against the Soviet bloc, and the nation's unparalleled postwar economic prosperity, were undoubtedly major factors in the ebbing of restrictionist sentiment after World War II. Religious and racial prejudice had also declined, especially among the better educated »<sup>255</sup>. L'interprétation offerte plus haut s'inscrit elle aussi dans une perspective visant à considérer une diversité de facteurs. Cependant, elle se distingue par le fait qu'elle insiste davantage sur l'influence du contexte international dans l'évolution du débat sur la politique d'immigration entre 1945 et 1965.

Ainsi, si les analyses existantes sont certainement valables, ce mémoire démontre qu'il est essentiel d'aller plus loin dans l'interprétation du rôle qu'a joué la Guerre Froide dans la libéralisation de l'opinion publique et de la législation américaine. Il ne s'agissait pas de rejeter les autres facteurs qui ont été mis de l'avant, mais plutôt d'étudier de façon plus rigoureuse la dynamique entre la conjoncture internationale et l'opinion publique américaine au sujet de la politique d'immigration. Rappelons l'apport théorique de Zolberg qui, à défaut d'avoir étudié empiriquement l'opinion publique, émet l'idée que des facteurs qui avaient traditionnellement influencé le débat sur la politique d'immigration ont eu une influence plus négligeable avec l'émergence de la Guerre Froide.

---

<sup>254</sup> Espenshade et Hempstead, *op. cit.*

<sup>255</sup> Harwood, *op. cit.*, p.204

Avec le recul, on remarque que les années cinquante et soixante font figure d'exceptions au niveau du rapport entre l'opinion publique et la politique d'immigration au vingtième siècle, et il serait naïf de penser que la corrélation entre ce phénomène et l'émergence de la Guerre Froide est fortuite. Ce n'est pas un hasard si plusieurs historiens ont tendance à analyser les phénomènes sociaux, politiques et culturels propres à cette période « avec le filtre de la Guerre Froide ».

Toutefois, faire de la Guerre Froide un cadre analytique a ses périls. L'historien américain Peter Filene propose, dans le cadre d'un ouvrage collectif intitulé *Cold War Culture*, une réflexion intéressante à ce sujet :

There's something irresistibly convenient about the concept « Cold War culture ». A mating of foreign and domestic; a package you can carry in one hand, leaving the other free for broad gestures. It's not as baggy as that once comfortable idea, "national character." Nor is it as empty as "postwar America." Understandably, then, historians have been deploying it in all sorts of fields: race, gender, film, to name a few. As Geoffrey Smith has remarked: "Only have historians begun to sense that this conflict [the Cold War] became a rationale for nearly everything in American life and culture [...] The concept of "Cold War culture" offers a significant reframing of American history after 1945. Whereas previous historiography had generally divorced foreign events from domestic developments, this recent perspective has been discovering intriguing relationships between them."<sup>256</sup>

Ce mémoire assume pleinement son appartenance à cette approche. Cependant, Filene défend l'argument selon lequel la Guerre Froide fut menée "primarily at an elite level" et que "It pervaded and shaped the experience of ordinary Americans far less than historians would have us believe. Although government leaders, social science experts, and media commentators set the terms of public discourse – and also of public policy – most citizens to a surprising degree defined their world in personal terms"<sup>257</sup>. Dans une perspective analogue, Otis L. Graham Jr. avance que

Liberal reformers discovered after John Kennedy's assassination that legislating social change could be accomplished even when only the policy elites, if not the larger public, recognized a problem needing a solution. There was emerging on the immigration question a pattern in public debate that could be found on many issues: elite opinionmakers selected a problem and a liberal policy solution, while grassroots opinion, unfocused and marginalized, ran strongly the other way.<sup>258</sup>

L'influence des enjeux de la Guerre Froide dans le débat sur la politique d'immigration est-elle observable dans toutes les sphères de la société? Il serait naïf de

---

<sup>256</sup> Peter Filene, « "Cold War Culture" Doesn't Say It All » dans Peter J. Kuznick and James Gilbert, éd. *Rethinking Cold War Culture*. Washington, Smithsonian Institution Press, 2001, p. 14

<sup>257</sup> *Ibid*, p.15

<sup>258</sup> Graham, *op. cit.*

répondre par l'affirmative. À la lumière de l'étude des sources étudiées, il est cependant permis de croire que les considérations liées à la politique étrangère américaine ont eu une empreinte considérable sur les perceptions du public américain à l'échelle nationale, en dehors des élites politiques, des experts, et des médias.

Parmi les sources permettant de soutenir cette affirmation, on retrouve le rapport *Whom We Shall Welcome*. En effet, la section du rapport consacrée à la politique étrangère inclut plusieurs témoignages sur la relation entre immigration et politique étrangère qui illustre la place des enjeux internationaux dans les perceptions des Américains vis-à-vis la politique d'immigration. La commission affirma d'ailleurs que « If any view presented to the Commission can be said to be substantially unanimous, it is that our immigration law is part of our foreign policy. It came to the Commission from diplomats, businessmen, scholars, clergymen, labor and farmer leaders, civic leaders, club women – in fact, from almost every walk of life »<sup>259</sup>.

Les sondages, pour leur part, révèlent que le discours de la Guerre Froide a eu une influence tangible sur les attitudes du public américain face à l'immigration. La comparaison des sondages utilisant différentes terminologies pour désigner des réfugiés illustre cette influence de façon convaincante, puisque la préférence des Américains pour les « réfugiés du communisme » fait l'objet d'une tendance constante à travers la période.

Plus généralement, on peut argumenter qu'il existe une corrélation entre l'évolution des perceptions des Américains sur le rôle international des États-Unis et des enjeux de la Guerre Froide, et l'évolution de l'opinion publique au sujet des déterminants de la politique d'immigration. Alors que la loi de 1952 s'inscrit dans un contexte où le sentiment isolationniste n'a pas tout à fait disparu et où la Guerre Froide est en partie perçue en fonction d'enjeux internes (principalement la question de la subversion), la loi de 1965 entre en vigueur dans une période où les États-Unis ont pleinement assumé leur rôle de superpuissance et où les préoccupations des Américains face à la Guerre Froide sont davantage axées sur les enjeux de politique étrangère.

Bref, si certaines nuances s'imposent dans l'interprétation de l'influence de la Guerre Froide sur l'opinion publique au sujet de l'immigration, l'analyse proposée à travers ce mémoire permet de dresser un bilan positif par rapport aux hypothèses proposées en introduction. En dépit du fait qu'il est impossible de mettre de côté les variables

---

<sup>259</sup> *Whom We Shall Welcome, op. cit.*, p. 47

explicatives plus traditionnelles, il est permis d'affirmer que l'évolution de l'opinion publique durant la période s'explique au moins en partie par l'influence des enjeux de la Guerre Froide dans le débat sur la politique d'immigration.

## CONCLUSION

Ce travail de recherche est né de la fusion de deux intérêts distincts. Le premier était d'étudier l'influence de la Guerre Froide sur l'évolution idéologique et culturelle de la société américaine. Le second était d'aborder la relation entre la politique étrangère américaine et l'immigration. D'un côté, les historiens associés aux *Cold War culture studies* ont abordé la Guerre Froide sous plusieurs angles : études sur le genre, les relations raciales, le concept de liberté, l'identité, les perceptions de l'étranger, l'art, la littérature, le cinéma, la musique, le sport, etc. De l'autre côté, la relation entre politique étrangère et immigration a elle aussi été étudiée sous plusieurs facettes par les historiens.

Par l'articulation de ces deux intérêts de recherche, l'objectif était de produire une étude qui puisse offrir une nouvelle perspective à l'historiographie existante rattachée à ces deux champs d'étude. Dans cette optique, étudier l'influence de la Guerre Froide sur les perceptions de la société américaine au sujet de l'immigration représentait une avenue attrayante.

Pour circonscrire l'exploration de cette relation, le choix de la problématique a été orienté autour de l'étude de l'opinion publique américaine au sujet de la politique d'immigration. Quoique certains chercheurs aient traité de l'opinion publique sous cet angle, faire de la Guerre Froide une trame narrative et interprétative représentait une approche novatrice et porteuse sur le plan analytique. La prétention de ce travail de recherche quant à sa contribution à l'historiographie était donc de démontrer comment différents phénomènes, événements et enjeux s'inscrivent dans le contexte de la Guerre Froide ont influencé l'évolution de l'opinion publique.

Au niveau de la périodisation, le choix s'imposait de lui-même. Premièrement, on constate que les deux décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale sont le théâtre d'un intense débat sur la façon de moderniser la politique d'immigration américaine. Deuxièmement, il s'agit d'une période où la Guerre Froide affecte profondément la situation internationale et interne des États-Unis. Corrélativement, cette période est marquée par d'importantes transformations au niveau politique, économique, idéologique, culturel, et démographique. Le passage du *McCarran-Walter Act* au cœur de la période du maccarthysme et celui du *Hart-Celler Act* en pleine ère de libéralisme sont de bons indices de l'impact de certains de ces changements sur la politique d'immigration. Ainsi, l'adoption

de deux lois majeures en l'espace de seulement treize années et l'immense disparité entre l'esprit de la loi de 1952 et celui de la loi de 1965 faisaient de ces deux lois de bons repères pour délimiter l'analyse de l'opinion publique. L'objectif derrière la problématique et les hypothèses de recherche était donc d'observer une libéralisation de l'opinion publique au sujet de la politique d'immigration durant cette période, et d'interpréter cette évolution principalement sous l'angle du rôle de la Guerre Froide.

Au niveau méthodologique, le choix d'un corpus de sources aussi varié correspondait au désir d'adopter une vision éclectique de l'opinion publique américaine, et de compenser pour les limites de certaines sources comme indicateurs. En utilisant les différentes sources dans une perspective de complémentarité, il a été possible de suivre et d'analyser l'évolution de l'opinion publique au niveau national de façon plus rigoureuse et efficace que si, par exemple, seuls les sondages d'opinion avaient été retenus comme indicateur.

### **L'opinion publique et le débat sur l'immigration : une évolution intrinsèquement liée au développement de la Guerre Froide**

Le premier chapitre devait offrir une mise en contexte de la réouverture du débat sur la politique d'immigration au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Si la problématique de recherche était centrée sur la période 1952-1965, il s'avérait par contre nécessaire d'établir des points repères pour analyser sur des bases plus solides l'évolution du débat sur l'immigration dans la sphère publique durant les années cinquante et soixante.

Ce premier coup d'œil a permis de déceler certaines tendances émergentes dans l'opinion publique américaine et dans la structure du débat. Si les sondages démontrent que les Américains sont en majorité réfractaires à l'augmentation du nombre d'immigrants admis dans les premières années de l'après-guerre, on dénote une progression dans la proportion des répondants affichant une attitude d'ouverture face à l'immigration au tournant des années cinquante. Au niveau des médias écrits, le constat est clair : la politique d'immigration est déjà un objet de division.

Quant aux déterminants du débat dans la sphère publique, même si des facteurs traditionnels (conservatisme identitaire) et des éléments liés au climat d'après-guerre (incertitude économique) continuent d'influencer les perceptions des Américains à cette époque, on constate que de nouveaux enjeux liés à la conjoncture internationale (rôle international assumé par les États-Unis dans l'après-guerre) et à la Guerre Froide (enjeux

idéologiques et maccarthysme) ont déjà fait surface au moment où le *McCarran-Walter Act* est voté.

Le point de départ du second chapitre est le constat d'une polémique autour du *McCarran-Walter Act*, dont la mise sur pied de la commission sur l'immigration et la naturalisation est une bonne illustration. S'inscrivant en contradiction avec le consensus réformiste constaté dans le rapport de la commission, l'analyse d'autres sources permet d'argumenter que la société américaine est plus divisée que jamais sur la question de la politique d'immigration. Les sondages indiquent une nette division dans l'opinion publique, tandis que la couverture médiatique donne lieu à des contrastes importants entre les points de vue des publications promouvant la libéralisation (*New York Times*, *Time*, *Christian Science Monitor*) et des publications défendant le statu quo (*Saturday Evening Post*, *Reader's Digest*). Les positions divergentes des groupes issus de la société civile sont également révélatrices de la division qui existe dans la sphère publique américaine dans les années qui suivent le passage de la loi.

Au-delà de ce constat, on remarque que les enjeux de politique étrangère sont de plus en plus présents dans le débat, ce qui peut en partie expliquer que les réformateurs libéraux aient davantage d'appuis auprès de la population à partir du milieu des années cinquante que dans l'immédiat après-guerre. Des transformations dans la dynamique de la Guerre Froide donneront un *momentum* aux partisans d'une révision du *McCarran-Walter Act*, et contribueront par le fait même à libéraliser l'opinion publique.

C'est dans cette optique que s'inscrit l'analyse proposée dans la deuxième moitié du second chapitre. En effet, le dossier des réfugiés du communisme est un élément explicatif central dans l'analyse de l'évolution de l'opinion publique à partir du milieu des années cinquante. Par le caractère humaniste de l'admission des réfugiés, mais surtout à cause de l'importance des réfugiés du communisme dans la dynamique de la Guerre Froide, l'opinion publique américaine s'est montrée particulièrement favorable à ce type d'immigration. Les résultats des sondages et la position du *Reader's Digest* font foi de la particularité du cas des réfugiés. On peut donc argumenter que l'importance du dossier des réfugiés dans le débat sur l'immigration à partir du milieu des années cinquante a contribué à créer un climat favorable à une libéralisation de l'opinion publique au sujet de la politique d'immigration dans son ensemble.

Point culminant de la démarche analytique, le troisième chapitre devait permettre de confirmer la concrétisation de la libéralisation de l'opinion publique, phénomène parallèle à

l'aboutissement du processus de réforme législative. Par rapport à cette hypothèse de départ, les résultats furent concluants. D'une part, on observe que la tendance libérale dans les sondages est à son apogée au moment du passage du *Hart-Celler Act*. D'autre part, les publications qui s'étaient farouchement opposées à une réforme modifient drastiquement leur point de vue, le *Saturday Evening Post* représentant un exemple frappant de cet abrupt changement de cap en faveur de la réforme. De plus, de moins en moins de groupes d'intérêts s'opposent désormais à une révision de la loi de 1952.

Au niveau interprétatif, on constate que sur la base des tendances observées dans les deux premiers chapitres, le contexte du début des années soixante est marqué à la fois par des éléments de continuité et de rupture. D'un côté, les considérations liées à la politique étrangère et à la Guerre Froide continuent d'orienter le discours et de modeler les perceptions au sujet de la politique d'immigration, même si de nouveaux enjeux s'ajoutent, dont ceux qui s'inscrivent dans le contexte de la décolonisation. D'un autre côté, le début des années soixante est marqué par une série de transformations sur le plan interne.

Conséquence de l'arrivée du duo Kennedy-Johnson à la Maison Blanche, mais également de l'importance du mouvement des droits civiques, un discours pluraliste et inclusif est mis de l'avant dans le cadre d'un examen de conscience national. Dans cette perspective, la libéralisation de la politique d'immigration s'insère dans un projet de société plus large, axé sur l'éradication de la discrimination. Cette restructuration idéologique constitue un autre facteur contribuant à la mise en place de conditions gagnantes pour la réforme, et à la formation d'un consensus autour de la libéralisation dans la sphère publique.

D'autres facteurs doivent être pris en considération dans l'interprétation de cette libéralisation. La croissance économique des années soixante est un élément d'analyse qu'il est nécessaire de prendre en compte, dans la mesure où la population est moins encline à percevoir l'immigration de façon négative dans une période de prospérité que dans une période d'incertitude économique, où les nouveaux arrivants sont plus susceptibles d'être perçus comme une menace.

Dans une perspective plus générale, le consensus autour de la réforme s'inscrit dans une ère de libéralisme. Ainsi, l'évolution de la politique d'immigration américaine, comme celle des attitudes du public américain face à l'immigration, peut être envisagée en terme de l'alternance entre conservatisme et libéralisme, des concepts qui dans le contexte américain peuvent englober une série de questions : rôle de l'État, mœurs, fiscalité, etc.

Globalement, le développement d'un consensus autour de la libéralisation doit d'abord et avant tout être perçu comme le fruit d'une évolution intellectuelle et idéologique. D'une part, on remarque que la compréhension de l'importance des enjeux de politique étrangère dans la détermination de la politique d'immigration agit graduellement sur les perceptions des Américains au cours de la période. Cette conscientisation est intrinsèquement liée à l'évolution des enjeux de la Guerre Froide dans les années cinquante et soixante. D'autre part, le contexte idéologique du début des années soixante fait en sorte que de plus en plus d'Américains prennent conscience de l'aspect symbolique de l'éradication d'une politique d'immigration racialement discriminatoire. Même si elle doit avant tout être expliquée par des facteurs internes, cette évolution idéologique est également due au développement de la « conscience internationale » des Américains, phénomène lié à l'importance grandissante du Tiers-Monde dans la dynamique de la Guerre Froide.

### **Les effets inattendus de la loi de 1965 et la poursuite du débat : vers un retour à la normalité**

Malgré l'acharnement rhétorique des réformateurs libéraux, l'objectif du *Immigration Act of 1965* était plutôt modeste. Il s'agissait surtout de réparer les injustices passées en mettant fin au système des quotas nationaux, et d'introduire un système basé sur l'occupation et la réunification familiale. Les législateurs croyaient que l'Europe continuerait d'être la principale source d'immigration, et que l'essentiel des quotas alloués à l'hémisphère Est iraient aux immigrants européens qualifiés. Si la loi abolissait le « *Asian-Pacific Triangle* », les architectes de la loi assuraient que le nouveau système n'augmenterait pas substantiellement l'immigration en provenance de l'Asie.

Le raisonnement derrière ces prévisions était que, puisque le nouveau système de préférence privilégiait la réunification familiale et que la population des États-Unis était majoritairement d'origine européenne, la proportion d'immigrants en provenance de l'Asie, de l'Amérique Latine et de l'Afrique resterait à un niveau relativement faible. Pour rassurer les sceptiques, le Sénateur Edward Kennedy promit que la réforme « would not inundate America with immigrants from any one country or area or the most populated and

economically deprived nations of Africa or Asia »<sup>260</sup>. Au moment de l'entrée en vigueur de la loi, Lyndon B. Johnson déclara

This bill we sign today is not a revolutionary bill. It does not affect the lives of millions. It will not reshape the structure of our daily lives, or really add importantly to either our health or our power. Yet it is one of the most important acts of this Congress and of this administration. For it does repair a very deep and painful flaw in the fabric of American justice. It corrects a cruel and enduring wrong in the conduct of the American nation.<sup>261</sup>

Dans l'esprit de la lutte contre la discrimination raciale et de la dynamique de la Guerre Froide, Johnson et les réformateurs libéraux voyaient la nouvelle loi d'abord et avant tout sous son aspect hautement symbolique<sup>262</sup>.

Quelle qu'aient été les motivations des législateurs dans l'élaboration du *Immigration Act of 1965*, et au-delà de la question de l'importance de la politique étrangère dans la réforme, l'impact de la loi sur le flot d'immigrants dépassa tout ce que le plus ardent des restrictionnistes aurait pu imaginer. D'une part, le volume total d'immigrants augmenta considérablement, passant de 3,3 millions dans les années soixante à près de 4,5 millions la décennie suivante, et atteignant plus de 7,3 millions dans les années quatre-vingt. Plus important encore, la proportion d'immigrants en provenance de l'Asie passa d'environ 6% du total d'immigrants dans les années cinquante, à près de 13% dans les années soixante, puis à plus de 35% la décennie suivante<sup>263</sup>.

Alors que l'Europe était désormais prospère et ne représentait plus une source d'immigration importante, le Tiers-Monde frappait à la porte. Le nouveau système de sélection faisait en sorte que dès que les immigrants asiatiques et latino-américains obtenaient le statut de résident permanent, les membres de leurs familles devenaient automatiquement éligibles à l'admission (1re, 2e, 4e et 5e préférence). Ce processus pouvait être répété par les nouveaux arrivants, si bien que l'immigration en provenance de

---

<sup>260</sup> Cité par Tichenor, *op. cit.*, p.218

<sup>261</sup> *President Lyndon B. Johnson's Remarks at the Signing of the Immigration Bill*. Liberty Island, New York, October 3, 1965

<sup>262</sup> Le président profita d'ailleurs de la cérémonie de signature de la loi pour ouvrir les bras aux réfugiés cubains, suite à la décision de Fidel Castro quelques jours plutôt de permettre aux Cubains ayant des membres de leur famille aux États-Unis de quitter l'île. Johnson annonça « So it is in that spirit that I declare this afternoon to the people of Cuba that those who seek refuge here in America will find it. The dedication of America to our traditions as an asylum for the oppressed is going to be upheld ». Cette nouvelle situation ouvrit la voie à un accord entre les deux gouvernements pour faciliter la migration des Cubains. Cet accord prévoyait des vols quotidiens entre La Havane et Miami. Ces vols furent baptisés « *Freedom Flights* », soulignant ainsi la portée symbolique de ce nouvel épisode migratoire pour la propagande américaine. Entre le mois d'octobre 1965 et 1973, près de 270 000<sup>262</sup> Cubains furent accueillis en sol américain.

<sup>263</sup> Pour plus de détails, voir le tableau inclus en ANNEXE.

l'Asie et de l'Amérique latine augmenta de façon exponentielle. Ce phénomène de migration en chaîne fit en sorte que le *Immigration Act of 1965* eut un impact profond sur l'évolution de la société américaine, contrairement à ce que Johnson avait annoncé au moment de la signature de la loi.

Indirectement, la loi influença également l'évolution de l'opinion publique américaine au sujet de l'immigration. L'historien Peter H. Schuck observe que dans les années soixante-dix et quatre-vingt, le public américain est devenu de plus en plus restrictionniste<sup>264</sup>. Il s'agit d'un constat similaire à celui d'Edwin Harwood, qui observe l'émergence d'un « néorestrictionnisme » durant cette même période<sup>265</sup>. On peut donc considérer que paradoxalement, ce sont les effets de la libéralisation qui ont causé ce « retour à la normalité ».

### **La politique d'immigration américaine et les relations diplomatiques : un argument fondé?**

Tout chercheur doit accepter que des questions restent en suspens, et que des pistes de réflexion qui ont fait surface durant la recherche n'ont pu être explorées. Ce travail de recherche ne fait pas exception à cette logique, et force est de constater que plusieurs questions restent irrésolues. Au-delà des réflexions liées à l'interprétation de l'évolution de l'opinion publique durant la période de réforme, une question fondamentale s'impose au terme de ce travail de recherche : l'argument selon lequel le système des quotas nationaux avait un impact néfaste sur les relations extérieures des États-Unis était-il fondé?

Dans un conflit aussi idéologiquement chargé que la Guerre Froide, rien ne devait être laissé au hasard. Les arguments liés à la politique étrangère furent défendus avec acharnement par les réformateurs libéraux. Cependant, il y a lieu de se demander si le dossier de l'immigration était réellement nuisible sur la scène internationale, et s'il s'agissait d'un objet de conflit tangible dans les relations diplomatiques des États-Unis.

Il serait intéressant de tenter d'étudier la façon dont le dossier de la politique d'immigration a été perçu à l'étranger, particulièrement dans des pays discriminés par le système des quotas nationaux. Cette piste de réflexion pourrait par exemple être exploitée à travers la recherche dans les archives d'ambassades (américaines ou étrangères) ou dans les

---

<sup>264</sup> Peter H. Schuck, « The Disconnect between Public Attitudes and Policy Outcomes in Immigration » dans Carol M Swain, éd. *Debating Immigration*. New York, Cambridge University Press, 2007, p.20

<sup>265</sup> Harwood, *op. cit.*

archives de certaines publications étrangères. Jusqu'ici inexplorée par les historiens, cette problématique revêt un potentiel de recherche considérable.

## ANNEXE I : Immigration légale par région (1901-1990)<sup>266</sup>

<b>1901-1910</b>	8 795 386		<b>1951-1960</b>	2 515 479	
Europe	8 056 040	91,6 %	Europe	1 325 727	52,7 %
Asie	323 543	3,7 %	Asie	153 249	6,1 %
Amériques	361 888	4,5 %	Amériques	996 944	40,0 %
Afrique	7 368	0,1 %	Afrique	14 092	0,6 %
Océanie	13 024	0,2 %	Océanie	12 976	0,5 %
<b>1911-1920</b>	5 735 811		<b>1961-1970</b>	3 321 677	
Europe	4 321 887	75,3 %	Europe	1 123 492	33,8 %
Asie	247 236	4,3 %	Asie	427 642	12,9 %
Amériques	1 143 671	19,9 %	Amériques	1 716 374	51,7 %
Afrique	8 443	0,2 %	Afrique	28 954	0,9 %
Océanie	13 427	0,2 %	Océanie	25 122	0,7 %
<b>1921-1930</b>	4 107 209		<b>1971-1980</b>	4 493 314	
Europe	2 463 194	60,0 %	Europe	800 368	17,8 %
Asie	112 059	2,7 %	Asie	1 588 178	35,3 %
Amériques	1 516 716	36,9 %	Amériques	1 982 735	44,1 %
Afrique	6 286	0,2 %	Afrique	80 779	1,8 %
Océanie	8 726	0,2 %	Océanie	41 242	0,9 %
<b>1931-1940</b>	528 431		<b>1981-1990</b>	7 338 062	
Europe	347 566	65,8 %	Europe	761 550	10,4 %
Asie	16 595	3,1 %	Asie	2 738 157	37,3 %
Amériques	160 037	30,3 %	Amériques	3 615 225	49,2 %
Afrique	1 750	0,3 %	Afrique	176 893	2,4 %
Océanie	2 483	0,5 %	Océanie	45 205	0,6 %
<b>1941-1950</b>	1 035 039				
Europe	621 147	60,0 %			
Asie	37 028	3,6 %			
Amériques	354 804	34,3 %			
Afrique	7 367	0,7 %			
Océanie	14 551	1,4 %			

<sup>266</sup> Données du *INS 1997 Statistical Yearbook*. Table 2 dans Daniels et Graham, *op. cit.*, p.73

## ANNEXE II : Index des sources primaires

### **Sondages**

Fortune [Mai, 1938]  
 Gallup Poll (AIPO) [Janvier, 1939]  
 NORC [Septembre, 1944]  
 AIPO [Décembre 1945]  
 Minorities, United Nations [Mai, 1946]  
 Foreign Affairs Survey [Août, 1946]  
 Gallup Poll (AIPO) [Septembre, 1946]  
 Gallup Poll (AIPO) [Février, 1947]  
 Roper/Fortune Survey [Novembre, 1947]  
 Foreign Affairs Survey [Avril, 1948]  
 Roper/Fortune Survey [Septembre, 1948]  
 Gallup Poll (AIPO) [Juillet, 1949]  
 Gallup Poll (AIPO) [Février, 1951]  
 Gallup Poll (AIPO) [Novembre, 1951]  
 Foreign Affairs Survey [Avril, 1952]  
 Foreign Affairs Survey [Novembre, 1952]  
 Foreign Affairs Survey [Mai, 1953]  
 Gallup Poll (AIPO) [Juillet, 1953]  
 Roper Commercial Survey [Août, 1953]  
 Gallup Poll (AIPO) [Mai, 1955]  
 Foreign Affairs Survey [Avril, 1955]  
 Gallup Poll (AIPO) [Mai, 1955]  
 Gallup Poll (AIPO) [Septembre, 1957]  
 Gallup/Potomac Poll [Septembre 1964]  
 Anti-Semitism in the United States Survey [Octobre, 1964]  
 Harris Survey [Mai, 1965]  
 Gallup Poll (AIPO) [Juin, 1965]  
 Harris Survey [Juillet, 1965]  
 Harris Survey [Décembre, 1965]

### **The Christian Science Monitor**

« DAR Hits World Government; Asks Stricter Alien Control », 17 avril 1952  
 « Truman Vetoes Immigration Bill », 26 juin 1952  
 « Immigration Policy Hearing Slated for Boston on Oct. 2 », 29 septembre 1952  
 « Immigration Commission To Hold Hearing in Boston », 1 octobre 1952  
 « Immigration Act Quotas Hit at Hearing », 2 octobre 1952  
 « The Immigration Maze », 29 décembre 1952  
 « Complete Rewriting of U.S. Immigration Act Proposed », 2 janvier 1953  
 « Conclusions of Commission », 2 janvier 1953  
 « Report Urges Abolition Of Quota System », 2 janvier 1953  
 « Immigration Laws--Need for Revision », 6 janvier 1953  
 « Immigration and Law », 11 mars 1953  
 « Refugees, Immigrants, and John Q. Citizen », 30 avril 1953  
 « Deserving Refugees », 7 juillet 1953

- « Case Favors Immigration Law Changes », 21 novembre 1955
- « Refugee Quota Shift Asked », 14 janvier 1956
- « New Look at Immigration », 9 février, 1956
- « U.S. Immigration Policy », 27 février 1957
- « Immigration Legislation », 25 avril 1957
- « DAR Formulates Policy on Issues », 24 avril 1964
- « President Charts Course Toward U.S. 'Great Society' », 6 janvier 1965
- « U.S. Studies Immigration Easing », 7 janvier 1965
- « Immigration: Johnson Slant », 14 janvier 1965
- « What immigration Law? », 15 janvier 1965
- « Immigration change, papal visit mesh », 5 octobre 1965

### **The New York Times**

- « Little 'Iron Curtain' », 24 février 1951
- « At America's Gateways », 6 février 1952
- « Pleas for D.P.'s Faces Congress Opposition », 30 mars 1952
- « The New Immigration Bill », 1er mai 1952
- « New Immigration Bill is Under Sharp Attack », 4 mai 1952
- « The Anti-Immigration Bill », 14 mai 1952
- « A Veto Deserved », 24 mai 1952
- « Veto Wanted », 13 juin 1952
- « A Wise Veto », 26 juin 1952
- « Revision Needed », 6 septembre 1952
- « Inquiry Into Immigration », 2 octobre 1952
- « M'Carran Act Debate: Objections and Replies », 11 janvier 1953
- « Amending the M'Carran Act », 27 novembre 1953
- « Refugee Relief », 2 janvier 1955
- « New Fight Shapes Up for Freer Immigration », 23 janvier 1955
- « The Immigration Statutes », 17 avril 1955
- « Revising the M'Carran Act », 22 novembre 1955
- « Immigration Act Due for Minor Revisions », 27 novembre 1955
- « The Lamp and the Door », 10 février 1956
- « Immigration Issue », 4 octobre 1956
- « Target: M'Carran Act », 3 janvier 1957
- « Immigration Law Revision », 2 février 1957
- « Immigration Law, 1957 », 12 septembre 1957
- « Mr. Kennedy on Immigration », 21 février 1959
- « One Sixth of One Percent », 18 mars 1960
- « Frustrated Reform », 18 septembre 1961
- « Opening the Golden Door », 17 janvier 1964
- « I Lift My Lamp », 11 août 1964
- « Reopening the Door », 18 janvier 1965
- « Immigration Impasse », 18 juin 1965
- « Progress on Immigration », 17 juillet 1965
- « Farewell to Quotas », 5 août 1965
- « Actions at Last on Quotas », 27 août 1965
- « New Day in Immigration », 24 septembre 1965

**Reader's Digest**

- « What to do about Postwar Immigration », mars 1943
- « Shall We Keep The Foreigners Out? », novembre 1944
- « Why We must Modernize Our Immigration Policy », août 1947
- « How Aliens Pour into the U. S. Illegally », octobre 1948
- « Why Shouldn't They Be Americans? », août 1951
- « The Truth about the Immigration Act », mai 1953
- « The mystery of multiplying sons », décembre 1956
- « Our Newest Americans -- Fugitives from Nazi and Communist Oppression », janvier 1957
- « At last a Fair Deal for Immigrants », août 1966

**The Saturday Evening Post**

- « Should we change our immigration laws », 6 février 1947
- « The things that happened “on the island” », 21 juillet 1951
- « Before attacking immigration law, why not read it », 21 février 1953
- « On immigration, see G. Washington », 25 février 1956
- « Who said McCarran law bars refugees? », 19 janvier 1957
- « National origins should be kept in immigration law », 20 avril 1957
- « What's so “illiberal” and “inhumane” about our immigration requirements? », 4 janvier 1958
- « Before we weaken the immigrations laws, let's study the facts », 10 octobre 1959
- « The hypocrisy of our immigration laws », 15 février 1964
- « Our immigrant heritage », 3 octobre 1964

**Time Magazine**

- « Revenge at Ellis Island », 23 octobre 1950
- « Code for the Melting Pot », 2 juin 1952
- « Overriding Hard », 7 juillet 1952
- « McCarran's Curtain », 27 octobre 1952
- « Pouring It Back », 27 octobre 1952
- « Pouring It On », 27 octobre 1952
- « Pat & Herman », 13 juillet 1953
- « 90-Day Wonder », 25 avril 1955
- « New Chance in Life », 25 juillet 1955
- « Let it Go Hang », 26 août 1957
- « Rights of Man – 1960 Style », 25 juillet 1960
- « The Foreign Aid & Immigration Bills », 22 janvier 1965
- « Lifting the Quota », 13 août 1965
- « Work Done », 17 septembre 1965
- « Historic Homage », 1er octobre 1965
- « The New Melting Pot », 2 décembre 1966

## BIBLIOGRAPHIE

### Sources primaires

#### **Médias écrits**

*The New York Times* (1951-1965)

*Time Magazine* (1950-1966)

*Readers' Digest* (1947-1966)

*The Saturday Evening Post* (1947-1964)

*The Christian Science Monitor* (1951-1965)

#### **Sondages**

Cantril, Hadley. *Public Opinion 1935-1946*. Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1951. p. 306-310

*Roper Center for Public Opinion Research Archives*

#### **Textes de loi et sources du milieu politique**

*Immigration and Nationality Act of 1952* [En ligne]

[http://tucnak.fsv.cuni.cz/~calda/Documents/1950s/McCarran\\_52.html](http://tucnak.fsv.cuni.cz/~calda/Documents/1950s/McCarran_52.html) (page consulté le 27 septembre 2008)

*Immigration Act of 1965* [En ligne]

<http://tucnak.fsv.cuni.cz/~calda/Documents/Modern/ImmigAct1965.html> (page consulté le 27 septembre 2008)

*Migration and Refugee Assistant Act of 1962* [En ligne]

<http://uscode.house.gov/download/pls/22C36.txt> (page consulté le 11 novembre 2008)

*President Lyndon B. Johnson's Remarks at the Signing of the Immigration Bill*. Liberty Island, New York, October 3, 1965 [En ligne]

<http://www.lbjlib.utexas.edu/johnson/archives.hom/speeches.hom/651003.asp> (page consulté le 3 octobre 2008)

*Refugee Relief Act of 1953*, U.S. Statutes at Large, Public Law 203, Chp. 336, p. 400-407, [En ligne] [http://tucnak.fsv.cuni.cz/~calda/Documents/1950s/Refugee\\_53.html](http://tucnak.fsv.cuni.cz/~calda/Documents/1950s/Refugee_53.html) (page consultée le 29 novembre 2008)

*Whom We Shall Welcome: Report of the President's Commission on Immigration and Naturalization*. New York, Da Capo Press, 1971. 319 pages.

## Ouvrages de référence et recueils bibliographiques

Brown, Mary Elizabeth. *Shapers of the Great Debate on Immigration A Biographical Dictionary*, Westport, CT, Greenwood Press, 1999. 352 pages.

Buenker, John D. et Nicholas C. Burckel. *Immigration and Ethnicity: A Guide to Information Sources*. Gale Research Company, 1977. 310 pages.

Cordasco, Francesco. *The new American immigration : evolving patterns of legal and illegal emigration : a bibliography of selected references*. New York, Garland, 1987. 418 pages.

Donsbach, Wolfgang et Michael W. Traugott, éd. *The Sage Handbook of Public Opinion Research*. London, Sage Publications, 2008. 618 pages.

Éthier, Diane. *Introduction aux relations internationales*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2003. 279 pages.

Kaspi, André. *Les Américains 2. Les États-Unis de 1945 à nos jours*. Nouvelle édition augmentée. Paris, Seuil, 2002 [1986, 1998]. 759 pages.

Lacroix, Jean-Michel. *Histoire des États-Unis*. 2<sup>e</sup> édition mise à jour. Paris, Presses Universitaires de France, 2007 [1996, 2006]. 624 pages.

Lerner, K. Lee et al., éd. *Immigration and multiculturalism : essential primary sources*. Détroit, Thompson Gale, 2006. 483 pages.

Oban, Edmond et Michel Fortmann, dir. *Le système politique américain*. 3<sup>e</sup> éd. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2001 [1987]. 442 pages.

U.S. Department of Homeland Security. *Yearbook of Immigration Statistics 2008*, Washington D.C., Office of Immigration Statistics, 2009. 110 pages.

## Monographies et ouvrages collectifs

Cantril, Albert H. *The opinion Connection : Polling, Politics, and the Presse*. Washington D.C., CQ Press, 1991. 285 pages.

Barkan, Elliott Robert. *And Still They Come : Immigrants and American Society 1920 to the 1990s*. Wheeling, Illinois, Herlan Davidson, 1996. 262 pages.

Borstelmann, Thomas. *The Cold War and the Color Line : American Race Relations in the Global Arena*. Cambridge, Mass. / London, Harvard University Press, 2001. 369 pages.

Collomp, Catherine et Mario Menéndez. *Exilés et réfugiés politiques aux États-Unis : 1789-2000*. Paris, CNRS Histoire, 2003. 302 pages.

Crespi, Irving *Public Opinion, Polls and Democracy*. Boulder Colorado, Westview Press, 1989. 148 pages.

Daniels, Roger et Otis L. Graham. *Debating American Immigration. 1882-Present*. Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2001. 231 pages.

Daniels, Roger. *Guarding the Golden Door: American Immigration Policy and Immigrants Since 1882*. New York, Hill and Wang, 2004. 328 pages.

DeLaet, Debra L. *U.S. Immigration Policy in an Age of Rights*. Westport, Praeger, 2000, 153 pages.

Dominguez, Jorge I. «Cooperating with the Enemy? U.S. Immigration Policies Toward Cuba», dans Christopher Mitchell, éd. *Western Hemisphere Immigration and United States Foreign Policy*, University Park, Pennsylvania State university Press, 2002. p. 31-88.

Dominguez, Jorge I. «Immigration as Foreign Policy in U.S.-Latin American Relations» dans Robert W. Tucker et al. *Immigration and US Foreign Policy*. Boulder, Westview Press, 1990. p. 150-166.

Dudziak, Mary L. *Cold War Civil Rights: Race and the Image of American Democracy*. Princeton, NJ / Chichester, Princeton University Press, 2002. 330 pages.

Erikson, Robert S. et Kent L. Tedin. *American Public Opinion: Its Origins, Content, and Impact*. 7e éd. New York, Pearson Education, Inc, 2005. 365 pages.

Espenshade, Thomas J. «Public Opinion and Immigration» dans James D. Ciment, éd.. *Encyclopedia of American Immigration*. Armonk, New York, M.E. Sharpe, 2001. p.560-568.

Espenshade, Thomas J. et Maryann Belanger. «Immigration and Public Opinion» dans Marcelo M. Suarez-Orozco, éd. *Crossings: Mexican Immigration in Interdisciplinary Perspectives*. Cambridge, Harvard University Press, 1998. p. 365-403.

Espenshade, Thomas J. et Maryann Belanger. «U.S. Public Perceptions and Reactions to Mexican Immigration» dans Frank D. Bean et al., éd. *At the Crossroads: Mexican Immigration and U.S. Policy*. New York, Rowman and Littlefield Publishers, 1997. p.227-261.

Espenshade, Thomas J. «Taking the Pulse of Public Opinion Toward Immigrants» dans Thomas J. Espenshade, éd. *Keys to Successful Immigration: Implications of the New Jersey Experience*. Washington, The Urban Institute Press, 1997. p. 89-116.

Fetzer, Joel S. *Public Attitudes toward Immigration in the United States, France, and Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000. 253 pages.

Filene, Peter. «“Cold War Culture” Doesn’t Say It All » dans Peter J. Kuznick and James Gilbert, éd. *Rethinking Cold War Culture*. Washington, Smithsonian Institution Press, 2001. 232 pages.

Fitzgerald, Keith. *The Face of the Nation. Immigration, the State, and the National Identity*. Stanford, Stanford University Press, 1996. 285 pages.

Foner, Nancy et George M. Frederickson, éd. *Not Just Black and White: Historical and Contemporary Perspectives on Immigration, Race, and Ethnicity in the United States*. New York, Russell Sage Foundation, 2004, 408 pages.

Forteaux, Michel. « Origines et devenir de la notion « d'exception cubaine » dans la politique migratoire des Etats-Unis » dans Catherine Collomp et Mario Menéndez. *Exilés et réfugiés politiques aux États-Unis : 1789-2000*. Paris, CNRS Histoire, 2003. p. 215-223.

Gibney, Mark, éd. *Open Borders? Closed Societies? : The Ethical and Political Issues*, New York, Greenwood Press, 1988, 202 pages.

Graham Jr, Otis L. *Unguarded Gates. A History of America's Immigration Crisis*. Lanham, Rowman and Littlefield, 2004, 242 pages.

Habermas, Jürgen. *The Structural Transformation of the Public Sphere : An Inquiry into a Category of Bourgeois Society*. Cambridge, MIT Press, 1989 (1962), 301 pages.

Haines, David W. "Refugees", dans Mary C. Walters et Reed Ueda (éd.). *The New Americans, A Guide to Immigration since 1965*. Cambridge, Harvard University Press, 2007, p. 56-57

Hennessy, B.C., *Public Opinion*, North Scituate Massachusetts, Duxbury Press, 1975. 346 pages.

Higham, John, «Chapter Two: The Politics of Immigration Restriction» dans John Higham. *Send These to Me: Immigrants in Urban America*. Baltimore, Atheneum, 1984. p. 29-70.

Higham, John. *Strangers in the Land: Patterns of American Nativism 1869-1925*. New Brunswick, New Jersey, Rutgers University Press, 1955. 431 pages.

Jacoby, Tamar, éd. *Reinventing the Melting Pot: The New Immigrants and What it Means to Be American*. New York, Basic Books, 2004. 335 pages.

Kennedy, John F. *A Nation of Immigrants*. London, Hamish Hamilton, 1964. 111 pages.

Klein, Christina. *Cold War Orientalism: Asia in the Middlebrow Imagination, 1945-1961*. Berkley, University of California Press, 2003. 316 pages.

Koehn, Peter H. *Refugees from Revolution: U.S. Policy and Third World Migration*. Boulder, Westview Press, 1991. 463 pages.

Kraly, Ellen Percy. «U.S. Refugee Policies and Refugee Migration Since World War II» dans Robert W. Tucker et al. *Immigration and US Foreign Policy*. Boulder, Westview Press, 1990. p. 73-98.

Lazar, Judith. *L'opinion publique*. Paris, Éditions Dalloz, 1995. 147 pages.

Lee, Kenneth K. *Huddled masses, muddled laws: why contemporary immigration policy fails to reflect public opinion*. Westport, Praeger, 1998, 184 pages.

Loescher, Gil et John A. Scanlan. *Calculated Kindness : Refugees & America's Half-Open Door, 1945 to Present*, New York, Free Press, 1986. 346 pages.

Menéndez, Mario. *Cuba, Haïti et l'interventionnisme américain. Un poids, deux mesures*. Paris, CNRS Histoire, 2005. 178 pages.

Menéndez, Mario. « Réfugiés politiques, demandeur d'asile dans la législation américaine » dans Catherine Collomp et Mario Menéndez. *Exilés et réfugiés politiques aux Etats-Unis : 1789-2000*. Paris, CNRS Histoire, 2003. p. 177-197.

Mitchell, Christopher. *Western Hemisphere Immigration and United States Foreign Policy*, University Park, Pennsylvania State university Press, 2002. 314 pages.

Osgood, Kenneth. *Total Cold War: Eisenhower's Secret Propaganda Battle at Home and Abroad*. Lawrence, Kansas, University Press of Kansas, 2006. 506 pages

Peréz, Lisandro. « Cubans » dans Mary C. Waters et Reed Ueda, éd. *The New Americans. A Guide to Immigration Since 1965*. Londres, Harvard University Press, 2007. p. 386-398.

Polenberg, Richard. *One Nation Divisible: Class, Race and Ethnicity in the United States since 1938*. New York, Penguin Books, 1981. p. 86-126.

Reimers, David M. *Still the Golden Door: The Third World Comes to America*. New York, Columbia University Press, 1985. 319 pages.

Reimers, David M.. *Unwelcome Strangers : American Identity and the Turn Against Immigration*. New York, Columbia University Press, 1998, 199 pages.

Schlesinger, Arthur M. Jr. *The Cycles of American History*. Boston, Houghton Mifflin Company, 1986. 498 pages.

Shamir, Jacob et Michal Shamir, *The Anatomy of Public Opinion*, Ann Arbor, Michigan, The University of Michigan Press, 2000. 301 pages.

Simon, Rita J. et Susan H. Alexander. *The Ambivalent Welcome: Print Media, Public Opinion, and Immigration*. Westport, Praeger, 1993. 280 pages.

Skrentny, John David, éd. *Color lines : affirmative action, immigration, and civil rights options for America*. Chicago, University of Chicago Press, 2001, 363 pages.

Sharp, Joanne P., «The Beginnings of Cold War» dans *Condensing the Cold War : Reader's Digest and American Identity*. Minneapolis, University of Minnesota Press, 2000. p. 83-106.

- Strout, Lawrence N. *Covering McCarthyism: How the Christian Science Monitor Handled Joseph R. McCarthy, 1950-1954*. Westport, Connecticut, Greenwood Press, 1999, 171 pages.
- Swain, Carol M, éd. *Debating Immigration*. New York, Cambridge University Press, 2007. 316 pages.
- Tichenor, Daniel G. *Dividing Lines. The Politics of Immigration Control in America*. Princeton, Princeton University Press, 2002. 380 pages.
- Tucker, Robert W. «Immigration and Foreign Policy: General Considerations» dans Robert W. Tucker et al. *Immigration and US Foreign Policy*. Boulder, Westview Press, 1990. p. 1-13.
- Tucker, Robert W. et al. *Immigration and US Foreign Policy*. Boulder, Westview Press, 1990. 229 pages.
- Waters, Mary C. et Reed Ueda, éd. *The New Americans. A Guide to Immigration Since 1965*. Londres, Harvard University Press, 2007, 721 pages.
- Weil, François. « Migration, migrants, et ethnicité » dans Jean Heffer et François Weil *Chantiers d'histoire américaine*. Paris, Belin, 1994, p. 407-432.
- Westad, Odd Arne. *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*. Cambridge / New York, Cambridge University Press, 2005. 484 pages.
- Whitfield, Stephen J. *The Culture of the Cold War*. 2e éd. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1996. 275 pages.
- Zolberg, Aristide R. « The Roots of U.S. Refugee Policy» dans Robert W. Tucker et al. *Immigration and US Foreign Policy*. Boulder, Westview Press, 1990. p. 99-122.
- Zolberg, Aristide R. *A Nation by Design : Immigration Policy in the Fashioning of America*. Cambridge, Harvard University Press, 2006. 658 pages.

## Articles de périodiques

- Barkan, Elliott R. «Return of the Nativists? California Public Opinion and Immigration in the 1980s and 1990s». *Social Science History*, 27, 2 (2003), p. 229-283.
- Bourne, Randolph. « Trans-national America ». *Atlantic Monthly*, 118 (Juillet 1916), p. 86-97.
- Brader, Ted et al. « What Triggers Opposition to Immigration? Anxiety, Group Cues, and Immigration Threat ». *American Journal of Political Science*, 52, 4 (Octobre 2008), p. 959-978.

- Chandler, Charles R. et Yung-mei Tsai. «Social factors influencing immigration attitudes: an analysis of data from the General Social Survey». *The Social Science Journal*, Volume 38, Issue 2 (Été 2001), p. 177-188.
- Espenshade, Thomas .J. et Hempstead, K. «Contemporary American attitudes toward U.S. immigration». *International Migration Review*, 30 (1996), p. 535–570.
- Espenshade, Thomas J. et Charles A. Calhoun. «An Analysis of Public Opinion Toward Undocumented Immigration». *Population Research and Policy Review*, vol. 12, no. 3 (1993), p. 189-224.
- Harwood, Edwin. «American Public Opinion and U.S. Immigration Policy». *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 487 (Sep. 1986), p. 201-212.
- Krenn, Michael L. «“Unfinished Business” : Segregation and U.S. Diplomacy at the 1958 World’s Fair ». *Diplomatic History*, Vol. 20, No. 4 (Automne 1996), p.591-612.
- Lapinski, John S. et al. «The Polls – Trends; Immigrants and Immigration», *Public Opinion Quarterly*, 61 (Summer 1997), p. 356-383.
- Menéndez, Mario. « Les lois américaines d’immigration et les réfugiés politiques dans la période d’après-guerre : 1948-1958 ». *Matériaux pour l’histoire de notre temps*, Volume 60, Numéro 60 (2000), p. 57-60.
- Schleisinger, Arthur M. «The Significance of Immigration in American History». *American Journal of Sociology*, Vol. 27, No. 1 (Juillet 1921), p.71-85.
- Simon, Rita J. et James P. Lynch. «A Comparative Assessment of Public Opinion toward Immigrants and Immigration Policies». *International Migration Review*, Vol. 33, No. 2 (Été 1999), p. 455-467.
- Suri, Jeremi. «Henry Kissinger, the American Dream, and the Jewish Immigrant Experience in the Cold War», *Diplomatic History*, Vol. 32, Issue 5 (Novembre 2008), p719-747.
- Tebbe, Jennifer. «Print and American Culture». *American Quarterly*, Vol. 32, No. 3 (1980), p. 259-279.

## Thèses

- Koed, Betty Kay. *The Politics of Immigration Reform: Policymakers and the Immigration Act of 1965*. Thèse de Ph.D. (Histoire), University of California, 1995. 308 pages.

## Ressources électroniques

*Centre for Immigration Studies*. [En ligne] <http://www.cis.org> (page consultée le 17 novembre 2008)

*Encyclopædia Britannica*. « Public Opinion ». [En ligne].  
<http://www.britannica.com/EBchecked/topic/482436/public-opinion> (page consulté le 18 mai 2009)

Fine, John. « *The Christian Science Monitor* to Become a Weekly », *Business Week*, 28 Octobre 2008, [En ligne]  
[http://www.businessweek.com/bwdaily/dnflash/content/oct2008/db20081028\\_224442.htm](http://www.businessweek.com/bwdaily/dnflash/content/oct2008/db20081028_224442.htm)  
(page consulté le 3 juin 2009)

Graham Jr., Otis L. « A Vast Social Experiment : The Immigration Act of 1965 ». [En ligne] [http://www.npg.org/forum\\_series/socialexp.html](http://www.npg.org/forum_series/socialexp.html) (page consulté le 19 janvier 2009)

*Immigration Policy Center*. [En ligne] <http://www.immigrationpolicy.org> (page consulté le 21 novembre 2008)

Turner, Frederick Jackson. *The Significance of the Frontier in American History*. 1893. [En ligne] <http://www.learner.org/workshops/primarysources/corporations/docs/turner.html>  
(page consulté le 13 mars 2009)

U.S. Department of State. *The Immigration and Nationality Act of 1952 (The McCarran-Walter Act)*. [En ligne] <http://www.state.gov/r/pa/ho/time/cwr/87719.htm> (page consulté le 21 octobre 2008)